PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese
indicateurs

PORTRAIT DE TERRITOIRES



POPULATION EMPLOI MARCHÉ DU TRAVAIL PAUVRETÉ
PRÉCARITÉ TISSU PRODUCTIF POLITIQUES DE L'EMPLOI
POLITIQUES DE SOLIDARITÉ COMMERCE EXTÉRIEUR

grand-est.dreets.gouv.fr

Service études statistiques et évaluation

dreets

SOMMAIRE

CHIFFRES CLÉS 4

POPULATION *5*

ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2016-2022 SELON LES RÉGIONS 6
ÉVOLUTION 2016-2022 DE LA POPULATION SELON LES EPCI 7
STRUCTURE DE LA POPULATION 8
ÉVOLUTION DE LA POPULATION 9
SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE 10
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE 11
RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS 12

EMPLOI *13*

EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ 14
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2011-2022 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE 15
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 20011-2022 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE 16
ÉVOLUTION 2011-2022 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI 17
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM 18
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38 19
TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI 21
RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL 23
DENSITÉ AU KM² D'ACTIFS OCCUPÉS 25
DENSITÉ AU KM² D'EMPLOIS 25
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE 26
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT 27
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL 28
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT 29
FLUX INTERNES ET EXTERNES 30
FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI 31
RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS 32
LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL 33
EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS 38
TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS 39
TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES 40
TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS 41

MARCHÉ DU TRAVAIL *42*

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2024-2025 SELON LES RÉGIONS 43
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2023-2024 SELON LES RÉGIONS 44
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES 45
PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES 45
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE 46
DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI 47
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION 48
PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION 49
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION 49
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE 50
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN 51
ÉVOLUTION 2016-2025 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN 52
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE 53

SOMMAIRE

PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ 54
NIVEAU DE VIE 55
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % 56
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE 57
INDICATEURS DE PAUVRETÉ 58
LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE 59
TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DELA POLITIQUE DE LA VILLE 60
TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE 61

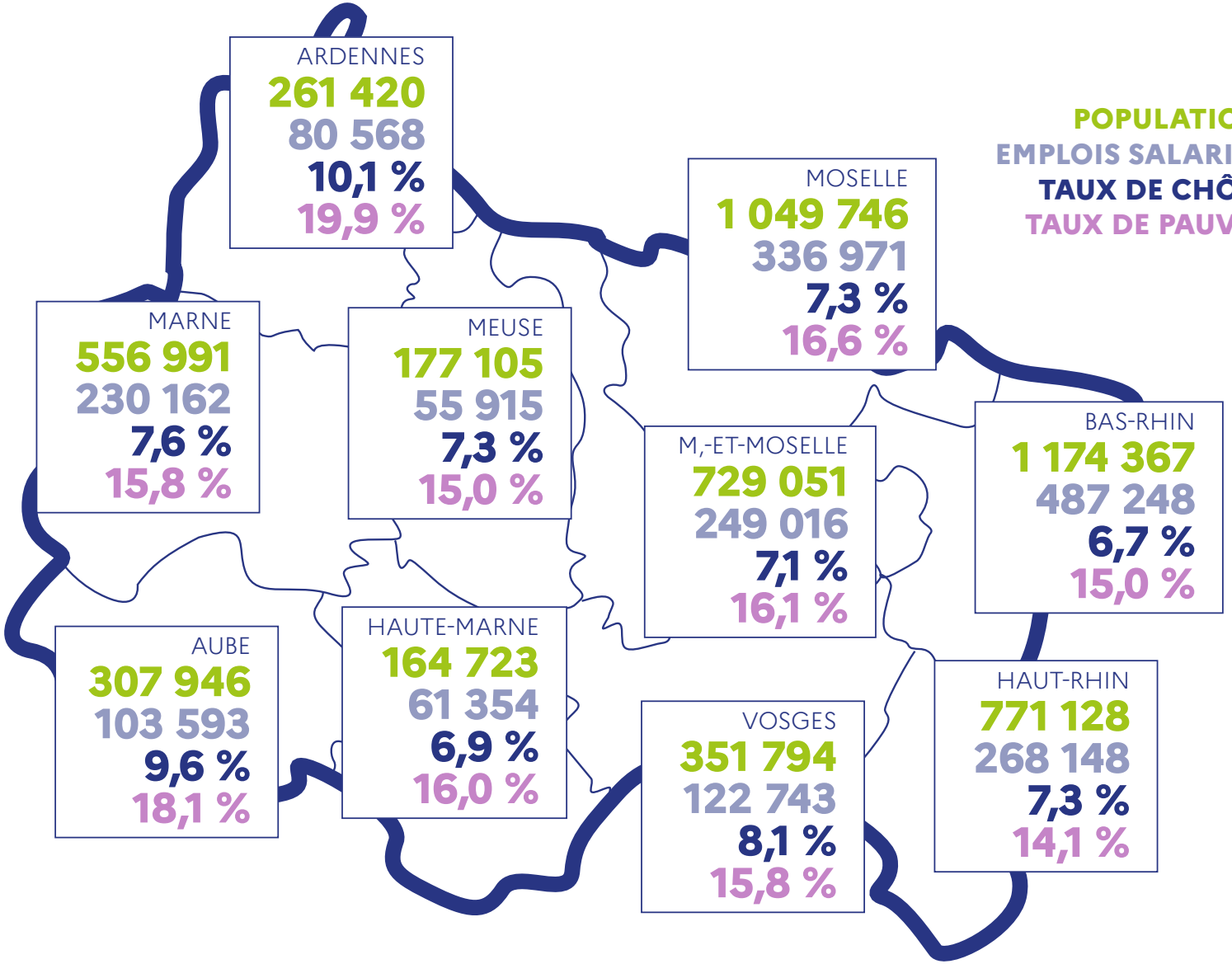
TISSU PRODUCTIF 62
ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38 63
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS EN 5 GRANDS SECTEURS 65
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE 66
CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2016-2025 67
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2016-2025 68
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2014-2025 SELON LES DÉPARTEMENTS 69
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2014-2025 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ 70
SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR 71
TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ 72
PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI 73

POLITIQUES DE L'EMPLOI 74
ENTRÉES EN PACEA ET CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE 75
RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET EN CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE 76
NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI) 77
NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI) 78
NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI) 79
NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI) 80
NOMBRE DE CONTRATS PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC) 81
NOMBRE DE CONTRATS D'APPRENTISSAGE 82

POLITIQUES DE SOLIDARITÉ 83
ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE 84
ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE 85
ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA) 86
PRIME D'ACTIVITÉ 87
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE 88
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES 89
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES 90
SURENDETTEMENT DES MÉNAGES 91
PRÉCARITÉ DE LOGEMENT 91
DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE 92

COMMERCE EXTÉRIEUR 93
POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMI LES RÉGIONS FRANÇAISES 94
LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS 95
ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR 96
LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES 97
LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS 98
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS 99
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS 100

CHIFFRES CLÉS



GRAND EST

POPULATION : 5 544 271

EMPLOIS SALARIÉS : 1 995 719

TAUX DE CHÔMAGE : 7,5 %

TAUX DE PAUVRETÉ : 15,9 %

Sources : Insee - Nombre d'habitants selon les estimations de population 2026 - Nombre d'emplois salariés selon les estimations trimestrielles d'emplois au 4e trimestre 2025 - Taux de chômage localisés du 4e trimestre 2025 - Taux de pauvreté à 60 % en 2023

La région Grand Est compte 5 544 300 habitants début janvier 2026, dont 2 829 600 femmes et 2 714 700 hommes. Elle se classe au 6e rang des régions françaises les plus peuplées et représente 8,3 % de la population métropolitaine. En 2026, la population régionale est en léger recul, pour la première fois depuis 50 ans. Le vieillissement de la population est légèrement plus marqué dans la région qu'en Métropole. En particulier, 42,6 % des habitants de la région ont 50 ans et plus, contre 41,6 % en Métropole. Les jeunes de moins de 15 ans sont, au contraire, légèrement moins nombreux (15,5 % contre 16,0 % en Métropole).

Entre 2016 et 2022, la population du Grand Est augmente très légèrement (5 000 habitants, soit +0,1 %). Sur cette période, elle se distingue ainsi des régions ayant des dynamiques démographiques importantes (+6,3 % en Corse ou +4,7 % en Occitanie), et se rapproche de celles enregistrant une quasi-stabilité (-0,1 % dans les Hauts-de-France ou +0,1 % en Centre-Val de Loire ou en Normandie).

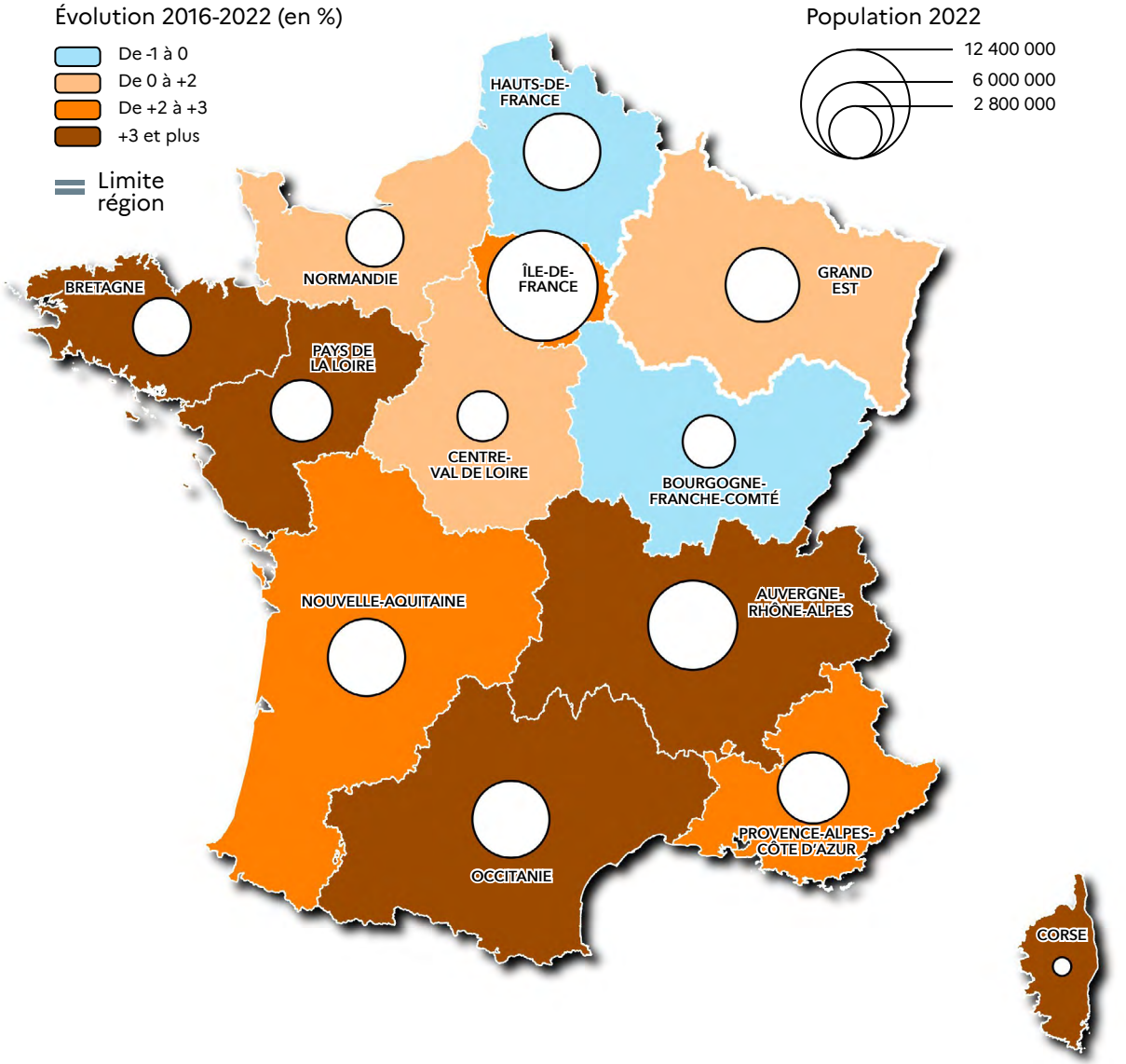
Au niveau départemental les évolutions sur dix ans sont contrastées. Entre 2016 et 2026, la population du Bas-Rhin augmente de 4,7 %, celle du Haut-Rhin de 1,1 %, et celle de la Moselle de 0,4 %. Les autres départements du Grand Est connaissent dans le même temps un recul de leur population, allant de -0,7 % en Meurthe-et-Moselle à -7,5 % en Haute-Marne. Le recul est plus marqué dans les départements les moins peuplés.

Le Grand Est a une densité de population moyenne de 97 habitants par km² en 2025, inférieure à celle de la Métropole (122 hab./km²). Les densités départementales sont très variables, comprises entre 27 hab./km² et 243 hab./km² (soit 9 fois plus). Dans les territoires à forte ruralité, elle dépasse rarement 50 hab./km², notamment en Haute-Marne et dans la Meuse. A contrario, elle demeure supérieure à la densité métropolitaine en Meurthe-et-Moselle (139 hab./km²), en Moselle (170), et surtout dans le Haut-Rhin (218) et le Bas-Rhin (243). Ces quatre départements concentrent à eux seuls les deux tiers de la population régionale totale, alors qu'ils ne représentent que le tiers de la superficie du Grand est. Ils couvrent la plus grande partie de la frontière régionale avec l'étranger : avec l'Allemagne et la Suisse pour les départements alsaciens, l'Allemagne et le Luxembourg pour la Moselle, et le Luxembourg et la Belgique pour la Meurthe-et-Moselle.

Une population régionale stable entre 2016 et 2022

ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2016-2022 SELON LES RÉGIONS

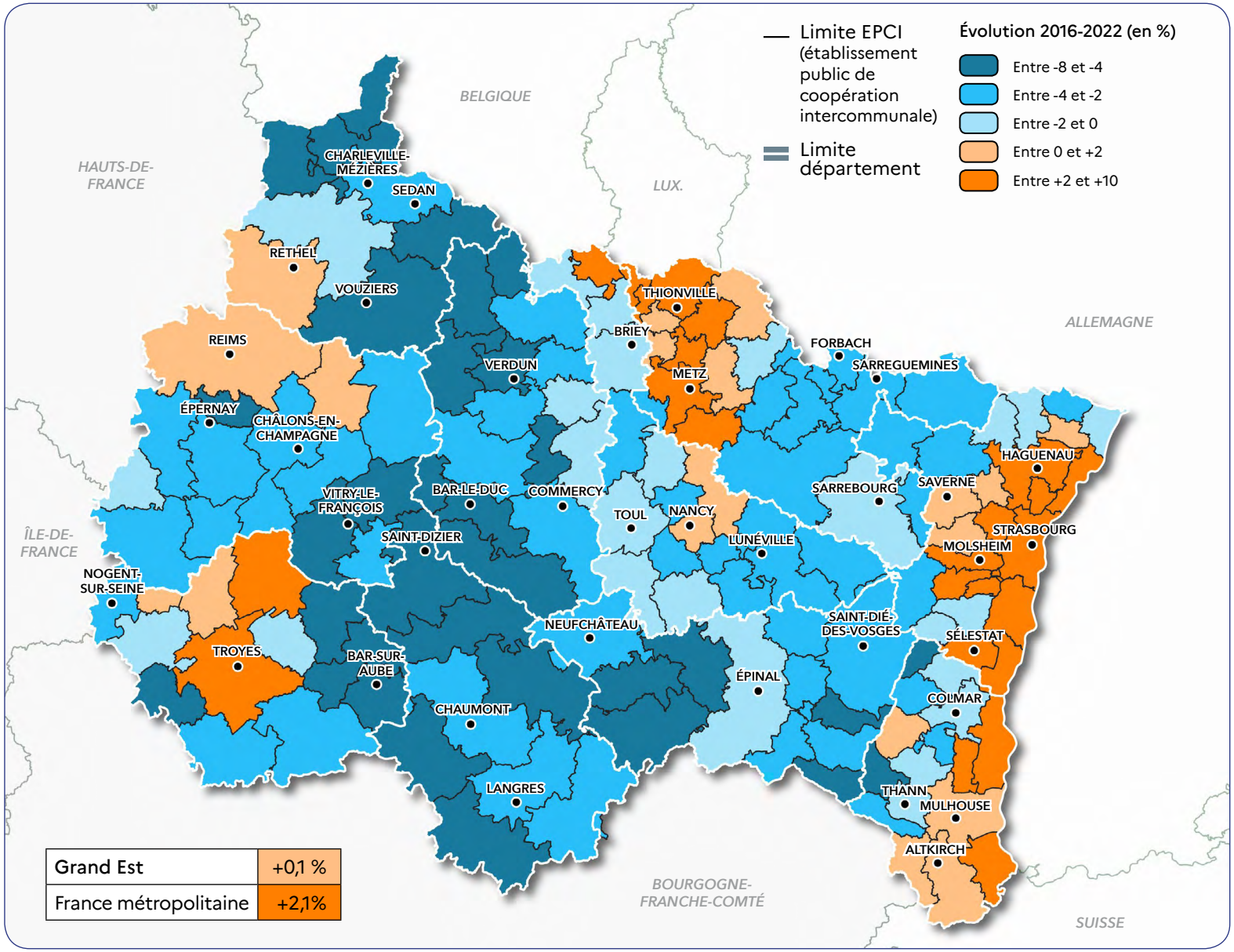
	Population 2016	Population 2022	Évol. (en %)
Île-de-France	12 117 132	12 380 964	2,2
Auvergne-Rhône-Alpes	7 916 889	8 163 884	3,1
Nouvelle-Aquitaine	5 935 603	6 113 384	3,0
Occitanie	5 808 435	6 080 731	4,7
Hauts-de-France	6 006 870	5 998 916	-0,1
Grand Est	**5 555 186**	**5 560 079**	**0,1**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 021 928	5 170 312	3,0
Pays de la Loire	3 737 632	3 879 216	3,8
Bretagne	3 306 529	3 422 845	3,5
Normandie	3 335 929	3 339 074	0,1
Bourgogne-Franche-Comté	2 818 338	2 803 977	-0,5
Centre-Val de Loire	2 577 866	2 581 597	0,1
Corse	330 455	351 276	6,3
France métropolitaine	**64 468 792**	**65 846 255**	**2,1**



Source : Insee - Recensements de la population 2016 et 2022, exploitation principale

La population progresse essentiellement le long du Rhin, aux abords du Luxembourg, ainsi qu'autour de Troyes

ÉVOLUTION 2016-2022 DE LA POPULATION SELON LES EPCI



Source : Insee - Recensements de la population 2016 et 2022, exploitation principale

Une concentration accrue de la population régionale dans les départements alsaciens

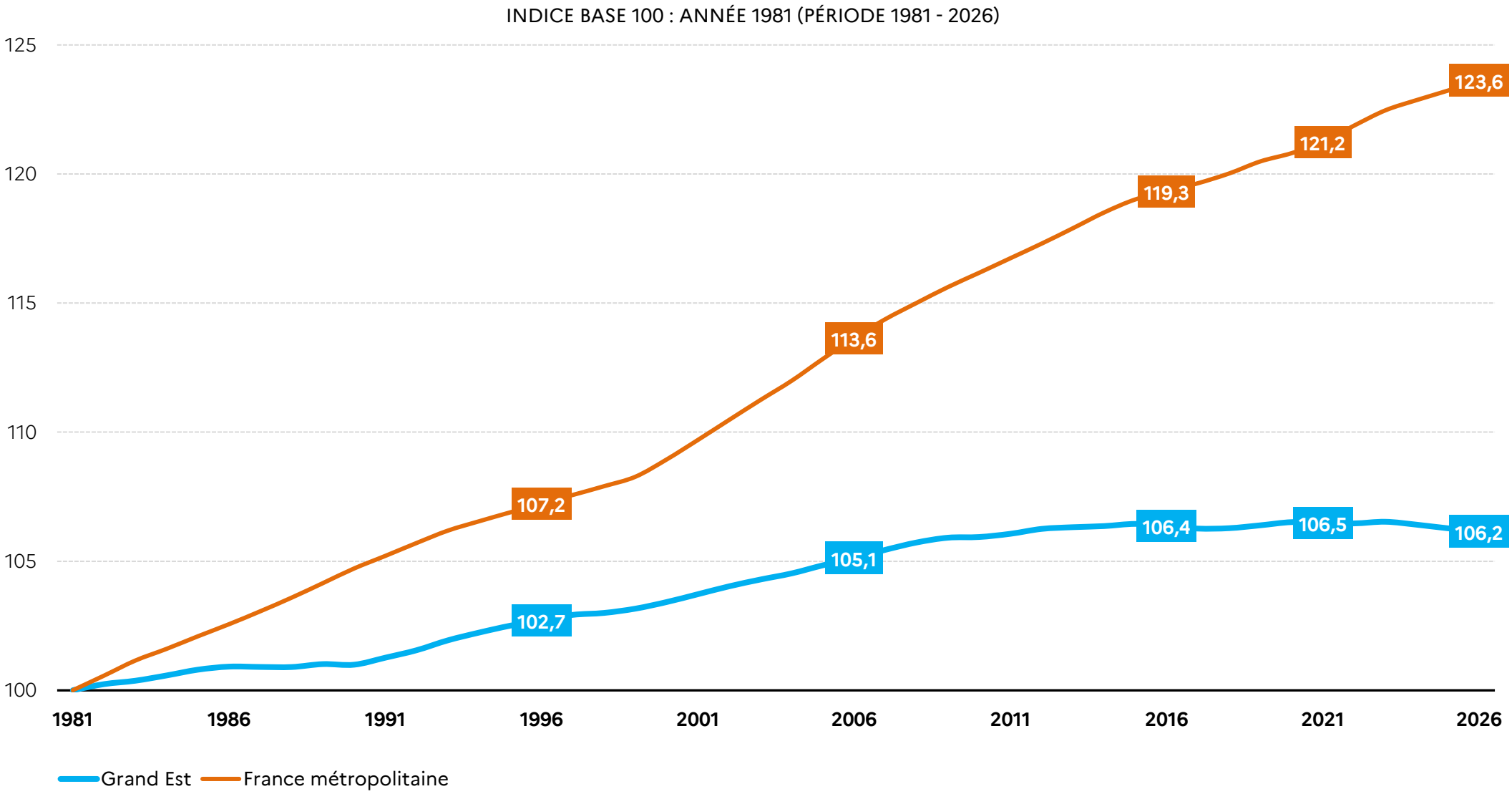
STRUCTURE DE LA POPULATION

	1986		1996		2006		2016		2026	
	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)
Ardennes	300 957	5,7	292 822	5,5	285 653	5,2	275 371	5,0	261 420	4,7
Aube	291 046	5,5	292 381	5,5	299 704	5,5	308 910	5,6	307 946	5,6
Marne	550 959	10,5	565 544	10,5	565 841	10,3	570 883	10,3	556 991	10,0
Haute-Marne	208 148	3,9	198 275	3,7	187 652	3,4	178 084	3,2	164 723	3,0
Meurthe-et-Moselle	718 980	13,6	717 201	13,4	725 302	13,2	733 821	13,2	729 051	13,1
Meuse	200 228	3,8	194 622	3,6	193 696	3,5	189 055	3,4	177 105	3,2
Moselle	1 015 328	19,3	1 020 258	19,0	1 036 776	18,9	1 045 271	18,8	1 049 746	18,9
Bas-Rhin	933 806	17,7	1 002 555	18,7	1 079 016	19,7	1 121 407	20,2	1 174 367	21,2
Haut-Rhin	659 116	12,5	696 784	13,0	736 477	13,4	762 743	13,7	771 128	13,9
Vosges	391 589	7,4	383 701	7,2	379 975	6,9	369 641	6,7	351 794	6,3
Grand Est	**5 270 157**	**100,0**	**5 364 143**	**100,0**	**5 490 092**	**100,0**	**5 555 186**	**100,0**	**5 544 271**	**100,0**

Source : Insee - Estimations de population 2026

Après plusieurs années de stabilité, la population du Grand Est en léger recul depuis 2024

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

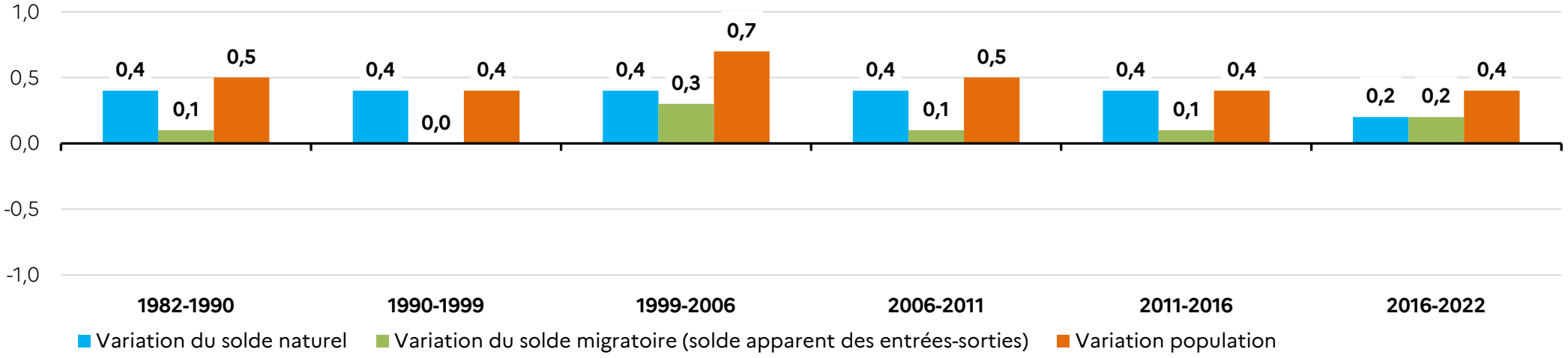


Source : Insee - Estimations de population 2026

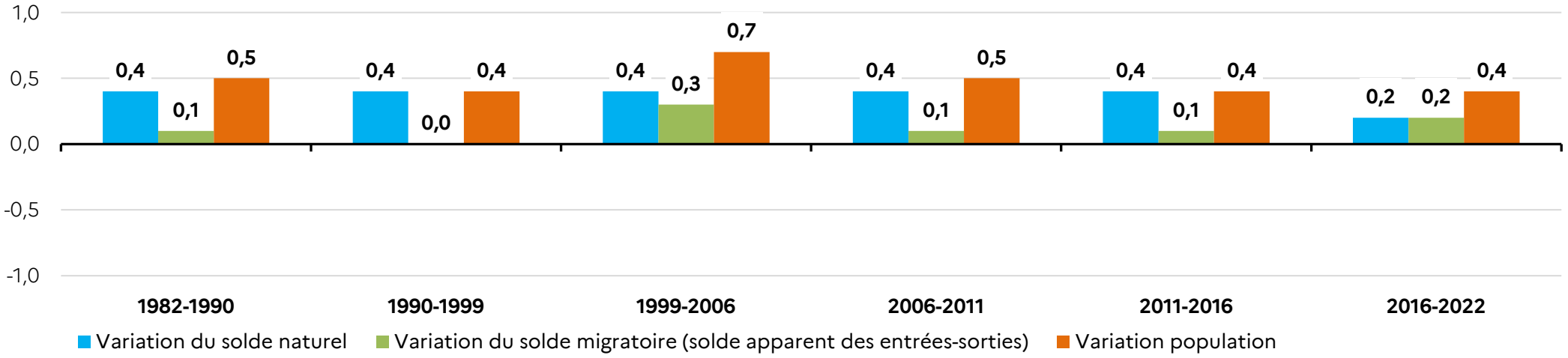
Entre 2016 et 2022, le solde naturel et le solde migratoire sont nuls

SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE

TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - **GRAND EST**



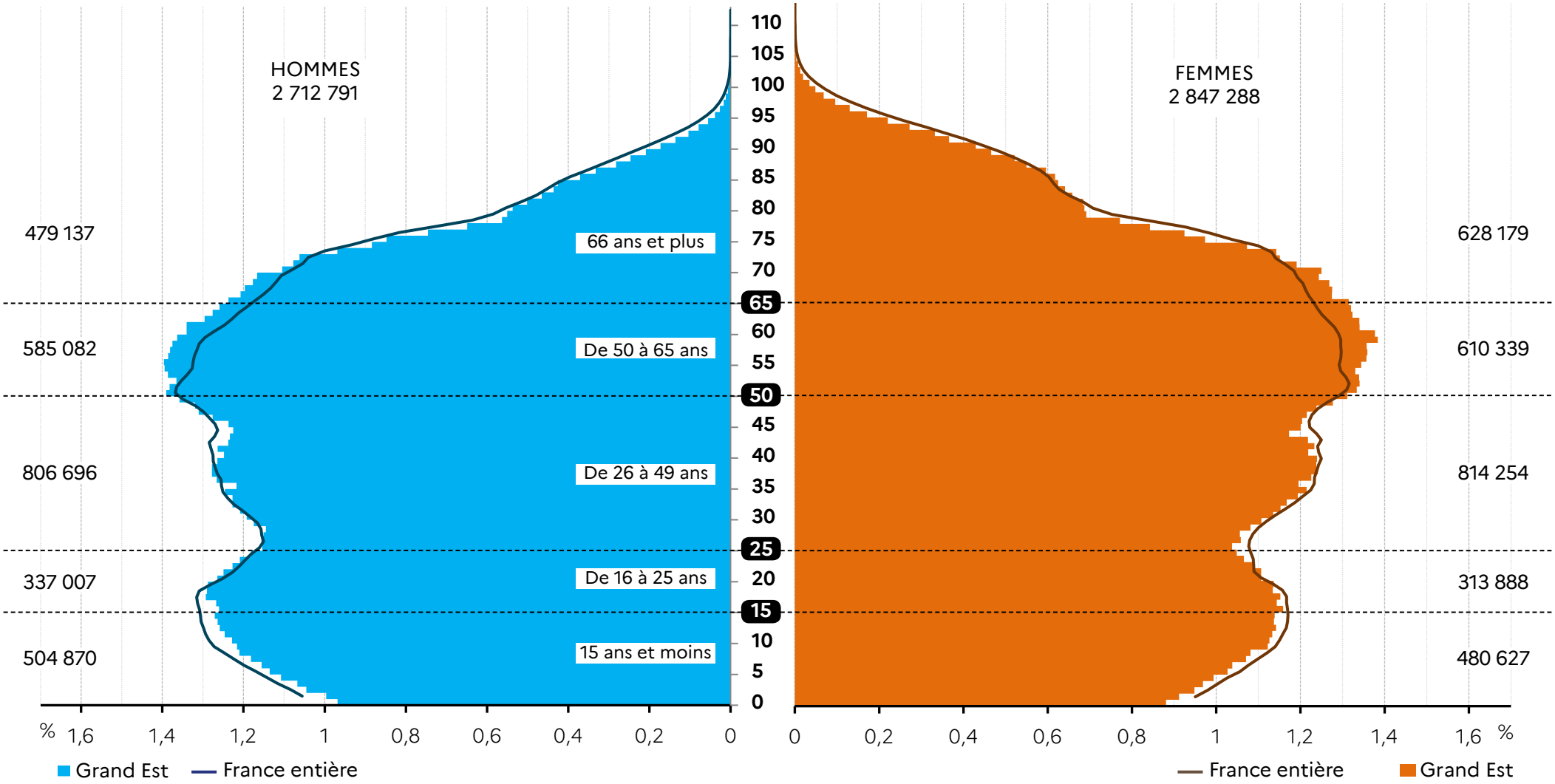
TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - **FRANCE MÉTROPOLITAINE**



Sources : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale, Etat civil

Un déficit de jeunes de moins de 18 ans dans le Grand Est comparativement à l'ensemble de la France métropolitaine

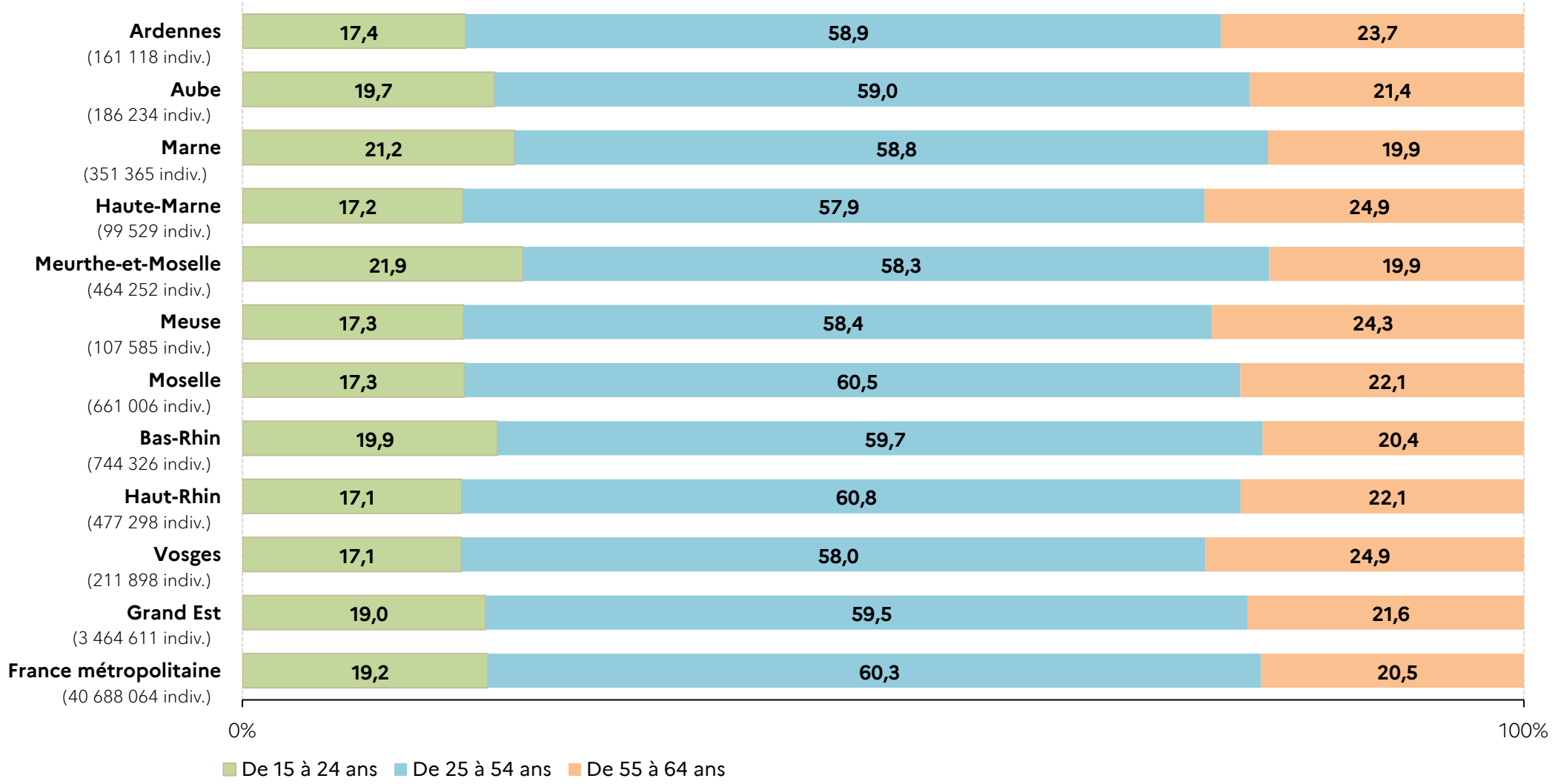
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE



Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale

Parmi la population de 15 à 64 ans, davantage de seniors dans le Grand Est, en particulier dans les Vosges, la Haute-Marne, la Meuse et les Ardennes

RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS



Source : Insee - Recensement de la population 2022 exploitation principale / Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

Dans le courant de l'année 2025, l'emploi salarié poursuite la baisse entamée fin 2024 : il recule de 0,4 % sur un an, soit une baisse de 8 150 postes salariés. Cette baisse touche principalement l'intérim, l'industrie et la construction.

Sur dix ans, entre 2015 et 2025, l'emploi progresse dans la région (+3,7 %) et en métropole (+9,3 %). Cet écart entre la région et la Métropole demeure en partie lié à la dynamique de population et à la structure de l'emploi : le tertiaire marchand pèse moins dans la région (39,8 % de l'emploi salarié total, contre 46,7 % en Métropole) et, à l'inverse, le poids de l'industrie reste plus élevé (15,1 % en Grand Est, contre 12,8 % en Métropole). Or, l'emploi tertiaire marchand progresse sur dix ans (+9,6 %), tandis que l'emploi industriel se replie (-6,8 %) - en raison notamment de sa baisse dans la fabrication de matériels de transport (-27,8 % sur dix ans). L'agriculture (+30,9 %) et l'hébergement et restauration (+25,4 %) sont les secteurs dont l'emploi salarié progresse le plus sur dix ans. L'emploi régional croît dans les secteurs de la construction (+4,5 %) et du tertiaire marchand (+9,6 %), mais plus lentement qu'en Métropole (respectivement +11,9 % et +14,2 %).

En 2022, les taux d'activité et d'emploi (74,8 % et 66,2 %) de la population en âge de travailler sont légèrement inférieurs aux taux nationaux (75,3 % et 66,8 %). Pour les seniors de 55 à 64 ans, l'écart avec la Métropole est plus élevé : ils ont un taux d'emploi de 54,9 % en Métropole et de 52,6 % dans le Grand Est.

Le travail frontalier reste très présent dans la région : plus de 210 300 travailleurs frontaliers résident dans le Grand Est en 2022. Près d'un actif occupé sur onze résidant dans la région fait ainsi quotidiennement la navette de son lieu de résidence à son lieu de travail à l'étranger, majoritairement au Luxembourg, mais aussi en Allemagne, en Suisse ou en Belgique (74 % des frontaliers travaillent soit au Luxembourg, soit en Allemagne).

Par ailleurs, plus de 40 400 salariés sont détachés en 2025 dans le Grand Est pour effectuer des prestations internationales. Cela place la région en 3e rang pour l'emploi de travailleurs détachés, juste derrière l'Île-de-France.

L'industrie davantage présente dans le Grand Est qu'au niveau métropolitain

EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

	GRAND EST					FRANCE MÉTROPOLITAINE				
	2015 T4		2025 T4		Évol. (en %)	2015 T4		2025 T4		Évol. (en %)
	Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)		Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)	
AGRICULTURE	**27 500**	**1,4**	**36 004**	**1,8**	**30,9**	**282 028**	**1,1**	**326 679**	**1,2**	**15,8**
INDUSTRIE	**323 794**	**16,8**	**301 661**	**15,1**	**-6,8**	**3 174 571**	**12,8**	**3 252 105**	**12,0**	**2,4**
Fab. de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	56 342	2,9	57 542	2,9	2,1	575 879	2,3	649 433	2,4	12,8
Cokéf. et raff., ind. extrac., énergie, eau, gestion déchets et dépollution	31 748	1,6	33 211	1,7	4,6	393 629	1,6	429 444	1,6	9,1
Fab. d'équipements élect., inform.; fab. de machines	46 140	2,4	46 092	2,3	-0,1	411 861	1,7	419 111	1,5	1,8
Fab. de matériels de transports	33 901	1,8	24 474	1,2	-27,8	371 949	1,5	363 708	1,3	-2,2
Fab. d'autres produits industriels	155 663	8,1	140 341	7,0	-9,8	1 421 253	5,7	1 390 409	5,1	-2,2
CONSTRUCTION	**108 139**	**5,6**	**112 998**	**5,7**	**4,5**	**1 372 392**	**5,5**	**1 535 163**	**5,7**	**11,9**
TERTIAIRE MARCHAND HORS INTÉRIM	**724 885**	**37,7**	**794 488**	**39,8**	**9,6**	**11 082 223**	**44,7**	**12 655 637**	**46,7**	**14,2**
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	244 426	12,7	254 612	12,8	4,2	3 117 905	12,6	3 362 630	12,4	7,8
Transports et entreposage	97 605	5,1	107 069	5,4	9,7	1 343 985	5,4	1 463 414	5,4	8,9
Hébergement et restauration	72 661	3,8	91 104	4,6	25,4	1 041 315	4,2	1 319 377	4,9	26,7
Information et communication	24 440	1,3	27 910	1,4	14,2	729 287	2,9	906 799	3,3	24,3
Activités financières et d'assurance	49 699	2,6	52 494	2,6	5,6	845 494	3,4	928 172	3,4	9,8
Activités immobilières	13 264	0,7	14 330	0,7	8,0	231 407	0,9	254 194	0,9	9,8
Activités scientifiques et techniques; services admin. et de soutien	142 002	7,4	165 593	8,3	16,6	2 510 642	10,1	3 099 726	11,4	23,5
Autres activités de services	80 788	4,2	81 375	4,1	0,7	1 262 188	5,1	1 321 325	4,9	4,7
INTÉRIM	**56 791**	**3,0**	**56 915**	**2,9**	**0,2**	**622 666**	**2,5**	**706 589**	**2,6**	**13,5**
TERTIAIRE NON MARCHAND	**683 278**	**35,5**	**693 654**	**34,8**	**1,5**	**8 238 883**	**33,3**	**8 596 287**	**31,8**	**4,3**
Ensemble	**1 924 387**	**100,0**	**1 995 719**	**100,0**	**3,7**	**24 772 762**	**100,0**	**27 072 459**	**100,0**	**9,3**

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Entre 2011 et 2022, une évolution plus défavorable dans la sphère productive que dans la sphère présentielle

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2011-2022 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2011 ET 2022)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présentielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2022	Évolution 2011 - 2022 (en %)	Niveau 2022	Évolution 2011 - 2022 (en %)	Niveau 2022	Évolution 2011 - 2022 (en %)	
Bourgogne-Franche-Comté	1 093 513	-1,2	397 029	0,1	696 484	-2,0	63,7
Grand Est	**2 122 577**	**-0,8**	**742 408**	**-1,6**	**1 380 169**	**-0,4**	**65,0**
Centre-Val de Loire	1 001 096	0,4	368 765	2,7	632 331	-0,9	63,2
Normandie	1 309 413	0,8	472 610	2,0	836 802	0,1	63,9
Hauts-de-France	2 207 599	2,6	768 553	3,8	1 439 046	2,0	65,2
Île-de-France	5 996 021	5,9	2 238 401	11,2	3 757 620	3,0	62,7
Auvergne-Rhône-Alpes	3 395 007	7,7	1 285 498	12,1	2 109 509	5,3	62,1
Nouvelle-Aquitaine	2 496 901	8,2	839 227	10,3	1 657 674	7,1	66,4
Bretagne	1 405 319	8,3	508 685	12,6	896 634	6,0	63,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 040 315	8,4	615 641	16,7	1 424 675	5,2	69,8
Pays de la Loire	1 650 688	10,5	666 260	15,0	984 429	7,7	59,6
Occitanie	2 394 230	11,8	793 452	17,9	1 600 777	8,9	66,9
Corse	143 177	15,9	31 072	24,6	112 105	13,7	78,3
France métropolitaine	**27 255 856**	**5,8**	**9 727 602**	**9,4**	**17 528 254**	**4,0**	**64,3**

Les sphères présentielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présentielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2011 et 2022 exploitation complémentaire au lieu de travail

L'emploi total croît de 6,3 % dans le Bas-Rhin entre 2011 et 2022, plus fortement qu'en Métropole (+5,8 %).

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 20011-2022 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2011 ET 2022)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présentielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2022	Évolution 2011 - 2022 (en %)	Niveau 2022	Évolution 2011 - 2022 (en %)	Niveau 2022	Évolution 2011 - 2022 (en %)	
Meuse (55)	63 083	-7,6	21 544	-3,0	41 539	-9,8	65,8
Haute-Marne (52)	68 694	-7,1	24 431	-8,6	44 263	-6,3	64,4
Ardennes (08)	91 402	-6,9	32 253	-9,1	59 149	-5,7	64,7
Vosges (88)	135 399	-6,6	46 629	-10,4	88 770	-4,6	65,6
Moselle (57)	355 519	-4,7	112 419	-5,1	243 099	-4,5	68,4
Meurthe-et-Moselle (54)	264 563	-1,6	78 386	-0,8	186 177	-2,0	70,4
Marne (51)	244 098	0,1	89 947	-2,4	154 151	1,7	63,2
Haut-Rhin (68)	286 914	0,2	104 445	-2,9	182 468	2,1	63,6
Aube (10)	117 633	0,9	43 282	-4,9	74 352	4,6	63,2
Bas-Rhin (67)	495 272	6,3	189 072	8,0	306 200	5,3	61,8
Grand Est	**2 122 577**	**-0,8**	**742 408**	**-1,6**	**1 380 169**	**-0,4**	**65,0**

Les sphères présentielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présentielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

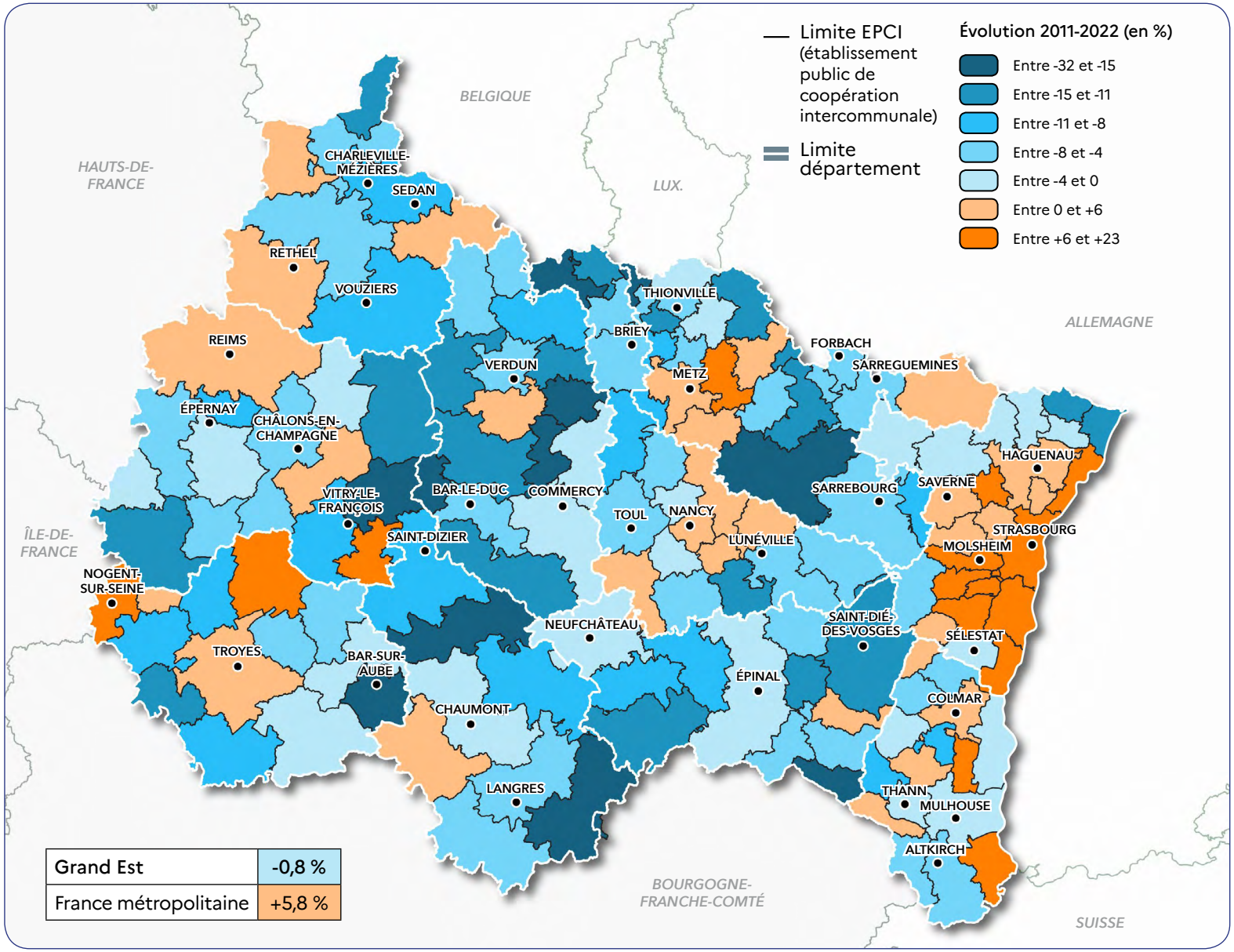
Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2011 et 2022 exploitation complémentaire au lieu de travail

Un développement favorable de l'emploi principalement sur la plaine d'Alsace

ÉVOLUTION 2011-2022 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI

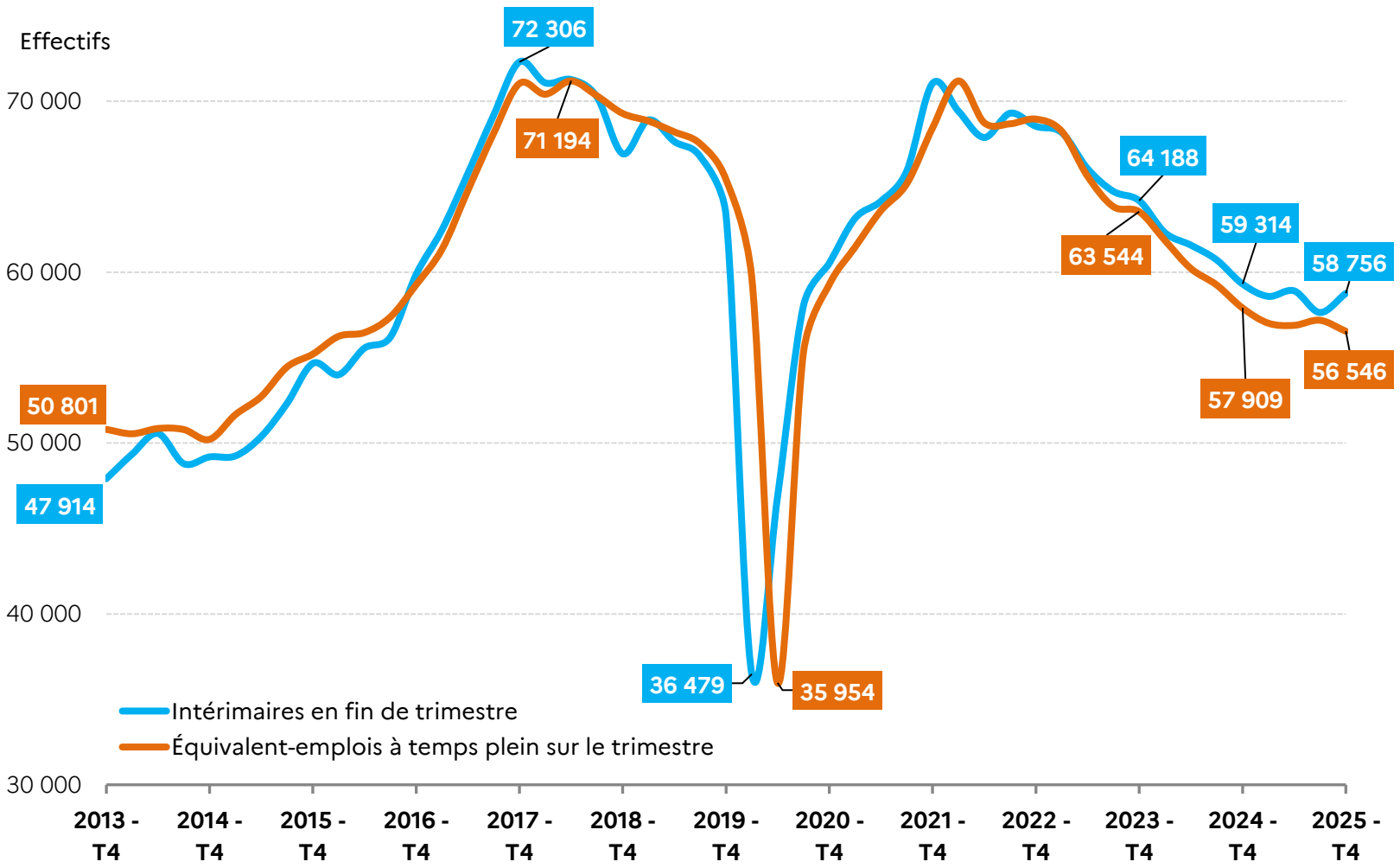


Grand Est	-0,8 %
France métropolitaine	+5,8 %

Source : Insee - Recensements de la population 2011 et 2022 exploitation complémentaire au lieu de travail

L'effectif intérimaire régional en repli depuis début 2023

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM



Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Équivalent-emploi à temps plein (EETP) : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée sur le stock en fin de trimestre.

Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Entre 2022 et 2025, un recul de l'intérim dans presque tous les secteurs

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38...

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2022	EETP moyen 2023	EETP moyen 2024	EETP moyen 2025	Évolution 2022 - 2025 (en %)	Évolution 2022 - 2025 France métro. (en %)
AZ	**AGRICULTURE**	**327**	**261**	**279**	**272**	**-16,9**	**-9,4**
	INDUSTRIE	**31 761**	**31 175**	**27 569**	**26 385**	**-16,9**	**-13,1**
BZ	Industries extractives	142	131	134	124	-12,6	-10,3
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	4 559	4 118	4 027	4 148	-9,0	-4,3
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	797	850	799	708	-11,1	-21,6
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	2 027	1 735	1 618	1 724	-14,9	-22,2
CD	Cokéfaction et raffinage	0	0	-	-		-19,1
CE	Industrie chimique	826	727	696	655	-20,8	-11,8
CF	Industrie pharmaceutique	360	304	256	293	-18,5	-13,9
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	3 212	2 681	2 168	2 127	-33,8	-25,1
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	5 756	5 530	4 722	4 664	-19,0	-17,1
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	704	681	577	536	-23,9	-17,2
CJ	Fabrication d''équipements électriques	1 993	2 021	1 498	1 772	-11,1	-9,6
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	2 909	2 440	1 867	2 075	-28,7	-32,1
CL	Fabrication de matériels de transport	4 283	5 967	5 349	3 844	-10,3	-4,0
CM	Aut. ind. manuf.; répa. & inst. de mach. et d''équipements	2 422	2 197	2 066	1 965	-18,9	-16,3
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	288	301	267	253	-12,3	-18,2
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	1 482	1 493	1 524	1 497	1,0	-1,1
FZ	**CONSTRUCTION**	**9 622**	**9 731**	**9 332**	**8 869**	**-7,8**	**-11,4**
	COMMERCE	**5 920**	**5 424**	**5 183**	**5 336**	**-9,9**	**-15,7**
GZ1	Commerce et répar. automobiles & motocycles	392	404	436	392	0,0	6,2
GZ2	Commerce de gros, à l'exception des automobiles & motocycles	3 153	2 987	2 830	2 917	-7,5	-12,0
GZ3	Commerce de détail, sauf automobiles & motocycles	2 375	2 033	1 917	2 027	-14,6	-23,0

Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

...ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38 (SUITE)

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2022	EETP moyen 2023	EETP moyen 2024	EETP moyen 2025	Évolution 2022 - 2025 (en %)	Évolution 2022 - 2025 France métro. (en %)
	SERVICE (HORS COMMERCE)	**22 541**	**20 056**	**19 240**	**17 729**	**-21,3**	**-13,6**
HZ	Transports et entreposage	9 994	7 878	7 353	6 388	-36,1	-13,8
IZ	Hébergement et restauration	1 055	1 144	1 115	1 109	5,0	3,8
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	56	34	31	41	-25,7	-28,0
JB	Télécommunications	155	167	106	163	4,9	-27,0
JC	Act. informatique & services d''information	78	88	76	51	-35,2	-25,9
KZ	Activités financières et d''assurance	375	322	296	316	-15,9	-27,8
LZ	Activités immobilières	185	149	141	124	-33,1	-21,1
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	526	466	502	544	3,4	-19,5
MB	Recherche-développement scientifique	44	32	26	31	-31,1	-17,2
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	84	55	42	46	-44,6	-38,3
NZ	Act. de services administratifs & soutien	7 090	7 067	7 065	6 549	-7,6	-11,1
OZ	Administration publique	386	224	214	214	-44,6	-35,0
PZ	Enseignement	238	235	218	203	-14,8	-6,7
QA	Activités pour la santé humaine	755	694	653	633	-16,3	-20,7
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	998	1 034	919	825	-17,3	-13,7
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	150	175	180	214	42,9	4,1
STU	Autres activ de services (y.c. part. empl. et act. extra-terr.)	371	293	302	280	-24,7	-20,4
Ensemble		**70 171**	**66 647**	**61 603**	**58 591**	**-16,5**	**-13,6**

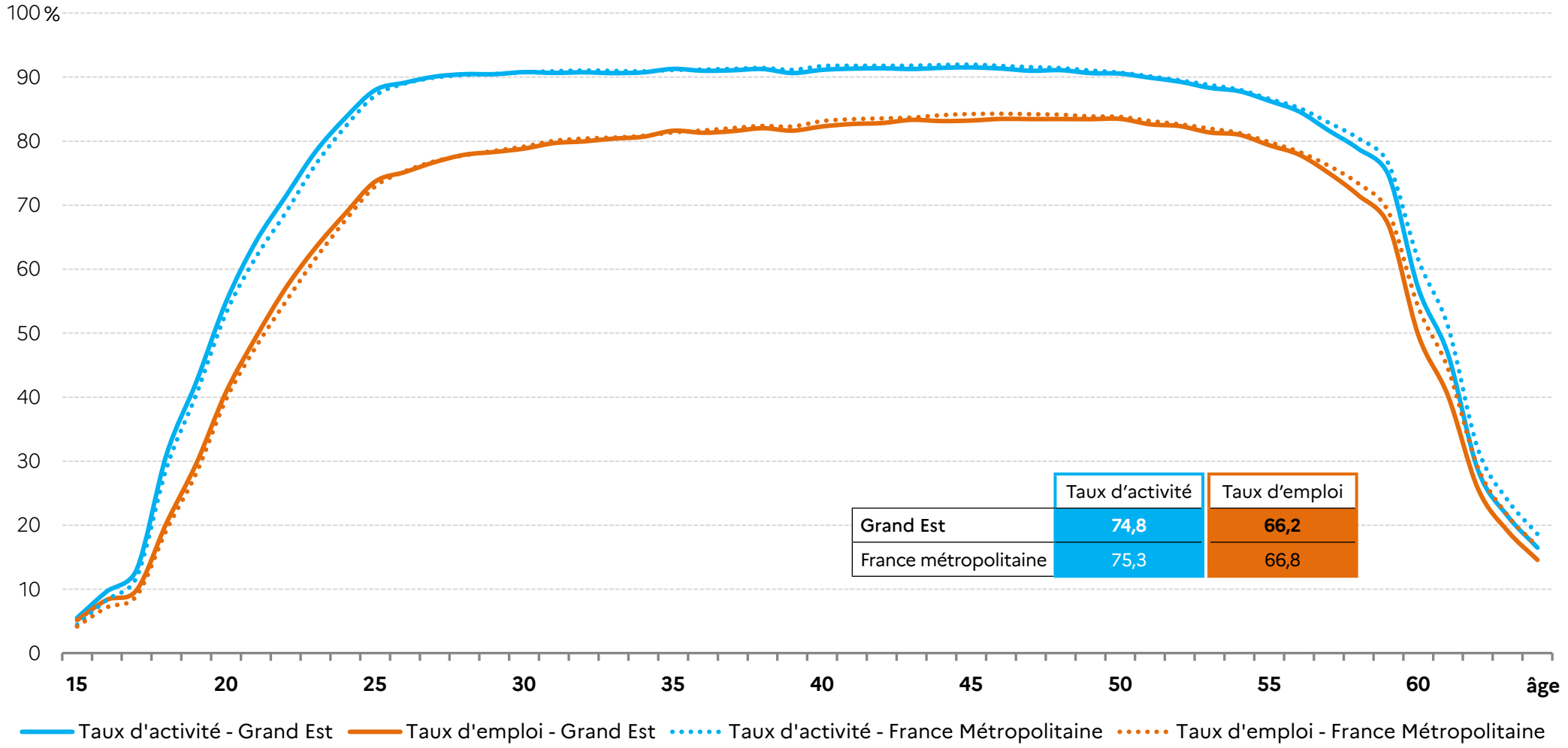
Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Un taux d'activité et un taux d'emploi légèrement supérieurs aux taux métropolitains pour les jeunes, mais inférieurs pour les seniors

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le taux d'emploi est calculé en rapportant le nombre d'individus ayant un emploi au nombre total d'individus. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (généralement définie, en comparaison internationale, comme les personnes âgées de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler (femmes de 25 à 29 ans par exemple).



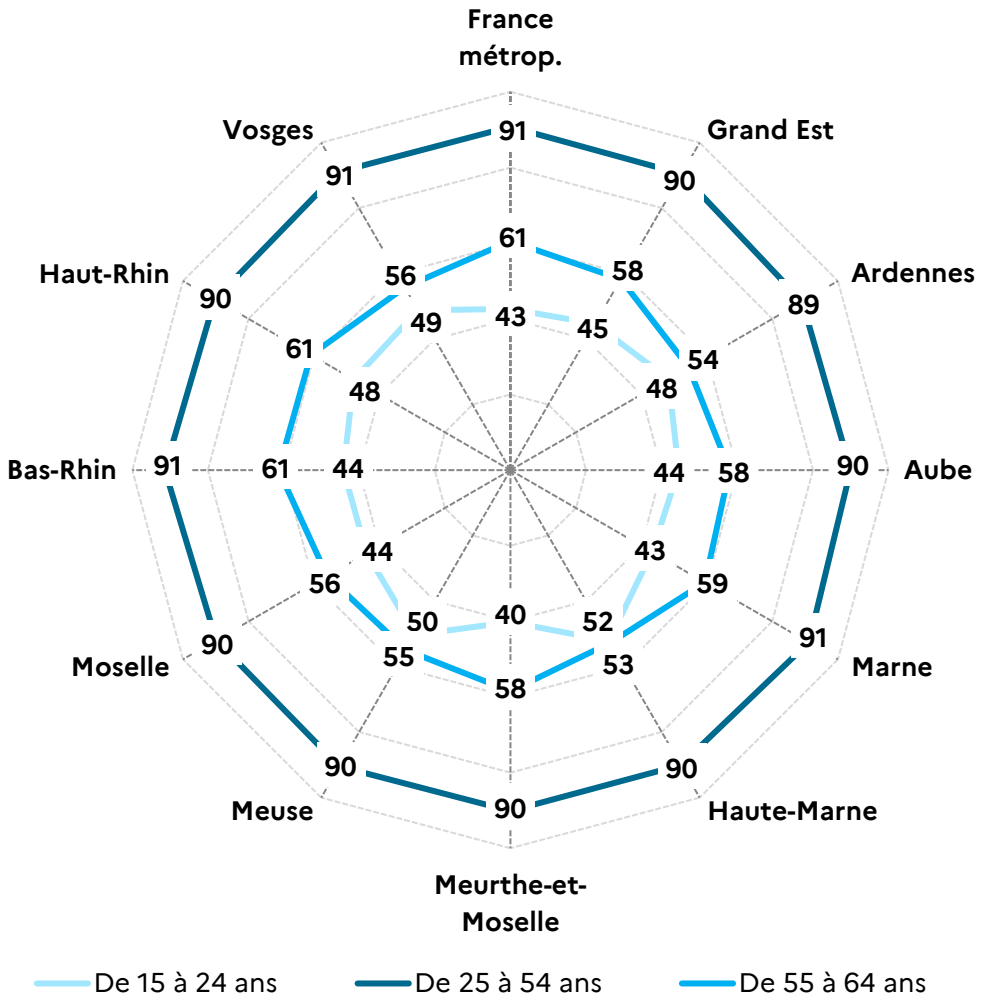
	Taux d'activité	Taux d'emploi
Grand Est	74,8	66,2
France métropolitaine	75,3	66,8

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale / Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

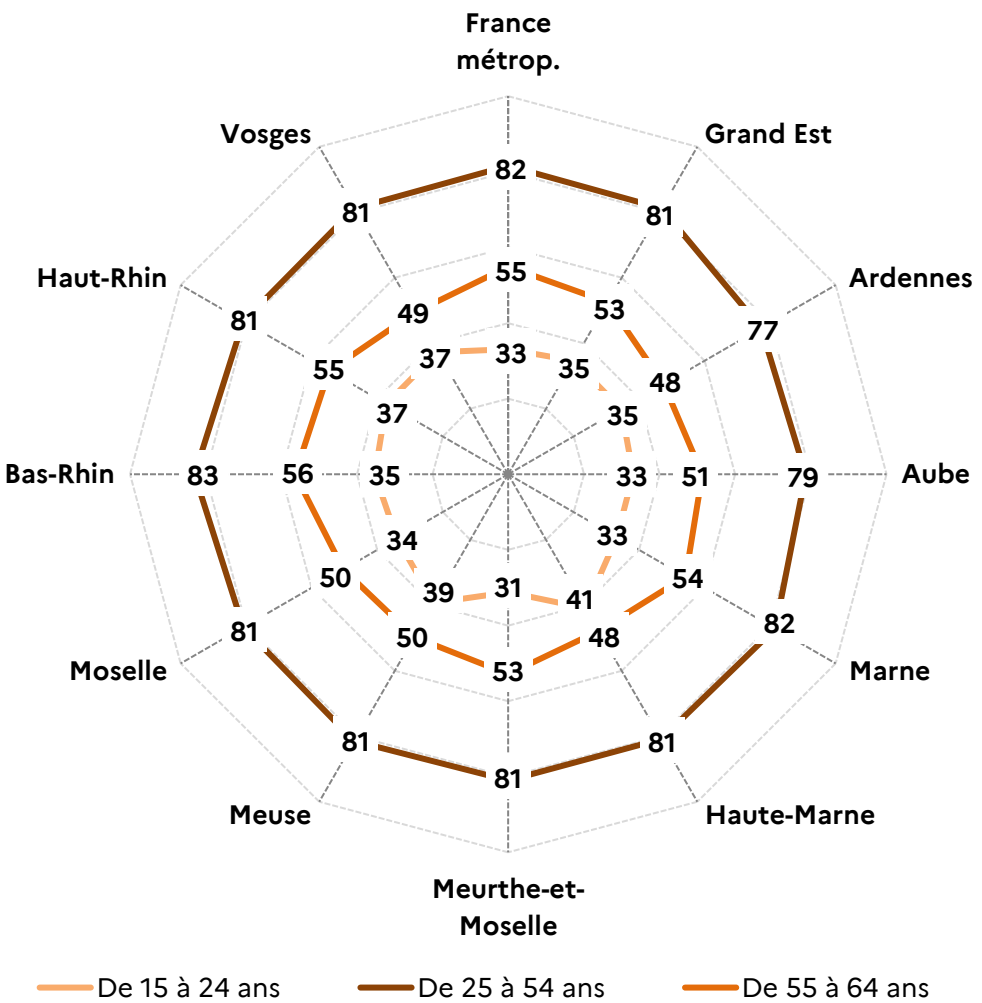
Un taux d'emploi plus élevé dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin pour les seniors, et en Haute-Marne et dans la Meuse pour les jeunes

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI (SUITE)

TAUX D'**ACTIVITÉ** SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



TAUX D'**EMPLOI** SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale / Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

Les familles professionnelles industrielles plus représentées dans la région qu'au niveau national

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN EFFECTIF)

Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	5 270	10 090	23 630	4 090	6 690	5 200	7 820	11 700	10 320	5 760	90 570	1 050 110
Bâtiment, travaux publics	6 530	7 780	15 170	4 050	15 720	4 350	22 870	30 650	18 590	11 020	136 720	1 812 990
Électricité, électronique	560	340	640	160	680	200	1 400	2 870	1 140	560	8 550	84 990
Mécanique, travail des métaux	3 330	1 780	3 350	3 270	4 050	1 530	9 160	10 680	6 580	3 210	46 920	402 650
Industries de process	4 710	3 390	7 930	3 530	6 400	2 740	11 440	15 890	11 030	5 710	72 780	723 700
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1 220	1 980	1 650	760	2 050	790	2 660	4 400	2 920	3 320	21 740	237 560
Maintenance	4 380	4 960	9 580	3 230	10 550	2 750	15 710	18 920	12 780	5 870	88 750	999 570
Ingénieurs et cadres de l'industrie	2 180	2 600	5 000	2 090	5 020	1 330	8 490	13 970	8 100	2 590	51 360	681 900
Transports, logistique et tourisme	7 020	9 830	19 510	5 680	20 830	5 140	29 360	38 250	21 600	10 920	168 140	2 061 930
Artisanat	200	310	560	190	690	150	910	1 270	850	480	5 620	71 350
Gestion, administration des entreprises	9 720	13 360	30 290	6 910	34 040	6 700	43 680	66 060	34 640	14 930	260 330	3 762 180
Informatique et télécommunications	730	1 780	3 750	430	6 000	640	6 070	17 640	4 320	1 440	42 810	1 059 960
Études et recherche	700	970	2 670	640	4 600	390	4 130	10 550	4 700	1 130	30 470	487 730
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	2 900	4 510	9 370	4 580	10 200	2 950	13 930	14 950	9 090	3 960	76 440	861 770
Banque et assurances	1 200	1 890	5 970	1 070	5 820	870	6 320	11 890	4 430	2 280	41 750	630 410
Commerce	8 250	12 530	24 960	5 830	27 660	4 900	40 040	55 440	31 950	13 550	225 100	3 093 890
Hôtellerie, restauration, alimentation	4 220	5 640	10 900	2 800	12 110	2 680	17 980	26 050	15 820	7 650	105 850	1 370 550
Services aux particuliers et aux collectivités	10 880	12 460	23 950	7 820	29 060	7 660	39 710	45 160	29 270	14 850	220 820	2 772 990
Communication, information, art et spectacle	950	2 290	4 960	800	5 610	870	6 140	14 710	5 540	2 290	44 150	892 010
Santé, action sociale, culturelle et sportive	12 180	13 760	28 450	7 660	39 060	8 430	46 110	58 420	37 480	17 160	268 710	3 291 410
Enseignement, formation	4 780	5 840	12 340	3 090	15 780	2 890	19 290	23 380	14 870	6 540	108 790	1 343 110
Politique, religion	130	150	1 310	100	490	160	860	1 750	800	190	5 960	54 570
Ensemble	**92 040**	**118 240**	**245 940**	**68 780**	**263 110**	**63 320**	**354 080**	**494 600**	**286 820**	**135 410**	**2 122 330**	**27 747 330**

La nouvelle nomenclature des familles professionnelles (FAP-2021) ne présente plus de correspondance unique avec les PCS utilisées dans le recensement. Un calage sur marges a été réalisé au niveau régional, les données de ces tableaux sont donc arrondies à la dizaine.

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire

Un emploi régional spécialisé par endroit dans la métallurgie ou dans l'agriculture, et moins représenté dans la gestion d'entreprises ou le commerce

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN PART, %)

Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	5,7	8,5	9,6	5,9	2,5	8,2	2,2	2,4	3,6	4,3	4,3	3,8
Bâtiment, travaux publics	7,1	6,6	6,2	5,9	6,0	6,9	6,5	6,2	6,5	8,1	6,4	6,5
Électricité, électronique	0,6	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3
Mécanique, travail des métaux	3,6	1,5	1,4	4,8	1,5	2,4	2,6	2,2	2,3	2,4	2,2	1,5
Industries de process	5,1	2,9	3,2	5,1	2,4	4,3	3,2	3,2	3,8	4,2	3,4	2,6
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1,3	1,7	0,7	1,1	0,8	1,2	0,8	0,9	1,0	2,5	1,0	0,9
Maintenance	4,8	4,2	3,9	4,7	4,0	4,3	4,4	3,8	4,5	4,3	4,2	3,6
Ingénieurs et cadres de l'industrie	2,4	2,2	2,0	3,0	1,9	2,1	2,4	2,8	2,8	1,9	2,4	2,5
Transports, logistique et tourisme	7,6	8,3	7,9	8,3	7,9	8,1	8,3	7,7	7,5	8,1	7,9	7,4
Artisanat	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
Gestion, administration des entreprises	10,6	11,3	12,3	10,0	12,9	10,6	12,3	13,4	12,1	11,0	12,3	13,6
Informatique et télécommunications	0,8	1,5	1,5	0,6	2,3	1,0	1,7	3,6	1,5	1,1	2,0	3,8
Études et recherche	0,8	0,8	1,1	0,9	1,7	0,6	1,2	2,1	1,6	0,8	1,4	1,8
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	3,2	3,8	3,8	6,7	3,9	4,7	3,9	3,0	3,2	2,9	3,6	3,1
Banque et assurances	1,3	1,6	2,4	1,6	2,2	1,4	1,8	2,4	1,5	1,7	2,0	2,3
Commerce	9,0	10,6	10,1	8,5	10,5	7,7	11,3	11,2	11,1	10,0	10,6	11,2
Hôtellerie, restauration, alimentation	4,6	4,8	4,4	4,1	4,6	4,2	5,1	5,3	5,5	5,6	5,0	4,9
Services aux particuliers et aux collectivités	11,8	10,5	9,7	11,4	11,0	12,1	11,2	9,1	10,2	11,0	10,4	10,0
Communication, information, art et spectacle	1,0	1,9	2,0	1,2	2,1	1,4	1,7	3,0	1,9	1,7	2,1	3,2
Santé, action sociale, culturelle et sportive	13,2	11,6	11,6	11,1	14,8	13,3	13,0	11,8	13,1	12,7	12,7	11,9
Enseignement, formation	5,2	4,9	5,0	4,5	6,0	4,6	5,4	4,7	5,2	4,8	5,1	4,8
Politique, religion	0,1	0,1	0,5	0,1	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,1	0,3	0,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

surreprésentation supérieure à 3 points par rapport à la France métropolitaine

surreprésentation supérieure à 1 point par rapport à la France métropolitaine

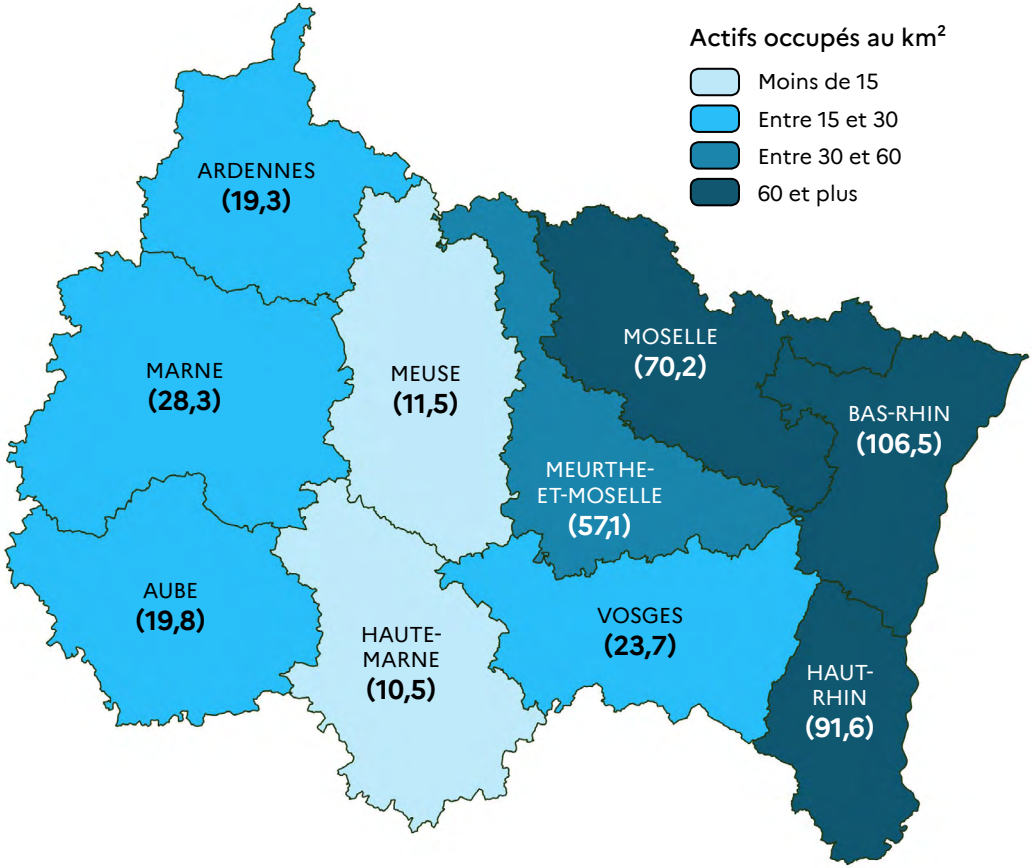
sous-représentation supérieure à 1 point par rapport à la France métropolitaine

sous-représentation supérieure à 3 points par rapport à la France métropolitaine

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire

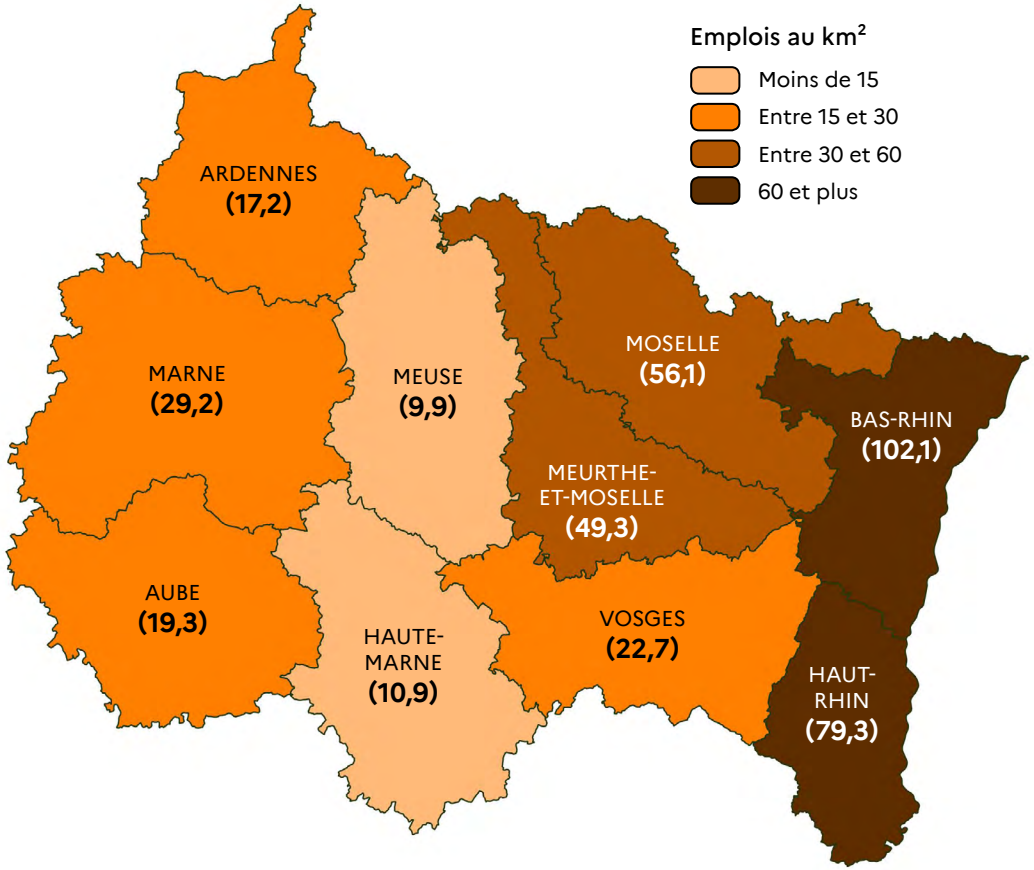
Une densité en emplois élevée dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin ainsi que dans les grandes villes de la région

DENSITÉ AU KM² D'ACTIFS OCCUPÉS



Grand Est	39,9
France métropolitaine	50,0

DENSITÉ AU KM² D'EMPLOIS



Grand Est	36,2
France métropolitaine	50,0

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale

Plus d'actifs occupés que d'emplois notamment parmi les ouvriers et les cadres dans le Grand Est en partie grâce au travail frontalier

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

	GRAND EST			FRANCE MÉTROPOLITAINE		
	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés
Agriculteurs exploitants	32 742	32 639	99,7	373 213	372 762	99,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	133 588	129 513	96,9	1 885 783	1 872 853	99,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	359 617	319 608	88,9	5 648 048	5 543 522	98,1
Professions intermédiaires	617 739	565 107	91,5	7 281 717	7 149 928	98,2
Employés	631 159	583 579	92,5	7 171 679	7 066 054	98,5
Ouvriers	560 362	491 854	87,8	5 391 450	5 246 731	97,3
Ensemble	**2 335 206**	**2 122 301**	**90,9**	**27 751 889**	**27 251 850**	**98,2**

Ce tableau permet d'identifier au niveau d'un territoire d'éventuels déséquilibres entre le profil socioprofessionnel des actifs occupés et le profil socioprofessionnel des emplois offerts.

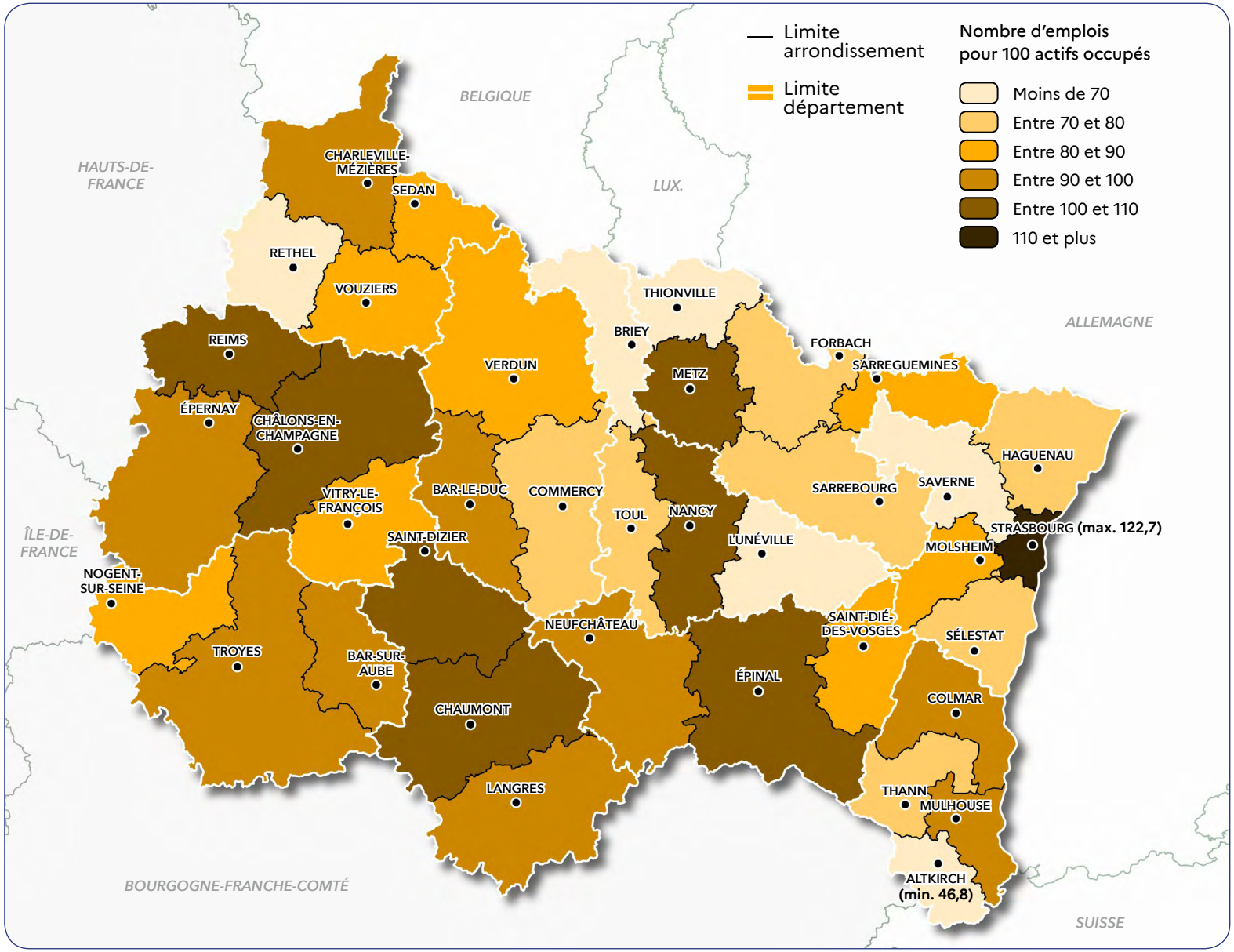
Les actifs occupés au lieu de résidence comprennent tous les actifs occupés, sans limite d'âge.

Le nombre d'emplois pour 100 actifs occupés rapporte le nombre d'emplois au lieu de travail au nombre d'actifs occupés au lieu de résidence d'un territoire pour la catégorie socioprofessionnelle considérée. Un taux supérieur à 100, par exemple pour les cadres, indique que le territoire offre plus d'emplois de cadres qu'elle ne compte d'actifs occupés résidants appartenant à la catégorie des cadres.

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire

Avec le travail frontalier, les arrondissements d'Altkirch, Briey et Thionville concentrent près de deux fois plus d'actifs occupés que d'emplois

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT



Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire

La Moselle, la Meurthe-et-Moselle et la Meuse sont trois départements ayant des échanges de population intenses avec les autres territoires, notamment frontaliers

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL

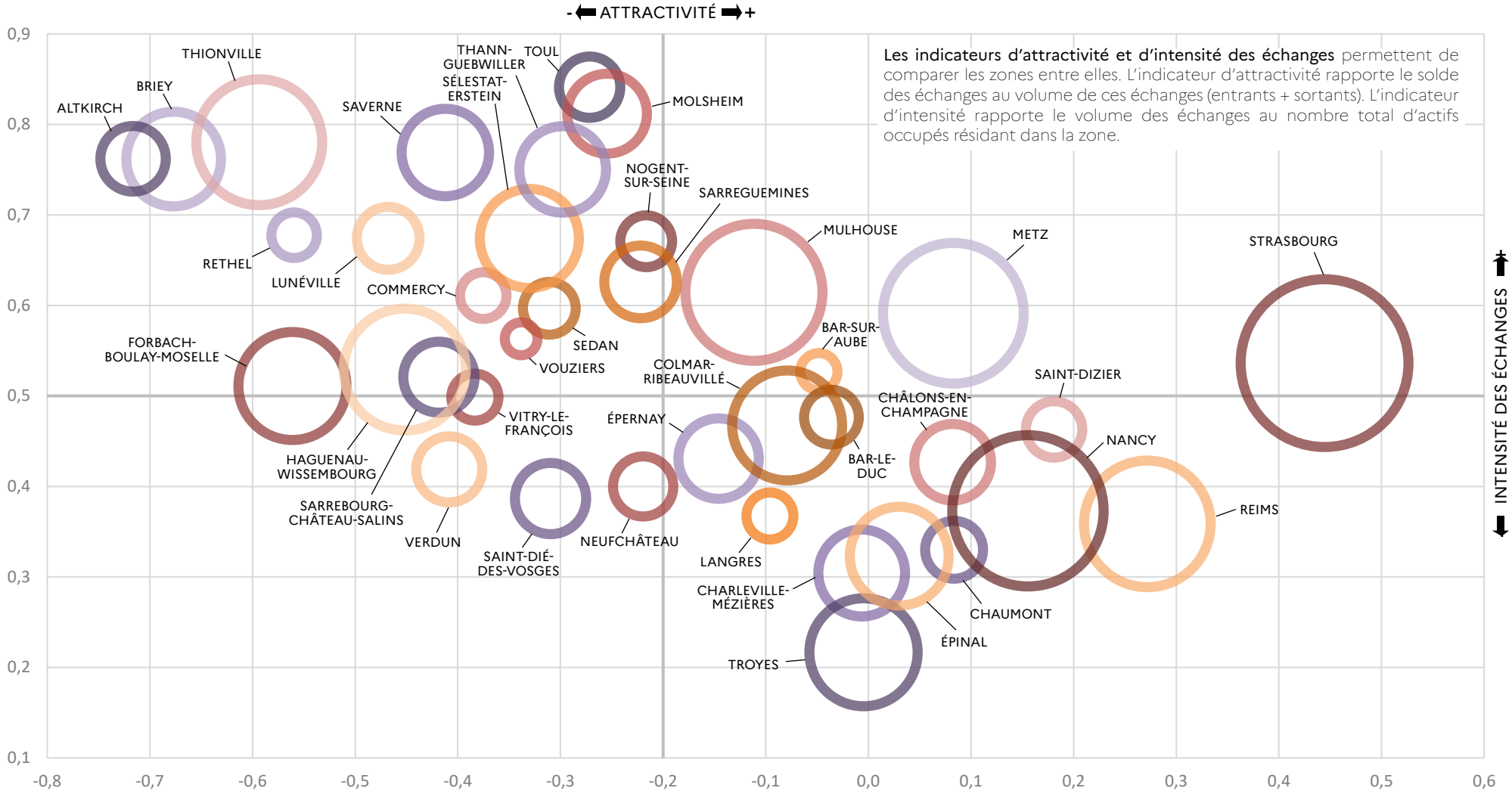
	Actifs occupés résidants	Actifs résidants et travaillant dans la zone (stables)	Actifs travaillant en dehors de la zone (sortants)	Actifs venant travailler dans la zone (entrants)	Solde des échanges (entrants - sortants)	Volume des échanges (entrants + sortants)	Attractivité (solde / volume)	Intensité des échanges (volume / actifs occupés résidants)
Ardennes	101 170	85 482	15 689	4 319	-11 370	20 007	-0,57	0,20
Aube	118 870	107 227	11 643	8 361	-3 282	20 004	-0,16	0,17
Marne	231 253	211 461	19 792	26 959	7 167	46 751	0,15	0,20
Haute-Marne	65 402	58 296	7 107	9 221	2 114	16 327	0,13	0,25
Meurthe-et-Moselle	299 317	229 671	69 646	29 049	-40 596	98 695	-0,41	0,33
Meuse	71 447	54 001	17 446	7 718	-9 728	25 163	-0,39	0,35
Moselle	436 292	312 340	123 951	36 495	-87 456	160 446	-0,55	0,37
Bas-Rhin	506 482	457 583	48 898	28 129	-20 769	77 028	-0,27	0,15
Haut-Rhin	322 768	258 361	64 408	21 012	-43 396	85 420	-0,51	0,26
Vosges	139 350	124 111	15 239	8 991	-6 248	24 231	-0,26	0,17
Grand Est	**2 292 351**	**2 033 936**	**258 414**	**44 851**	**-213 564**	**303 265**	**-0,70**	**0,13**
France métropolitaine	**27 182 556**	**26 667 008**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

nb : les travailleurs en provenance des pays étrangers ne sont pas comptabilisés

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale

Les travailleurs d'Altkirch, de Briey et de Thionville tournés vers la Suisse ou le Luxembourg alors que Strasbourg, Reims, et Nancy attirent les travailleurs en provenance d'autres arrondissements

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT



nb : la superficie des bulles est proportionnelle au nombre d'actifs résidants de la zone (stables + sortants), les travailleurs en provenance des pays étrangers ne sont pas pris en compte dans les calculs

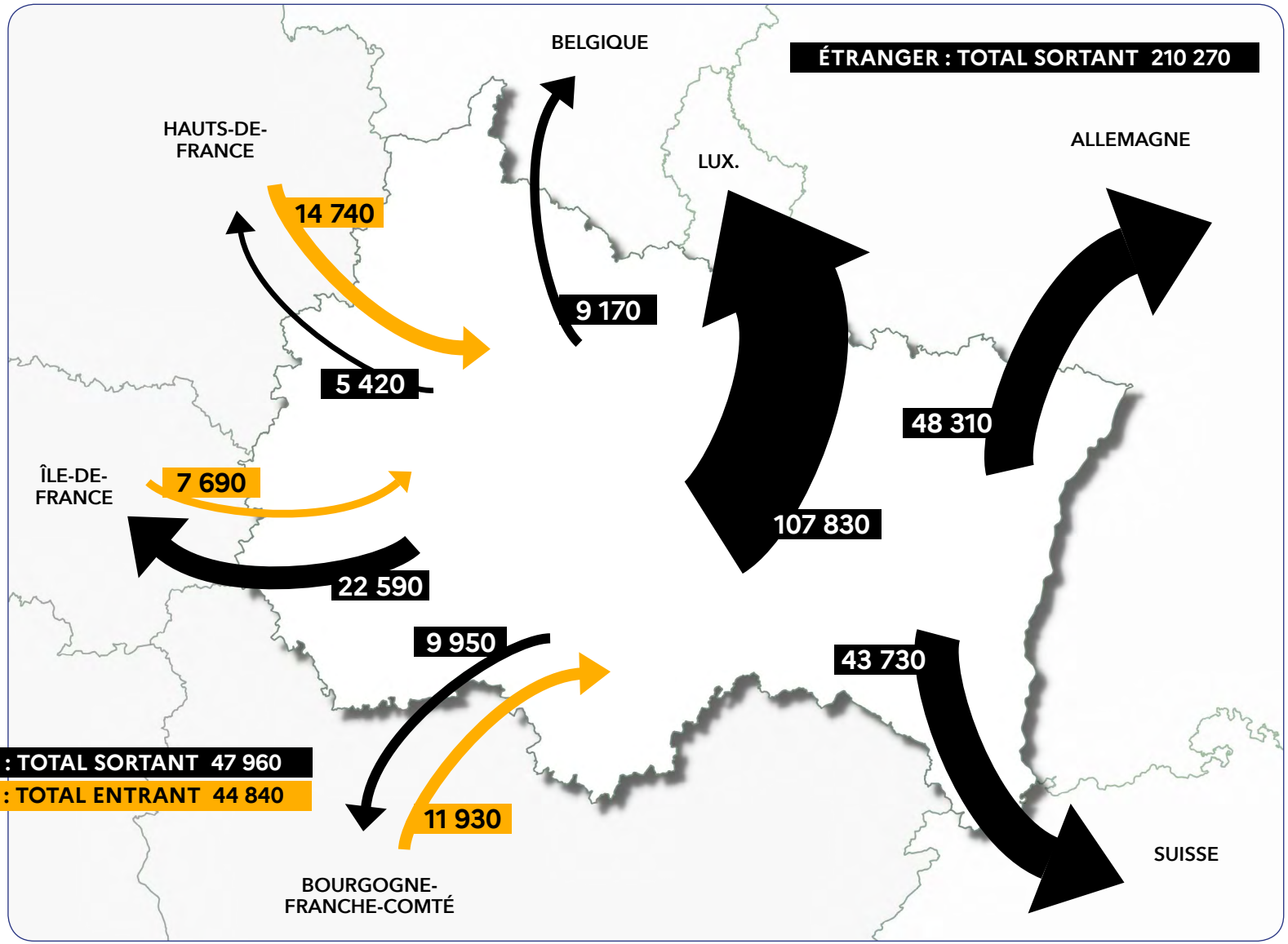
Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale

Plus des trois quarts des flux sortants de travailleurs se font vers le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse

FLUX INTERNES ET EXTERNES



FLUX INTERNES



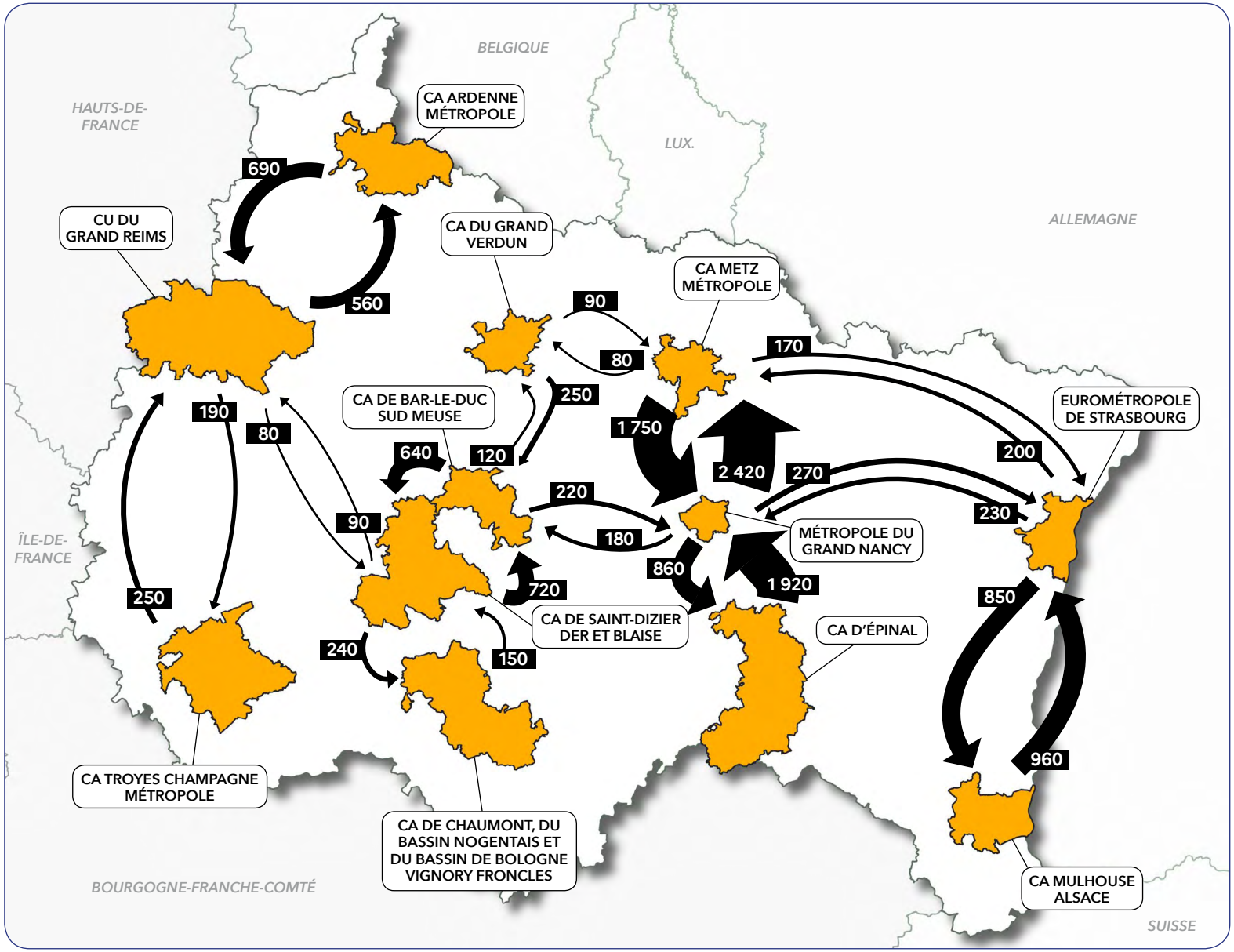
FLUX EXTERNES (hors flux entrants en provenance de l'étranger)

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale

Outre les flux transfrontaliers, de multiples échanges de travailleurs entre les principales agglomérations de la région

FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI

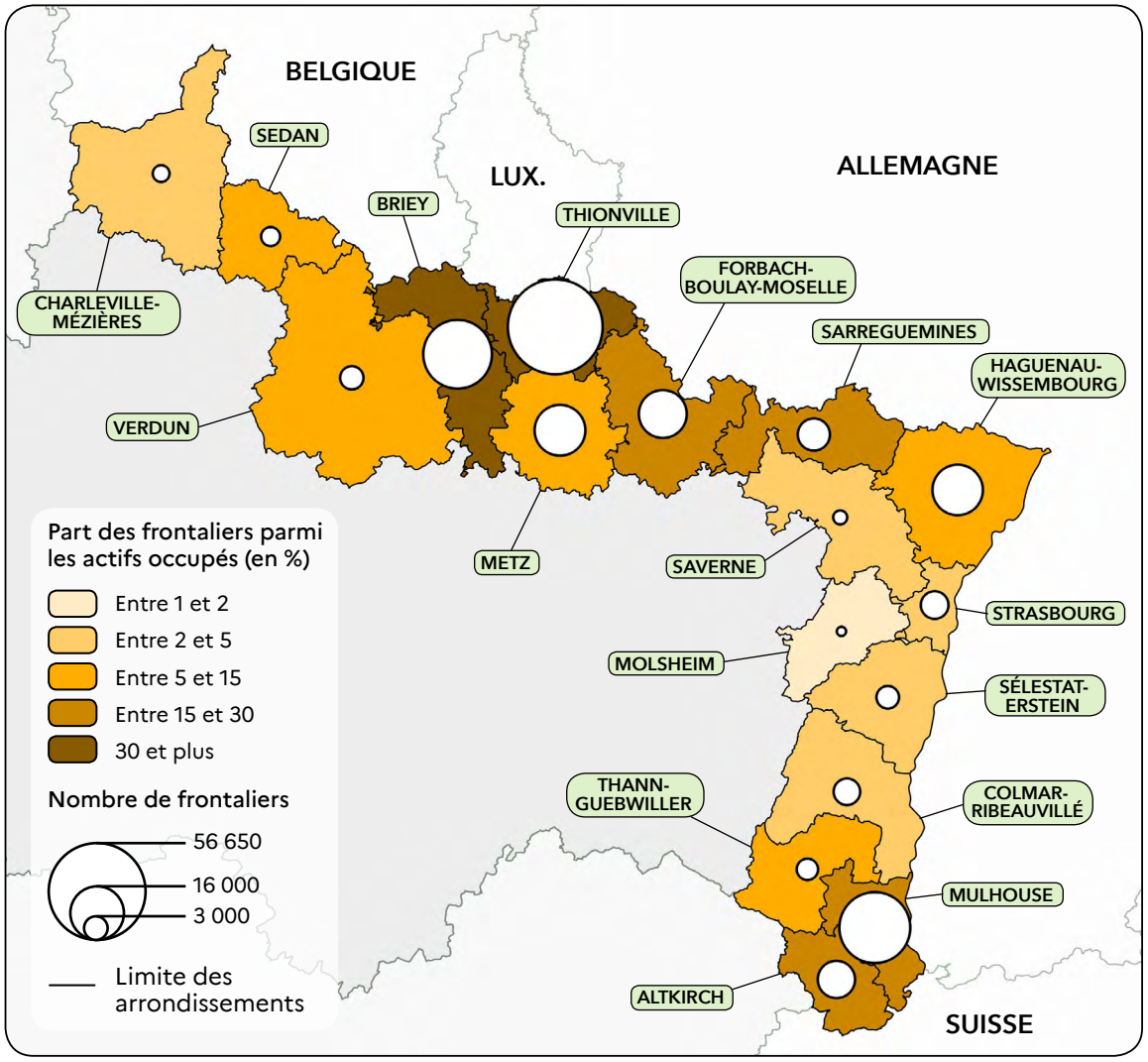
EPCI : établissement public de coopération intercommunale



Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale

Six arrondissements du Grand Est ont plus de 15 % de travailleurs frontaliers en 2022

RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS



Arrondissements du Grand Est	Non frontaliers	Frontaliers	Ensemble des résidants	Part de frontaliers (en %)
Thionville	64 593	56 651	121 244	46,7
Briey	38 847	29 721	68 568	43,3
Altkirch	23 792	8 768	32 560	26,9
Mulhouse	114 033	31 708	145 741	21,8
Sarreguemines	33 677	6 517	40 194	16,2
Forbach-Boulay-Moselle	76 085	14 479	90 564	16,0
Haguenau-Wissembourg	98 273	16 071	114 345	14,1
Sedan	18 817	2 286	21 102	10,8
Metz	136 489	16 268	152 757	10,6
Verdun	29 804	3 442	33 246	10,4
Thann-Guebwiller	54 792	2 879	57 671	5,0
Colmar-Ribeauvillé	88 658	4 446	93 104	4,8
Sélestat-Erstein	72 160	3 220	75 381	4,3
Charleville-Mézières	56 087	1 776	57 863	3,1
Strasbourg	214 480	4 830	219 310	2,2
Saverne	57 555	1 245	58 800	2,1
Molsheim	48 068	544	48 612	1,1
Autres arrondissements du Grand Est	**882 495**	**2 108**	**884 602**	**0,2**
Grand Est	**2 094 554**	**190 329**	**2 284 882**	**8,3**

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire

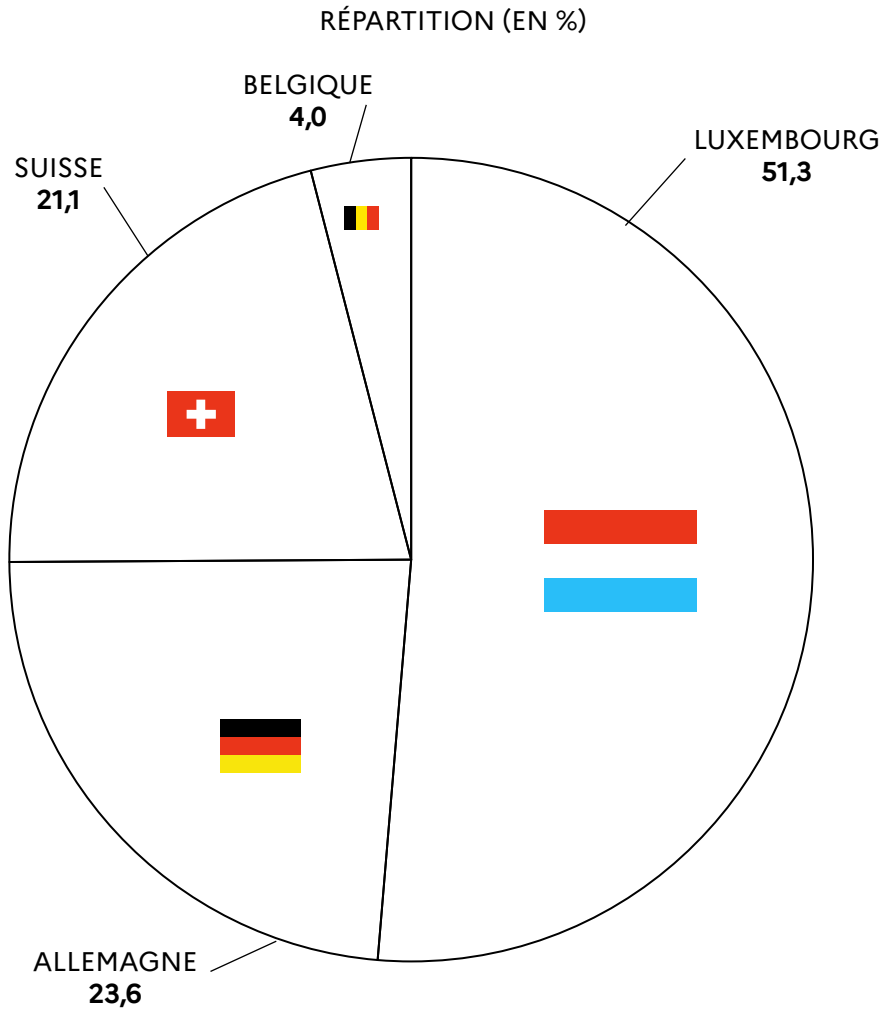
Près d'un frontalier résident de la bande frontalière sur deux travaille au Luxembourg

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL

Lieu de travail / Arrondissements limitrophes	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	Ensemble
Thionville	56 150	360	10	130	64 590	**64 590**
Briey	26 990	20	10	2 700	38 850	**38 850**
Altkirch	0	240	8 530	s	23 790	**23 790**
Mulhouse	30	2 310	29 350	10	114 030	**114 040**
Sarreguemines	330	6 140	40	20	33 680	**33 680**
Forbach-Boulay-Moselle	3 070	11 360	20	30	76 090	**76 090**
Haguenau-Wissembourg	70	15 790	170	30	98 270	**98 280**
Sedan	350	s	0	1 930	18 820	**18 820**
Metz	16 050	140	40	40	136 490	**136 490**
Verdun	1 810	0	s	1 630	29 800	**29 800**
Thann-Guebwiller	10	400	2 480	s	54 790	**54 790**
Colmar-Ribeauvillé	40	2 810	1 590	0	88 660	**88 660**
Sélestat-Erstein	10	2 850	360		72 160	**72 170**
Charleville-Mézières	90	s	10	1 680	56 090	**56 090**
Strasbourg	110	4 290	400	30	214 480	**214 480**
Saverne	30	1 150	60	s	57 560	**57 560**
Molsheim	s	440	100	s	48 070	**48 070**
Ensemble	**105 140**	**48 290**	**43 160**	**8 240**	**1 226 210**	**1 431 060**

s : secret statistique

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

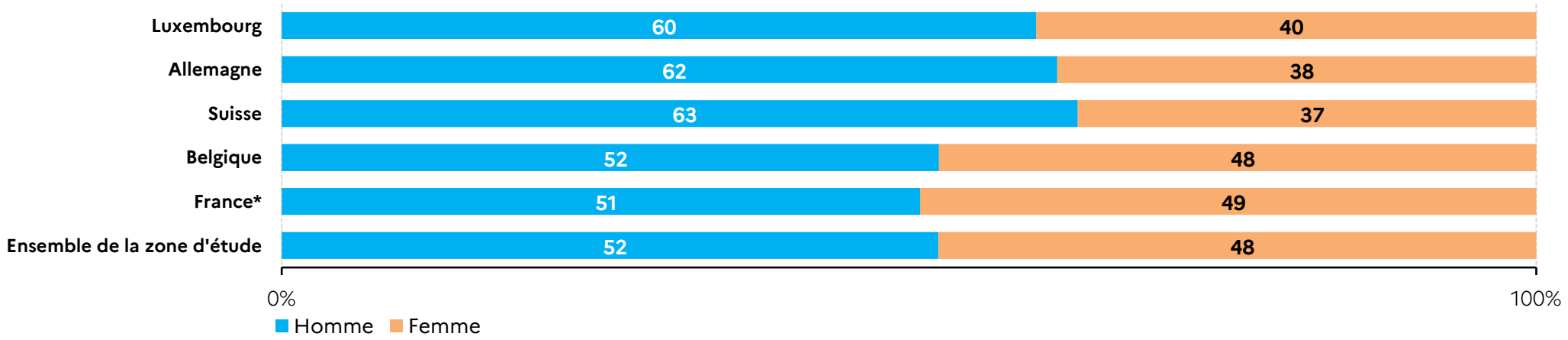


Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse ; actifs travaillant en France ou dans l'un des 4 pays cités ; arrondi à la dizaine

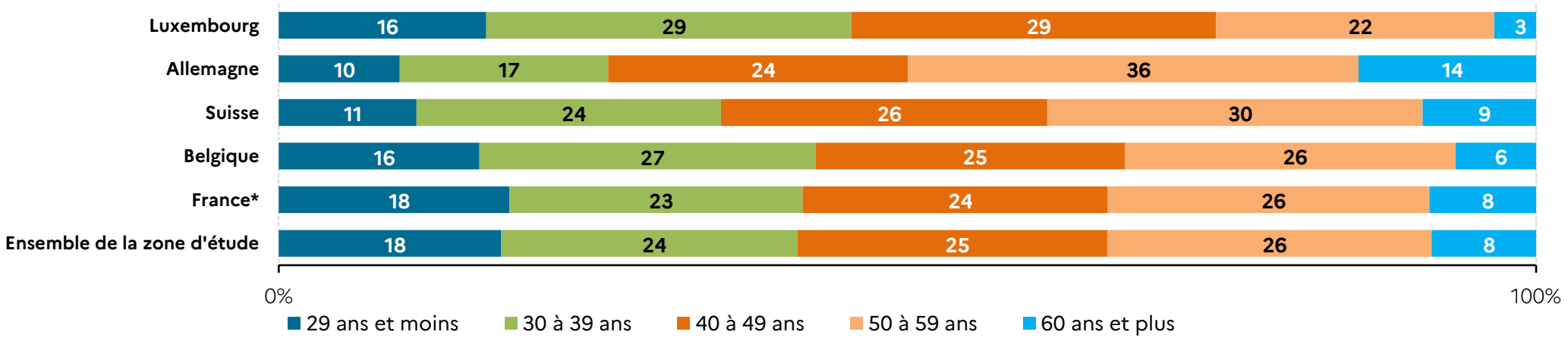
Près des 2/3 des frontaliers travaillant en Allemagne et en Suisse sont des hommes ; des seniors en plus grand nombre en Allemagne et en Suisse

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR **SEXE** (EN %)



RÉPARTITION PAR **TRANCHE D'ÂGE** (EN %)



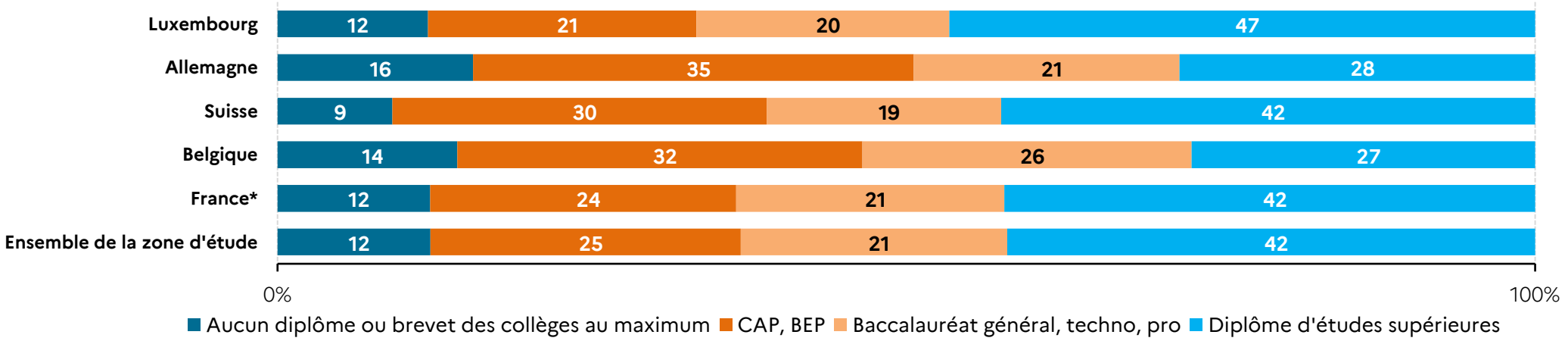
* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

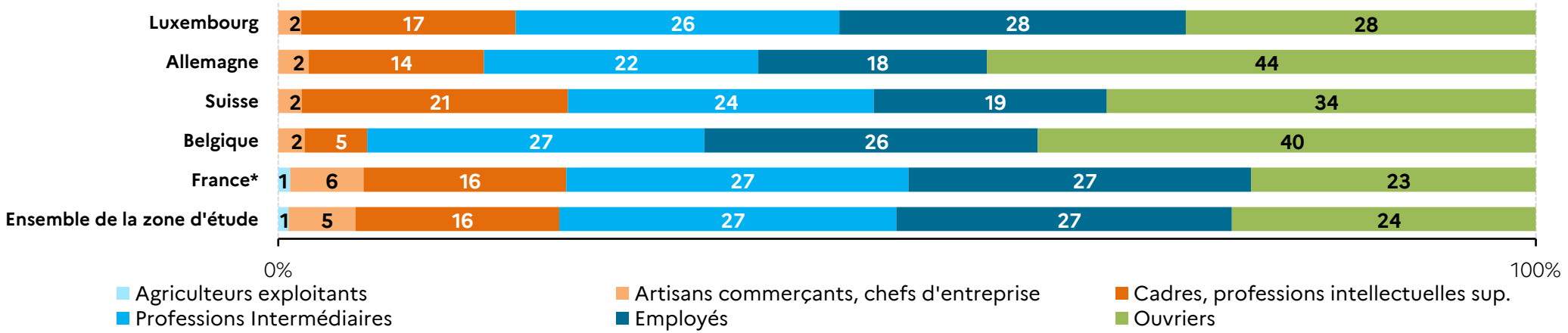
Un plus haut niveau de diplôme pour les frontaliers travaillant au Luxembourg et en Suisse, et davantage d'ouvriers en Allemagne

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR **NIVEAU DE DIPLÔME** (EN %)



RÉPARTITION PAR **CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE** (EN %)



* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Des cadres, ingénieurs et techniciens en plus forte proportion au Luxembourg et en Suisse

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR **POSITION PROFESSIONNELLE** (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Indépendant	1,3	1,4	0,9	1,3	6,6	**5,8**
Employeur	2,2	2,6	1,5	1,6	4,9	**4,5**
Ingénieur, cadre d'entreprise	13,1	9,8	18,7	2,8	8,8	**9,4**
Agent de maîtrise, VRP	2,1	2,6	2,0	1,2	3,9	**3,7**
Technicien (non cadre)	6,6	7,0	11,2	6,1	6,8	**6,9**
Employé	39,3	24,4	27,5	34,6	25,6	**26,6**
OQ ou OHQ, technicien d'atelier	16,1	22,0	18,0	23,3	9,9	**11,1**
Manœuvre, ouvrier spécialisé	10,0	20,8	12,3	17,9	9,1	**9,7**
Agent de cat. A de la fonction publique	0,9	1,4	0,7	2,9	7,0	**6,1**
Agent de cat. B de la fonction publique	0,6	0,7	0,6	3,0	4,6	**4,0**
Agent de cat. C ou D fonction publique	0,3	0,4	0,2	0,7	4,8	**4,2**
Aide familial	0,0	0,1	0,0	-	0,2	**0,1**
Position professionnelle non précisée	7,5	6,9	6,4	4,4	7,9	**7,8**
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

surreprésentation ≥ 2 points par rapport à la répartition professionnelle de la zone d'étude

sous-représentation ≥ 2 points par rapport à la répartition professionnelle de la zone d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Les frontaliers travaillent essentiellement dans l'industrie dans les pays voisins, sauf au Luxembourg plus orienté vers les services

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR **SECTEUR D'ACTIVITÉ** (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,3	0,3	0,5	1,6	**1,4**
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,4	2,0	3,6	8,4	2,3	**2,3**
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,0	0,1	-	0,2	0,0	**0,0**
Cokéfaction et raffinage	1,3	6,4	5,6	0,5	2,7	**2,8**
Fab. d'équipem. électriq., électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,6	10,8	0,6	1,6	1,9	**2,1**
Fabrication de matériels de transport	7,3	17,1	20,0	12,6	7,1	**7,8**
Fabrication d'autres produits industriels	1,1	1,3	1,5	1,6	1,7	**1,7**
Construction	10,4	7,0	8,1	6,9	6,5	**6,9**
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	16,1	18,5	13,0	18,4	13,5	**13,8**
Transports et entreposage	5,3	5,3	10,0	3,9	4,6	**4,8**
Hébergement et restauration	4,9	1,8	3,4	4,1	4,1	**4,1**
Information et communication	5,3	2,1	2,4	0,5	1,8	**2,1**
Activités financières et d'assurance	10,6	1,7	2,4	0,7	2,8	**3,3**
Activités immobilières	1,0	0,4	0,4	0,2	1,1	**1,1**
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	19,4	9,1	14,8	7,5	10,9	**11,6**
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	12,1	12,2	10,8	29,4	32,1	**29,3**
Autres activités de services	3,1	3,8	3,2	3,0	5,3	**5,0**
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

surreprésentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

sous-représentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation complémentaire / Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

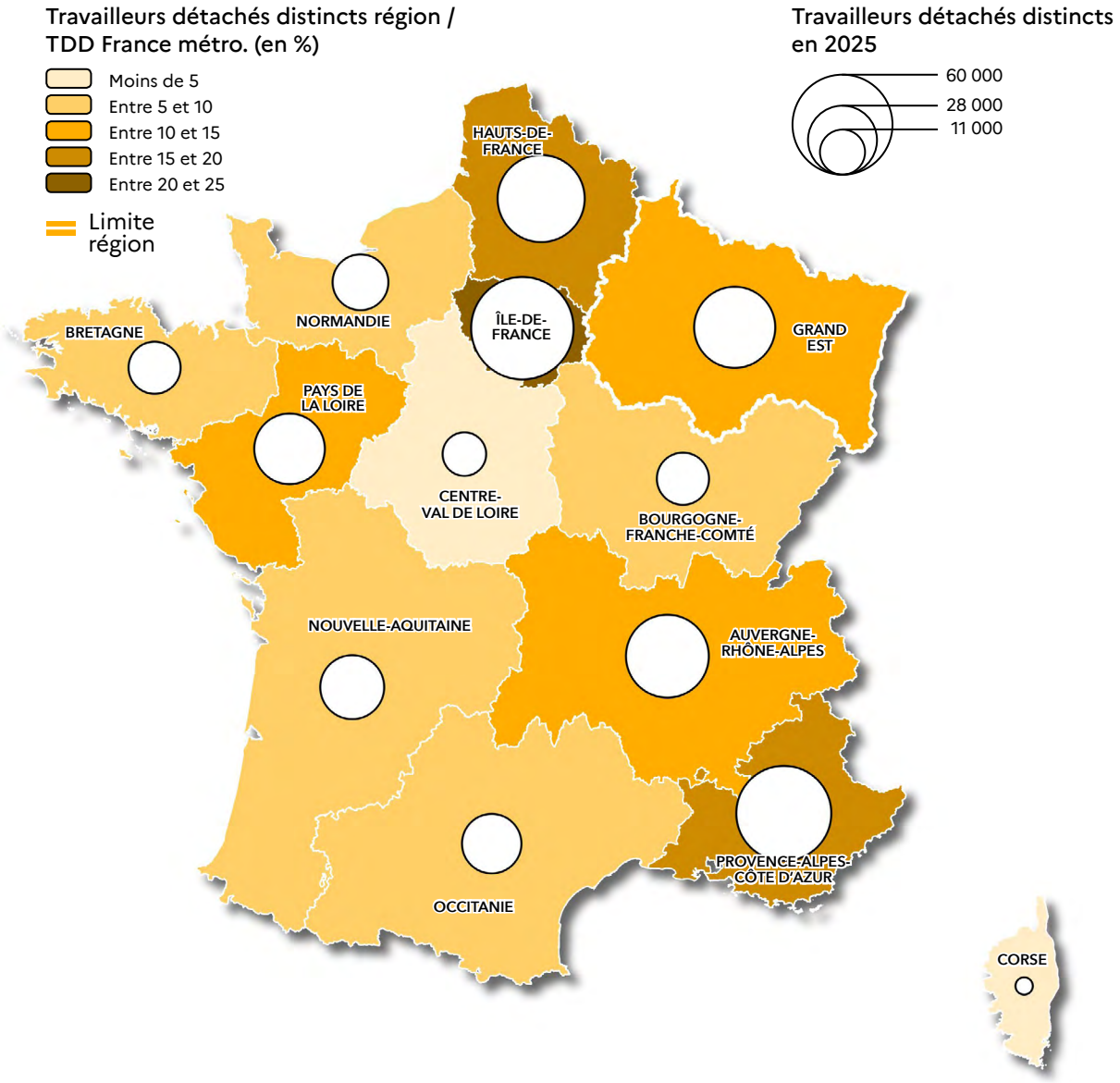
Le nombre de travailleurs détachés diminue dans le Grand Est

EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS

	Travailleurs détachés distincts (TDD) en 2025	TDD région / TDD France métro. (en %)
Île-de-France	59 147	21,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 891	18,2
Grand Est	**37 096**	**13,3**
Hauts-de-France	42 774	15,3
Auvergne-Rhône-Alpes	38 678	13,9
Pays de la Loire	28 097	10,1
Nouvelle-Aquitaine	23 057	8,3
Occitanie	19 927	7,1
Bretagne	15 292	5,5
Normandie	17 565	6,3
Bourgogne-Franche-Comté	15 355	5,5
Centre-Val de Loire	10 698	3,8
Corse	1 697	0,6
France métropolitaine	**2 79 011**	

La somme des effectifs des régions est supérieure à l'effectif France, car un travailleur détaché travaillant dans deux régions est compté dans chaque région en tant que travailleur détaché distinct, et une unique fois, pour la France.

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 6 juillet 2026



Un travailleur détaché sur cinq de nationalité allemande

TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2025	Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2025
Allemagne	7 762	Italie	26 679
France	3 176	Allemagne	25 353
Italie	2 975	Pologne	20 704
Portugal	2 961	Roumanie	20 269
Pologne	2 470	Espagne	17 220
Belgique	2 469	Portugal	16 204
Espagne	1 875	Belgique	15 747
Roumanie	1 776	Royaume-Uni	11 584
Brésil	1 267	France	11 155
Ukraine	789	Brésil	8 364
Total top 10	**27 520**	**Total top 10**	**173 279**

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 6 juillet 2026

Plus de la moitié des prestations internationales dans le Grand Est est assurée par des entreprises allemandes, portugaises, ou luxembourgeoises

TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Pays	Travailleurs détachés distincts 2025	Pays	Travailleurs détachés distincts 2025
Allemagne	10 004	Allemagne	32 293
Portugal	3 997	Italie	32 181
Luxembourg	3 537	Espagne	30 957
Italie	3 422	Portugal	26 968
Belgique	3 058	Belgique	20 651
Espagne	2 812	Pologne	19 771
Pologne	2 501	Royaume-Uni	14 881
Roumanie	990	Roumanie	12 438
Suisse	807	Etats-Unis d'Amérique	10 621
Autriche	631	Suisse	8 456
Total top 10	**31 759**	**Total top 10**	**209 217**

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 6 juillet 2026

Une majorité de travailleurs détachés dans l'industrie manufacturière ou la construction

TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2025 (en %)	Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2025 (en %)
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	33,0	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	29,2
CONSTRUCTION	29,1	CONSTRUCTION	27,3
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6,8	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	6,6
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	6,8	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6,6
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	4,6	AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	6,4

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 6 juillet 2026

La loi pour le plein emploi (LPE) a pour objectif de ramener vers l'emploi les publics qui en sont le plus éloignés en renforçant leur accompagnement. Elle prévoit, à partir du 1er janvier 2025, l'inscription automatique à France Travail de certains publics : les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les missions locales (CEJ, Pacea, AIJ) et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi. La mise en place de la LPE a un impact direct sur les statistiques du marché du travail, et sur l'interprétation des évolutions du nombre d'inscrits à France Travail.

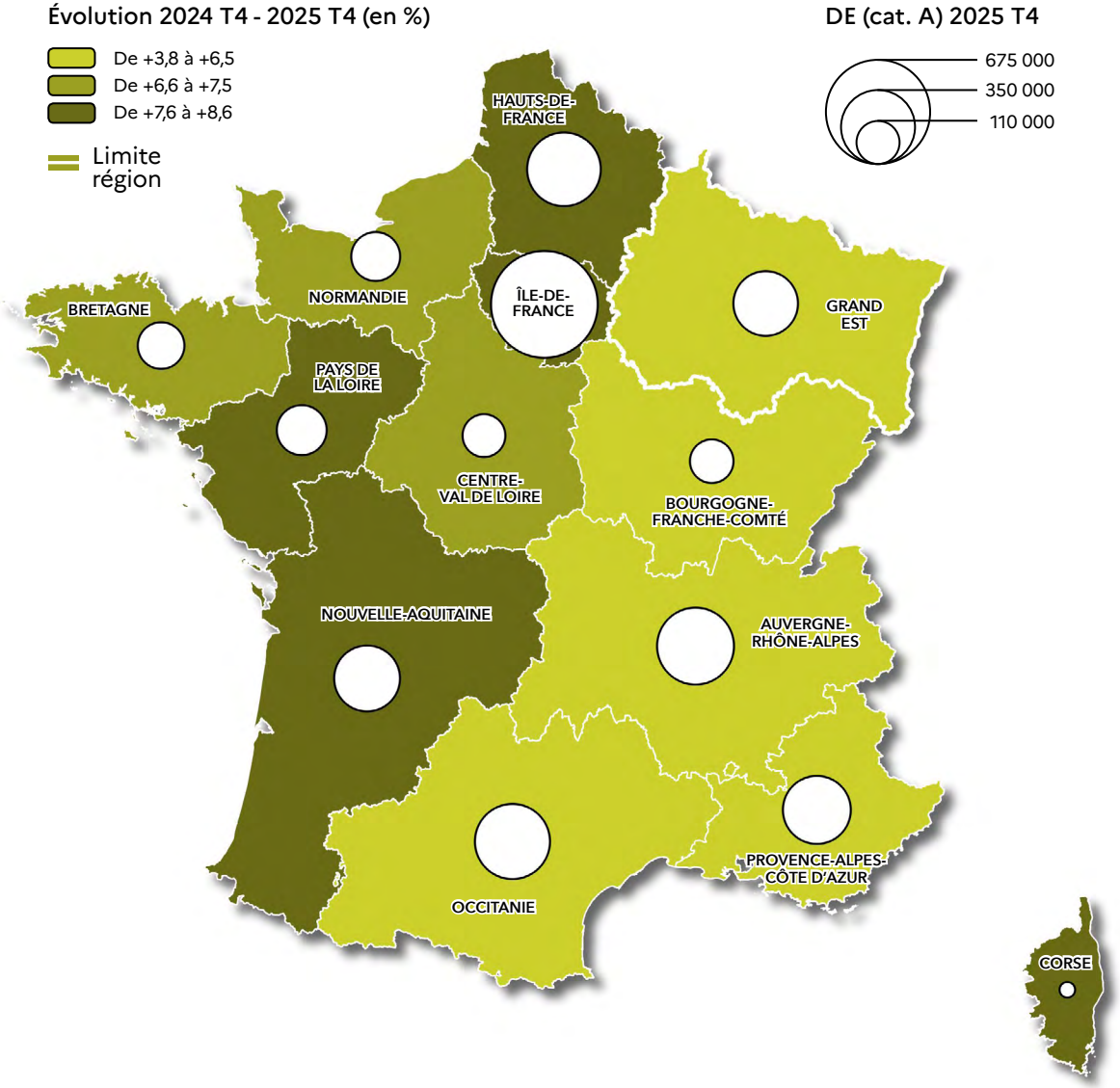
Si l'on exclut les publics touchés par la réforme, le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 2,4 % entre fin 2024 et fin 2025, et de 2,1 % pour les catégories ABC.

Le taux de chômage dans le Grand Est s'établit à 7,5 % de la population active au 4e trimestre 2025, en légère hausse par rapport au 4e trimestre 2024. Les jeunes restent les plus exposés : le taux de chômage des 15-24 ans s'établit à 19,0 % en 2025, en reprise depuis 2022.

Une nette augmentation des demandeurs d'emploi en catégorie A et ABC, conséquence de l'entrée en vigueur la loi pour le plein emploi

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2024-2025 SELON LES RÉGIONS

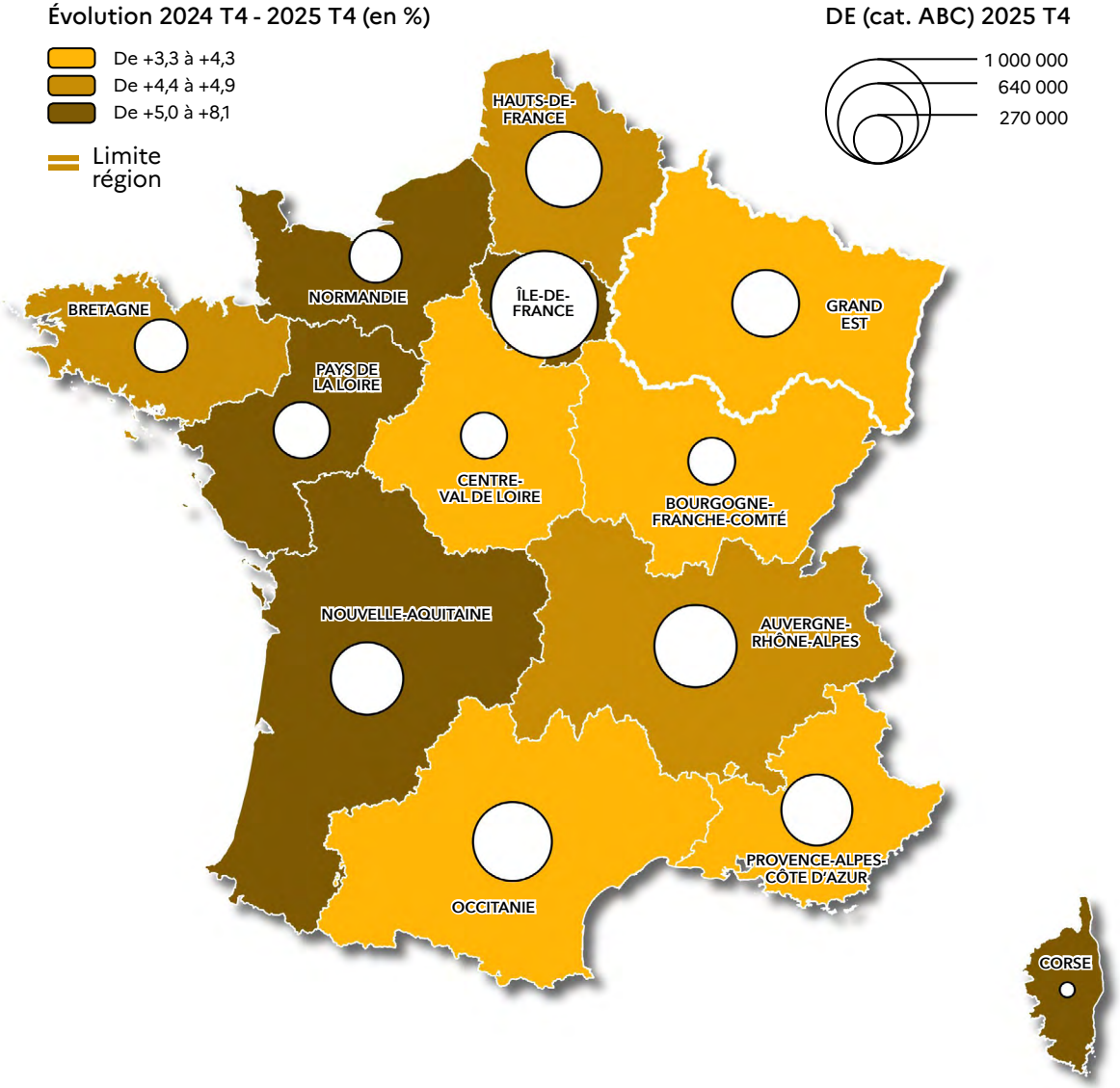
	DE (cat. A) 4e trim. 2024	DE (cat. A) 4e trim. 2025	Évol. (en %)
Île-de-France	624 840	676 450	8,3
Auvergne-Rhône-Alpes	329 430	350 940	6,5
Occitanie	316 020	334 520	5,9
Hauts-de-France	299 370	322 020	7,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	260 350	273 990	5,2
Nouvelle-Aquitaine	**238 160**	**257 510**	**8,1**
Grand Est	238 590	247 730	3,8
Pays de la Loire	137 150	148 110	8,0
Normandie	133 240	142 020	6,6
Bretagne	121 060	129 200	6,7
Bourgogne-Franche-Comté	105 880	112 740	6,5
Centre-Val de Loire	101 200	108 800	7,5
Corse	13 270	14 410	8,6
France métropolitaine	**2 918 600**	**3 118 400**	**6,8**



Source : Statistiques du marché du travail (STMT) - France Travail, Dares - données CVSCJO (4e trimestre 2025)

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2023-2024 SELON LES RÉGIONS

	DE (cat. ABC) 4e trim. 2024	DE (cat. ABC) 4e trim. 2025	Évol. (en %)
Île-de-France	1 006 870	1 071 260	6,4
Auvergne-Rhône-Alpes	609 460	636 680	4,5
Occitanie	560 170	584 320	4,3
Hauts-de-France	512 780	538 140	4,9
Nouvelle-Aquitaine	468 440	492 870	5,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	455 370	473 380	4,0
Grand Est	**406 640**	**420 380**	**3,4**
Pays de la Loire	283 060	297 100	5,0
Bretagne	249 180	260 190	4,4
Normandie	245 240	257 830	5,1
Bourgogne-Franche-Comté	199 670	207 240	3,8
Centre-Val de Loire	193 420	200 580	3,7
Corse	19 790	21 390	8,1
France métropolitaine	**5 210 100**	**5 461 400**	**4,8**



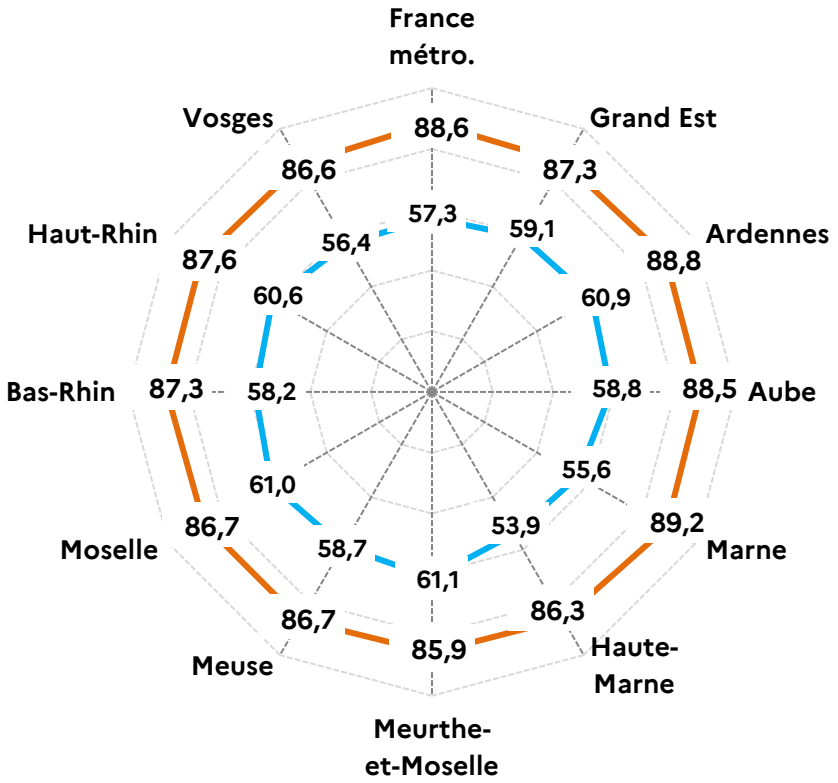
Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4e trimestre 2025)

Une part des demandeurs d'emploi de catégorie A moins élevée dans la Marne et en Haute-Marne

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES

	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. ABC	Cat. D	Cat. E	Ensemble
Ardennes	14 480	3 210	6 090	23 780	1 520	1 490	26 790
Aube	16 180	3 990	7 340	27 500	1 600	2 000	31 090
Marne	25 500	7 150	13 210	45 850	2 730	2 840	51 420
Haute-Marne	6 320	1 780	3 620	11 720	910	960	13 580
Meurthe-et-Moselle	30 660	6 450	13 050	50 160	3 420	4 840	58 410
Meuse	7 590	1 660	3 680	12 920	930	1 040	14 900
Moselle	47 390	10 320	19 950	77 660	4 840	7 090	89 600
Bas-Rhin	49 680	12 240	23 510	85 430	5 510	6 920	97 870
Haut-Rhin	35 180	7 670	15 190	58 040	3 620	4 560	66 220
Vosges	15 600	3 750	8 330	27 670	1 710	2 580	31 960
Grand Est	**248 570**	**58 200**	**113 960**	**420 740**	**26 790**	**34 320**	**481 850**
France métro.	**3 132 500**	**815 300**	**1 519 000**	**5 466 800**	**332 000**	**371 600**	**6 170 400**

PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES (EN %)

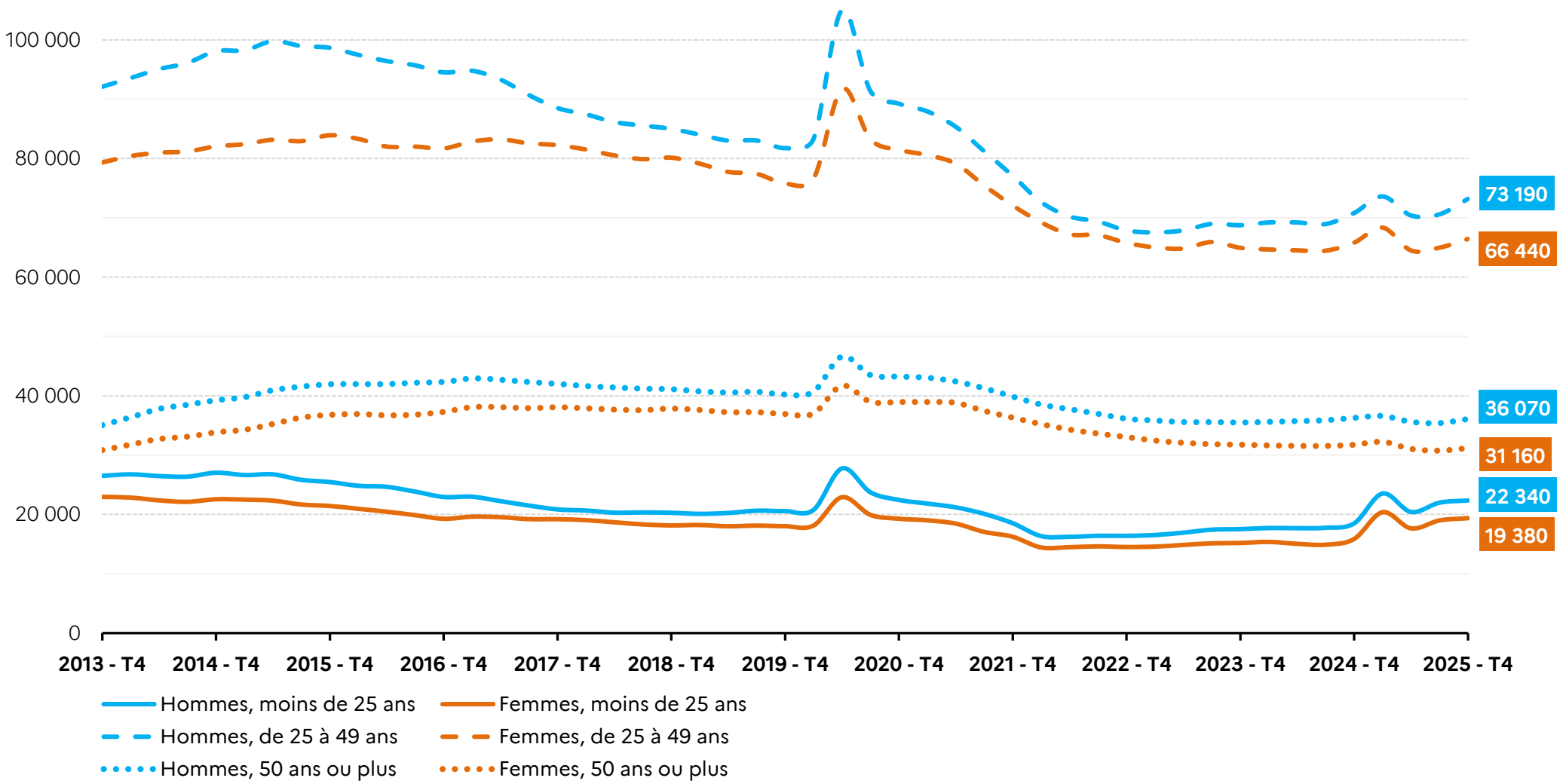


Cat. A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi
Cat. B : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (<= 78 heures)
Cat. C : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (>= 79 heures)
Cat. D : inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi
Cat. E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi

Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4e trimestre 2025)

Des dynamiques différenciées selon l'âge

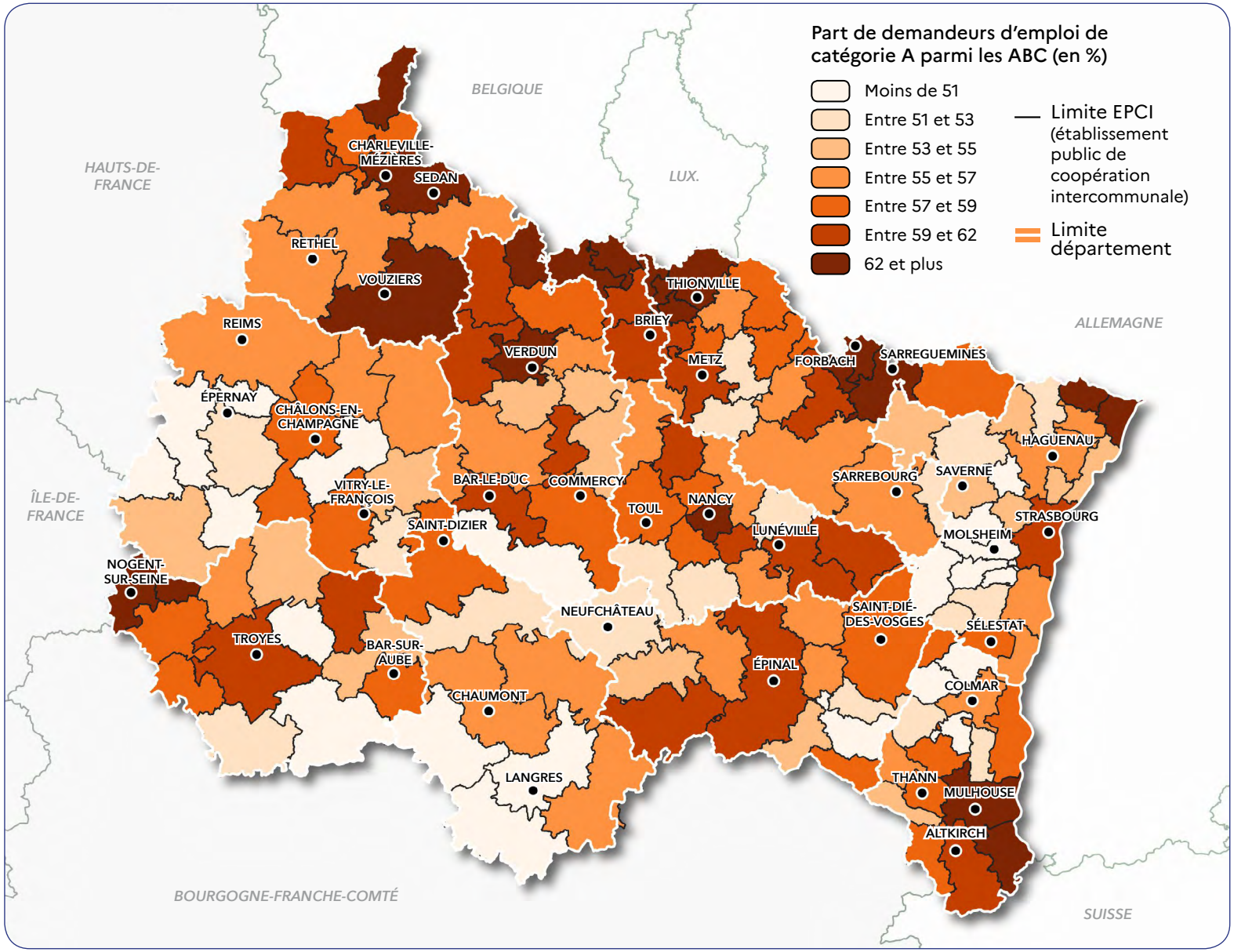
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE



Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4e trimestre 2025) / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A

Une part de demandeurs d'emploi de catégorie A plus importante dans les villes et les territoires frontaliers

DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI



Source : STMT - France Travail, Dares données brutes
Champ : demandeurs d'emploi inscrits à France Travail à fin décembre 2025

La répartition des demandeurs d'emploi par ancienneté variable suivant les départements

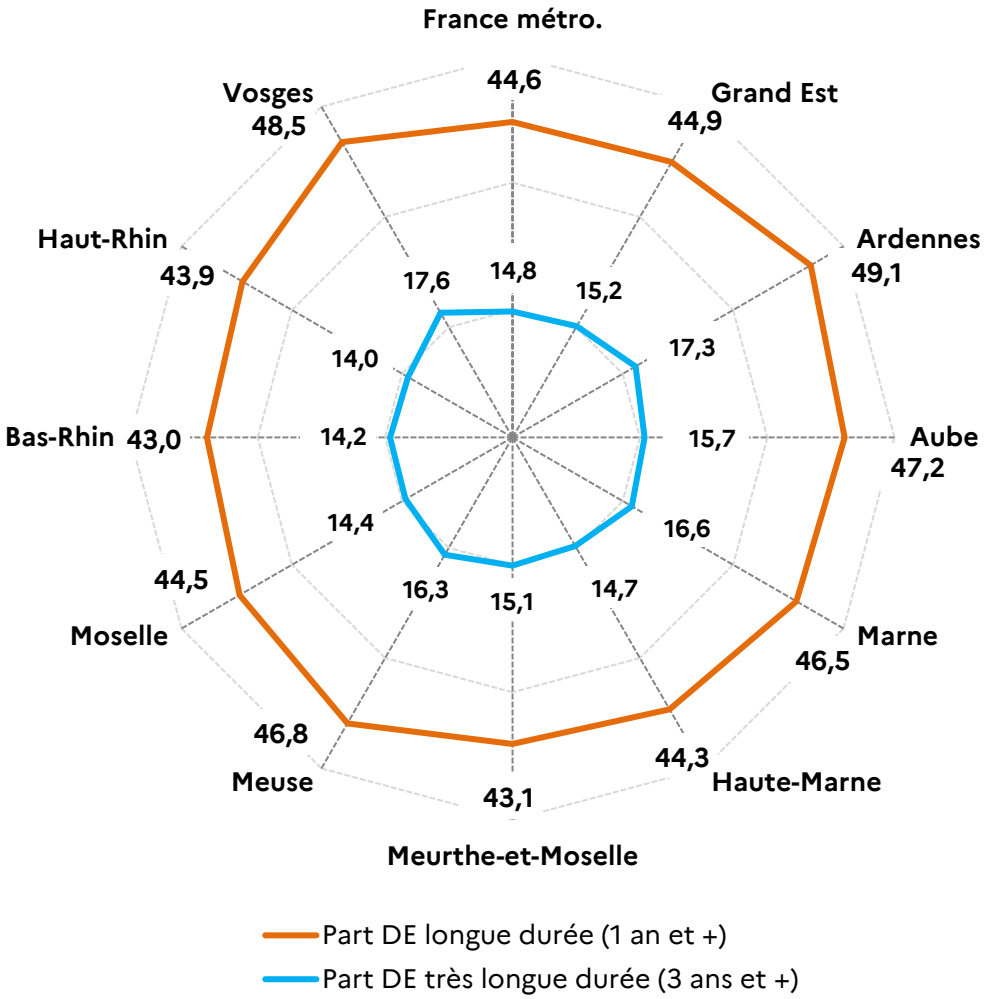
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION

	MOINS D'UN AN		ENTRE 1 ET 2 ANS		ENTRE 2 ET 3 ANS		3 ANS ET PLUS		ENSEMBLE	
	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)
Ardennes	12 110	-2,4	5 200	13,5	2 350	8,3	4 120	-1,7	**23 780**	**1,8**
Aube	14 530	-0,6	6 020	13,4	2 620	13,9	4 330	2,1	**27 500**	**3,9**
Marne	24 540	3,2	9 390	8,2	4 300	2,6	7 610	4,0	**45 840**	**4,3**
Haute-Marne	6 530	3,2	2 420	12,0	1 050	11,7	1 720	1,8	**11 720**	**5,4**
Meurthe-et-Moselle	28 520	6,3	9 620	2,1	4 430	0,2	7 580	-4,5	**50 150**	**3,2**
Meuse	6 870	0,6	2 730	8,8	1 220	4,3	2 100	-	**12 920**	**2,5**
Moselle	43 100	1,1	16 460	14,2	6 920	5,5	11 170	1,3	**77 650**	**4,0**
Bas-Rhin	48 710	3,5	17 100	7,4	7 450	6,9	12 170	-1,2	**85 430**	**3,8**
Haut-Rhin	32 540	0,6	12 080	7,5	5 310	6,0	8 110	0,6	**58 040**	**2,4**
Vosges	14 240	0,2	5 800	5,6	2 760	2,6	4 870	1,0	**27 670**	**1,7**
Grand Est	**231 700**	**2,0**	**86 840**	**8,9**	**38 420**	**5,5**	**63 780**	**0,1**	**420 740**	**3,4**
France métropolitaine	**3 031 100**	**2,6**	**1 136 300**	**11,8**	**491 200**	**7,0**	**808 200**	**3,1**	**5 466 800**	**4,9**

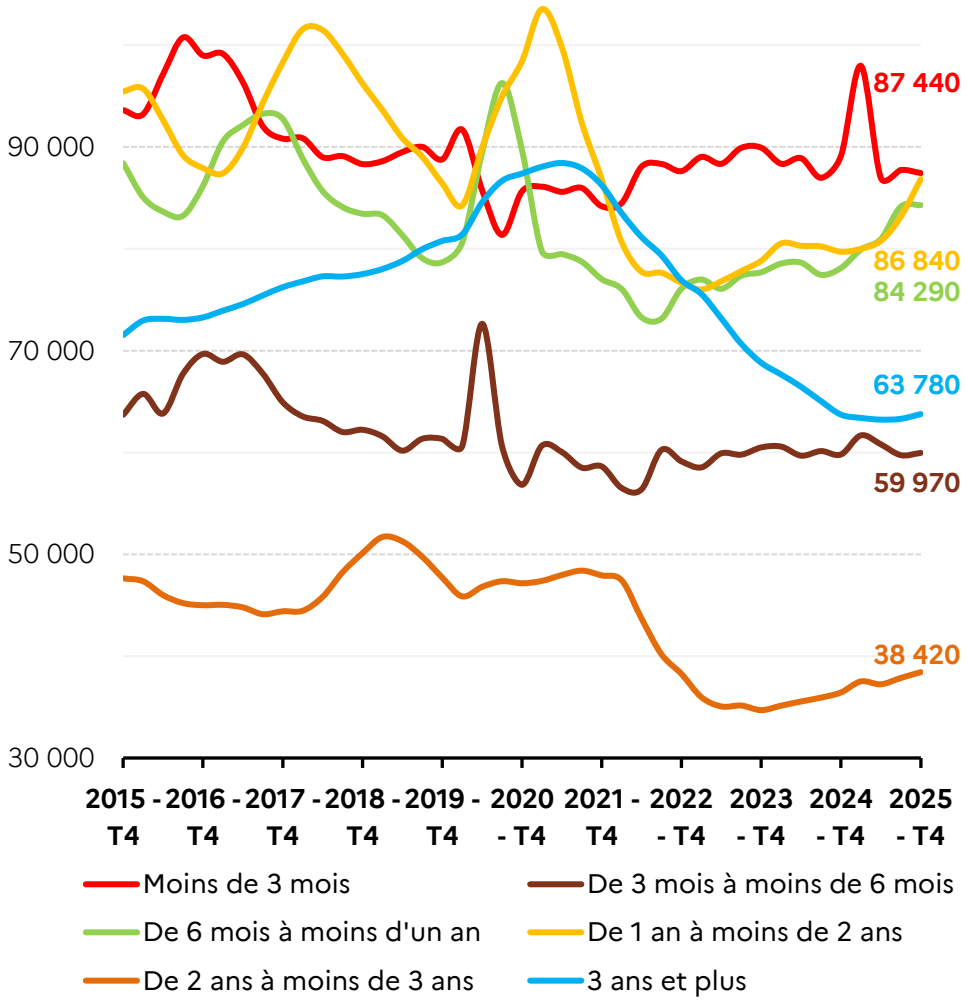
Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4e trimestre 2025) / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

Dans les Ardennes et les Vosges, une proportion supérieure de demandeurs d'emploi de longue durée

PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION



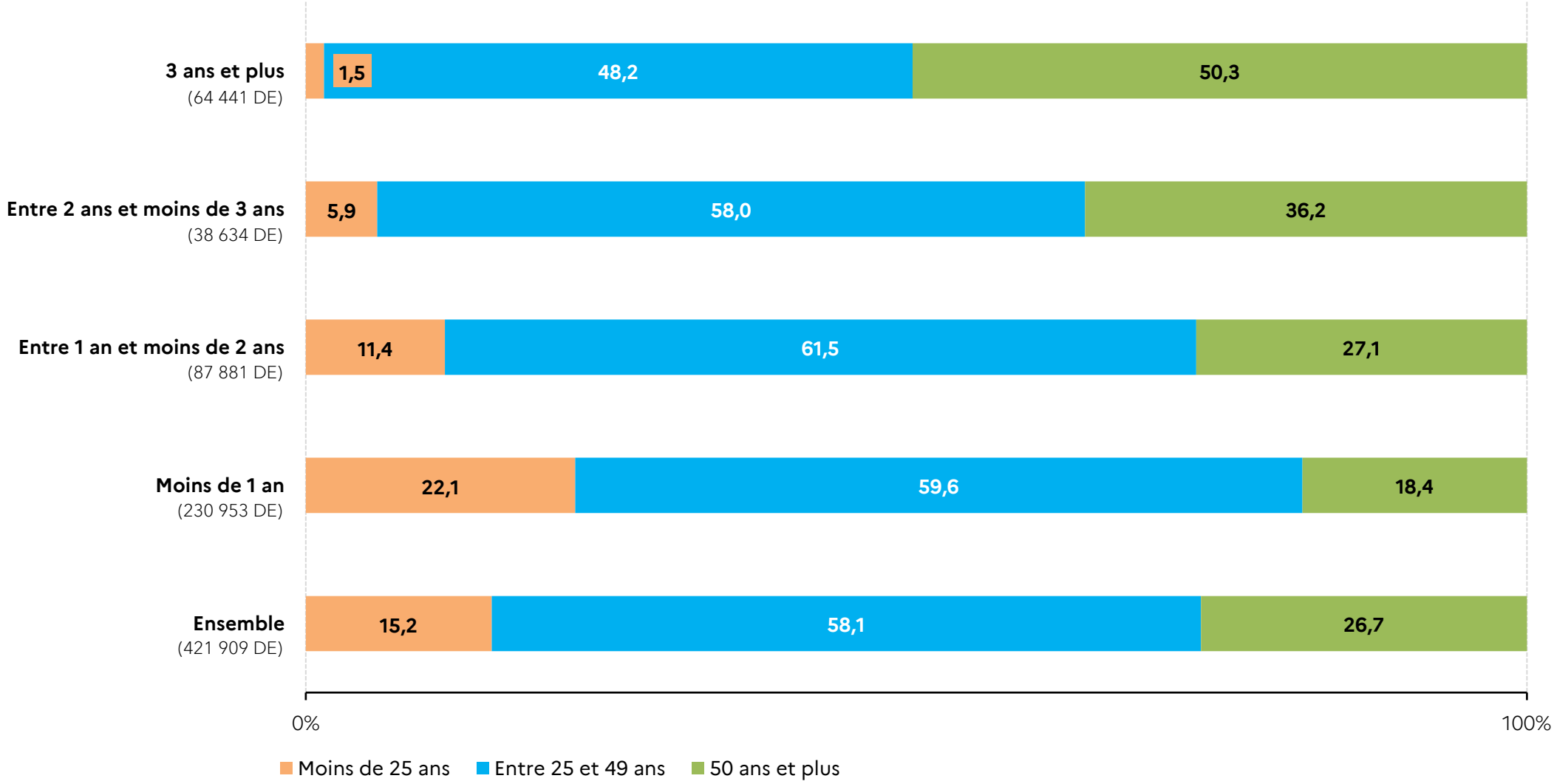
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION



Source : STMT - France Travail, Dares - données CVSCJO (4e trimestre 2025) / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

Davantage de séniors parmi les demandeurs d'emploi de longue durée, que dans l'ensemble des demandeurs d'emploi

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



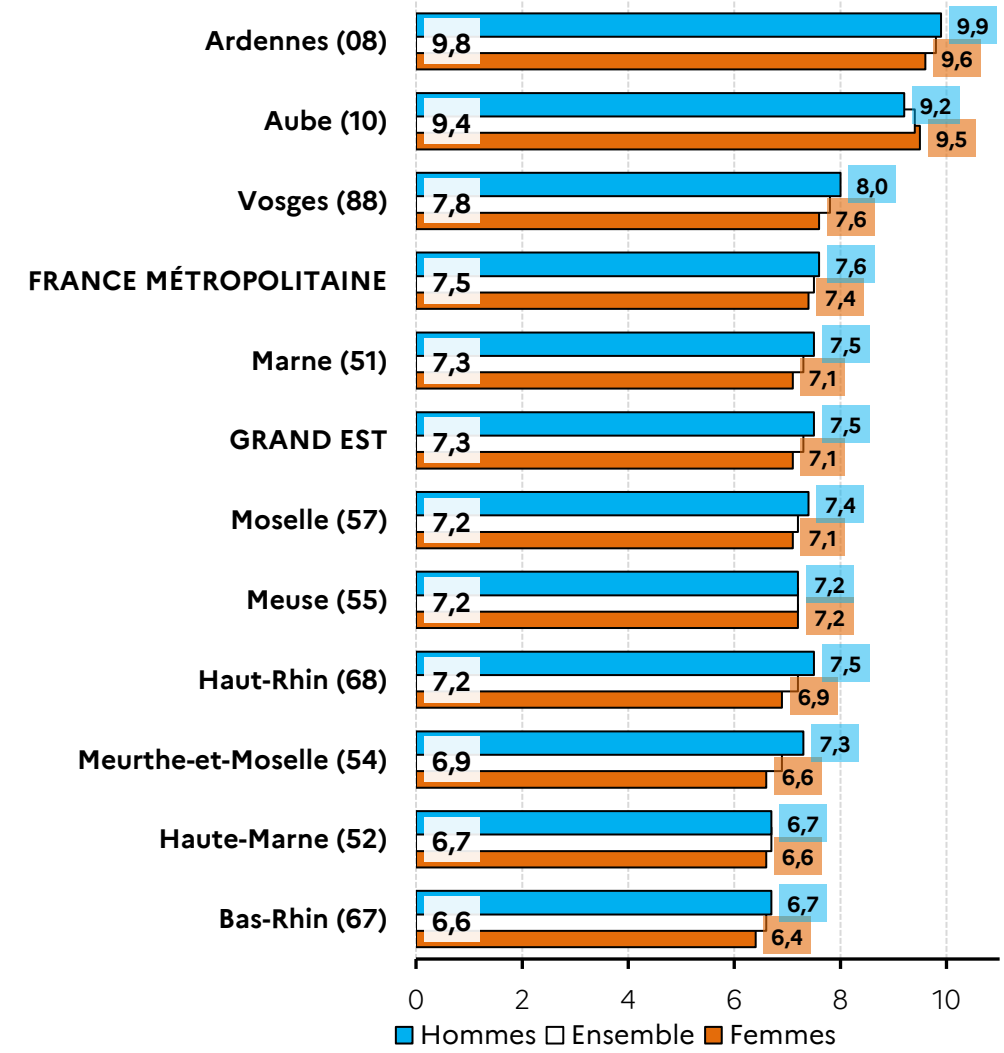
Source : STMT - France Travail, Dares - données brutes / Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC, à fin décembre 2025

Le taux de chômage reste plus élevé chez les hommes que chez les femmes, et les jeunes actifs connaissent des niveaux particulièrement élevés dans les Ardennes et l'Aube

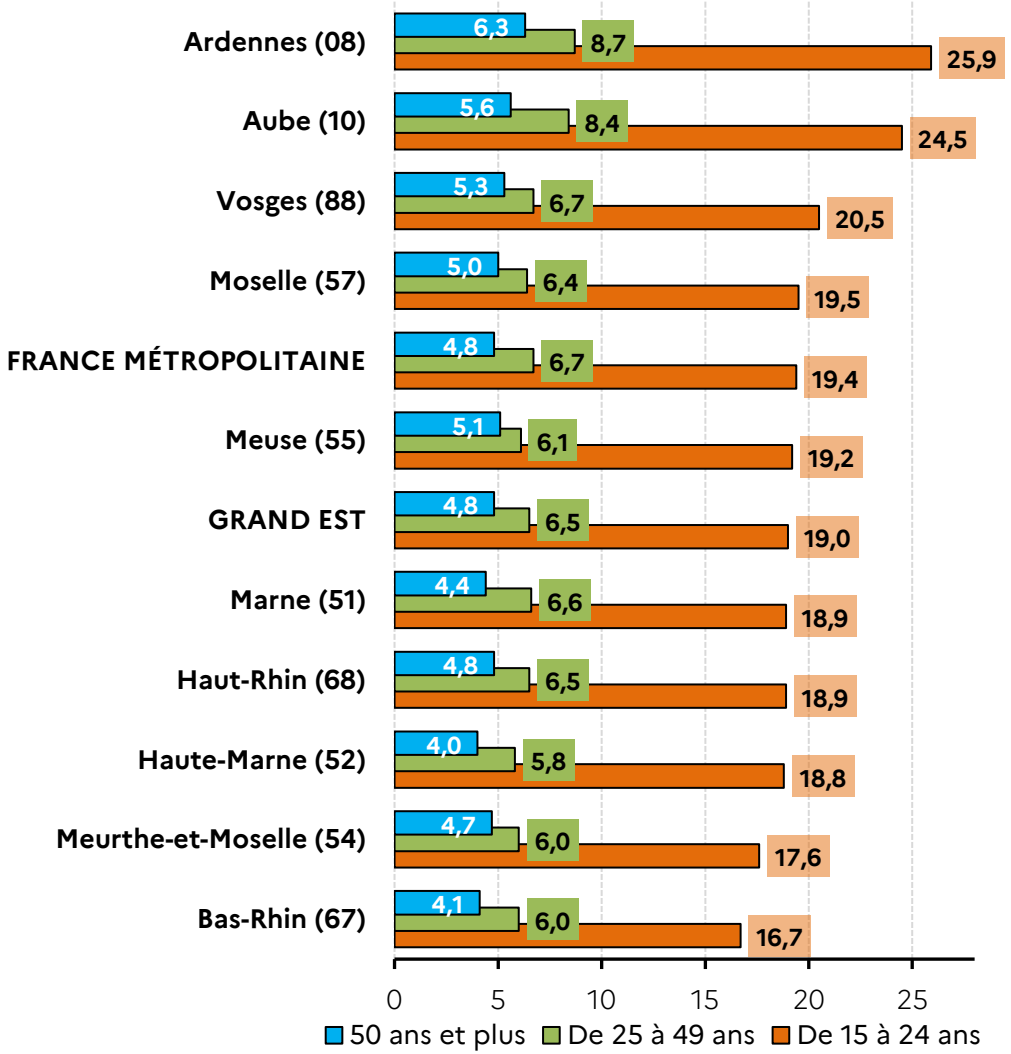
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN

ANNÉE 2025

SELON LE **SEXE** (EN %)



SELON LA **TRANCHE D'ÂGE** (EN %)

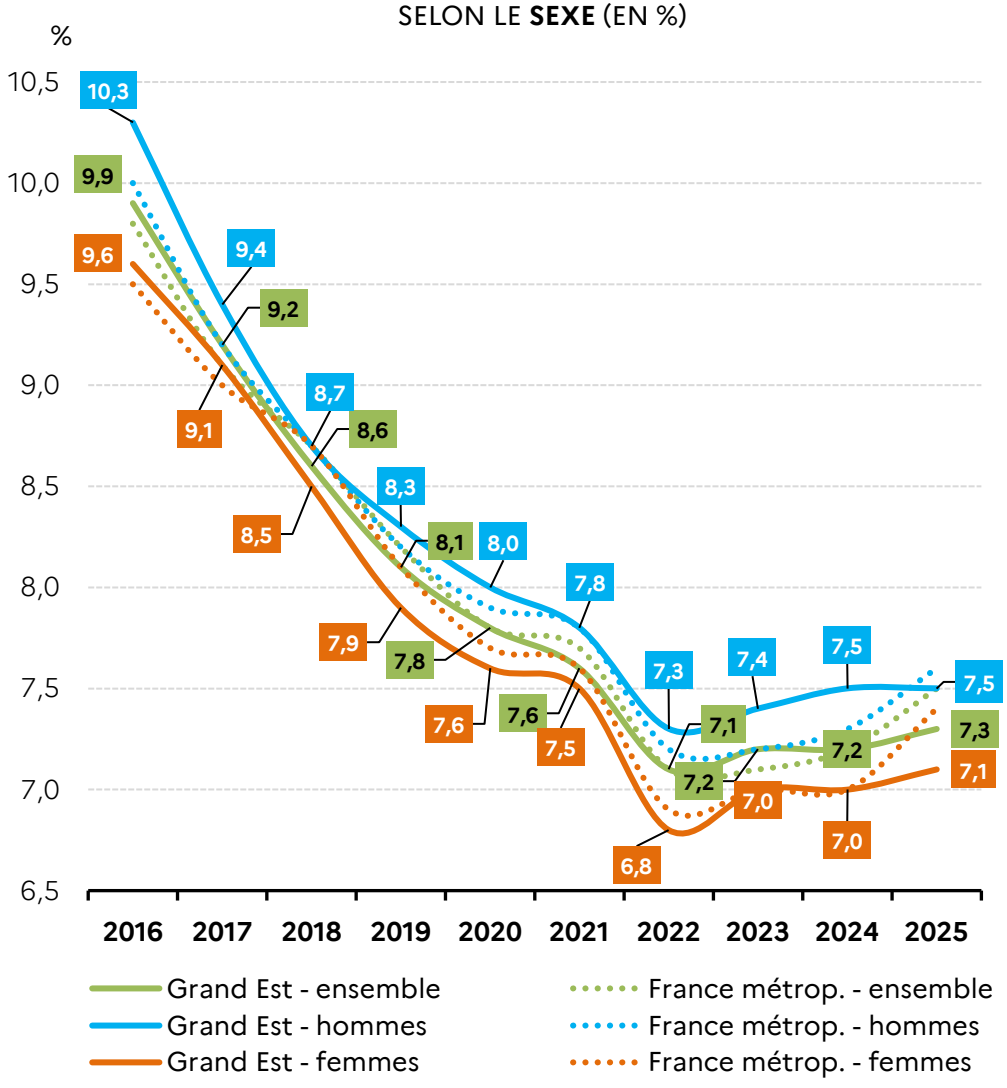


Source : Insee, taux de chômage, enquête emploi / Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

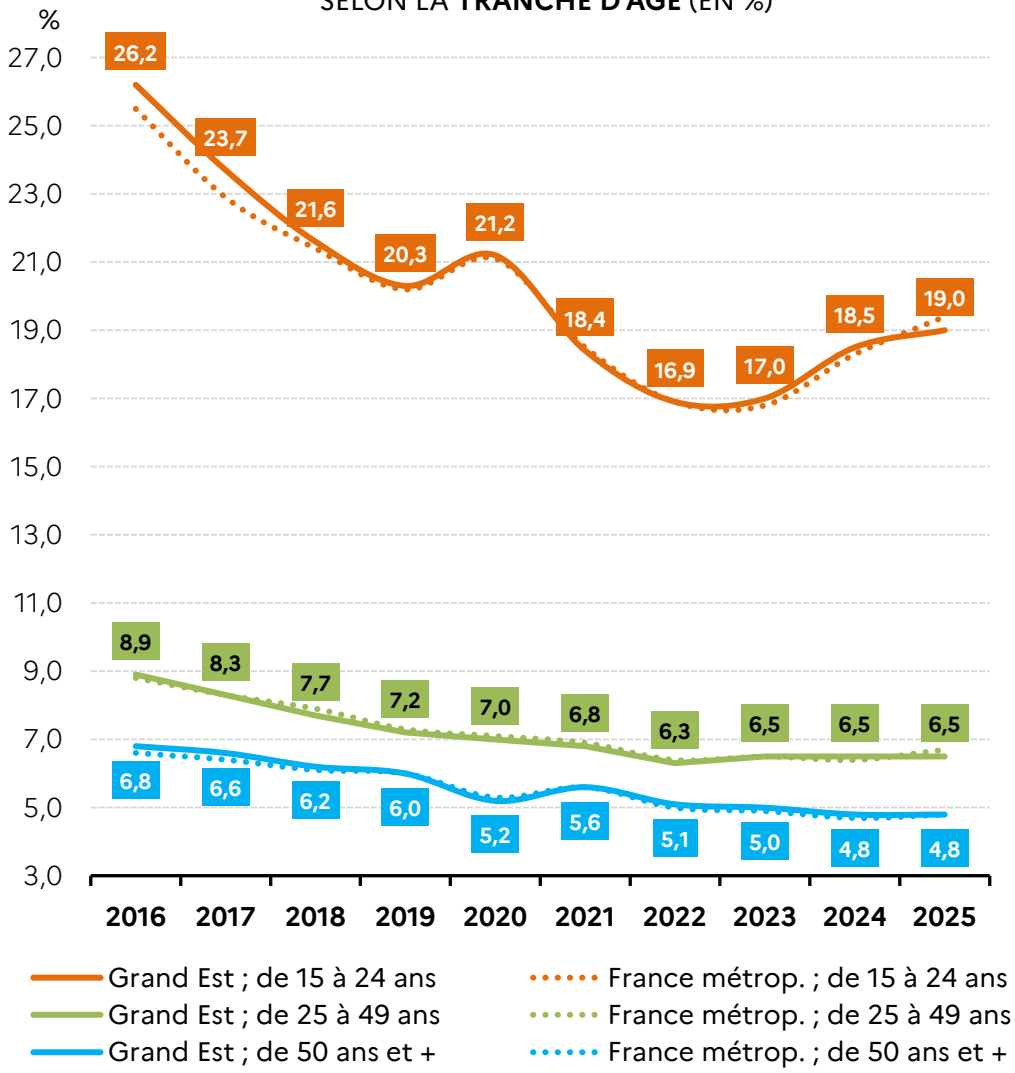
Un taux de chômage annuel moyen dans le Grand Est en légère hausse depuis 2022, et en nette progression pour les 15-24 ans

ÉVOLUTION 2016-2025 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN

SELON LE **SEXE** (EN %)



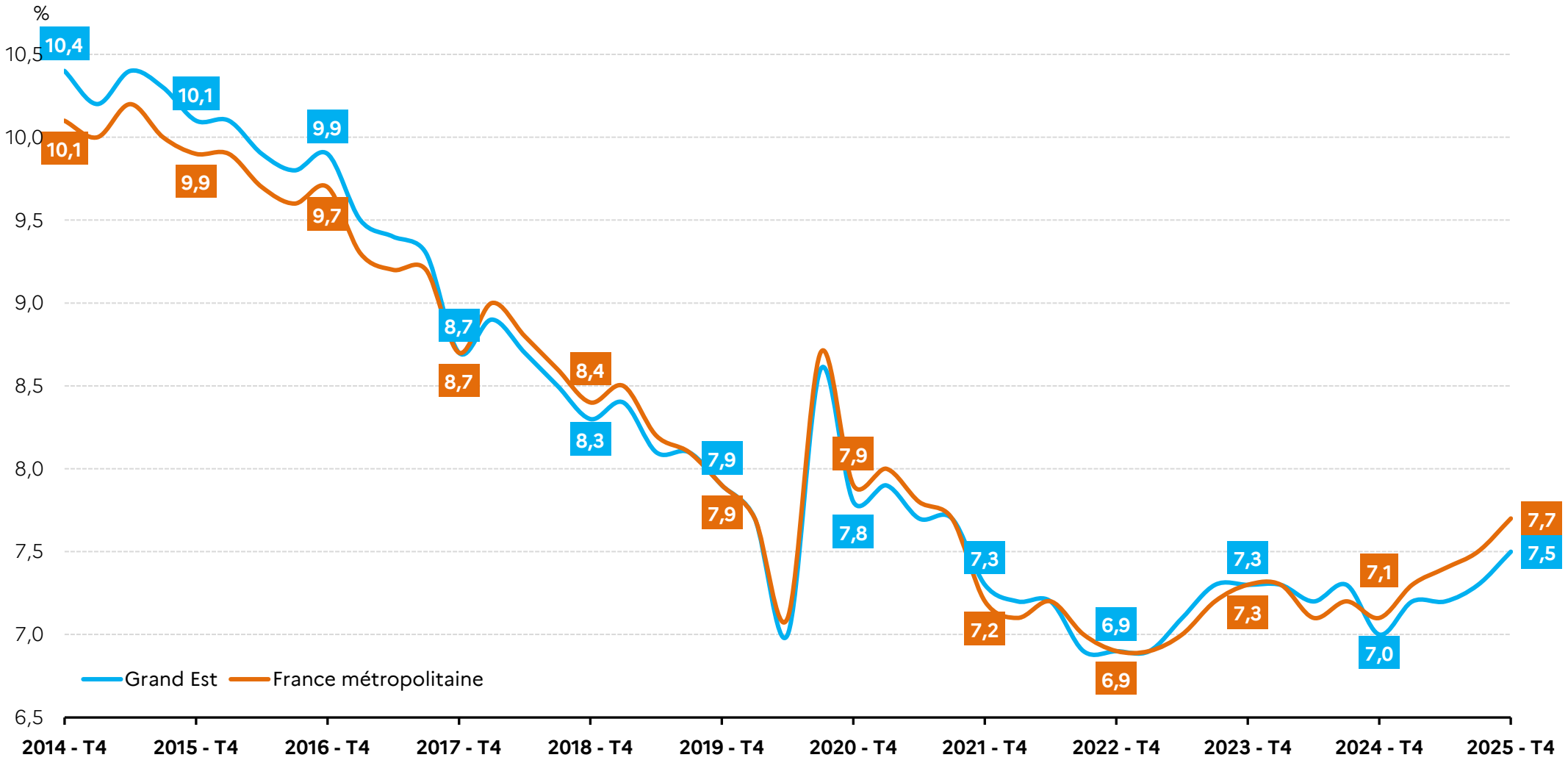
SELON LA **TRANCHE D'ÂGE** (EN %)



Source : Insee, taux de chômage, enquête emploi / Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

À la fin 2025, le taux de chômage dans le Grand Est s'établit à 7,5 % de la population active et est en reprise depuis fin 2024

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



Source : Insee, taux de chômage trimestriels

Avec un niveau de vie médian de 25 850 € en 2023, le Grand Est se situe au 5e rang des régions les plus riches de France métropolitaine. Dans les deux départements de la Collectivité européenne d'Alsace, ce niveau de vie médian par unité de consommation dépasse 26 800 €, tandis qu'il est à 23 500 € dans les Ardennes. Au niveau métropolitain, le niveau de vie médian par unité de consommation atteint 25 920 €.

Après transferts, impôts et prestations sociales, un habitant du Grand Est sur deux vit avec moins de 2 154 € par mois, à peine moins qu'au niveau national (2 160 €). Cette même année, la part des habitants vivant sous le seuil de pauvreté s'élevait à 15,9 % dans la région, soit le même niveau qu'à l'échelle nationale. Au niveau départemental, ce taux varie de 19,9 % pour les Ardennes à 14,1 % pour le Haut-Rhin. Le taux de pauvreté présente des disparités selon l'âge, touchant 19,4 % des 18-30 ans, contre 9,2 % des personnes âgées de 75 ans et plus. Le statut d'occupation du logement constitue également un facteur de différenciation, puisque 32,1 % des locataires vivent sous le seuil de pauvreté.

Près de 418 600 personnes habitent dans l'un des 123 Quartiers politique de la ville (QPV, géographie 2024), soit 7,5 % de la population. Cette part varie suivant les départements. Ainsi, la population habitant en QPV dépasse 8 % dans la Marne, l'Aube, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, alors qu'elle est inférieure à 5 % dans la Meuse et les Vosges.

Dans le Grand Est, le taux de pauvreté en QPV s'élève à 49,2 %, contre 44,3 % en France métropolitaine. Les taux les plus élevés sont observés dans l'Aube (54,3 %) et les Ardennes (54,1 %), tandis que le Bas-Rhin présente le taux le plus faible (46,3 %).

Le taux d'emploi en QPV est plus faible qu'au niveau national. Dans le Grand Est, il atteint 37,9 % pour les femmes et 48,8 % pour les hommes, contre respectivement 43,0 % et 53,7 % au niveau national. Les écarts entre départements sont également marqués : le taux d'emploi des femmes varie de 32,3 % dans les Vosges à 44,5 % dans la Meuse, tandis que celui des hommes s'échelonne de 41,1 % dans les Vosges à 52,0 % en Moselle.

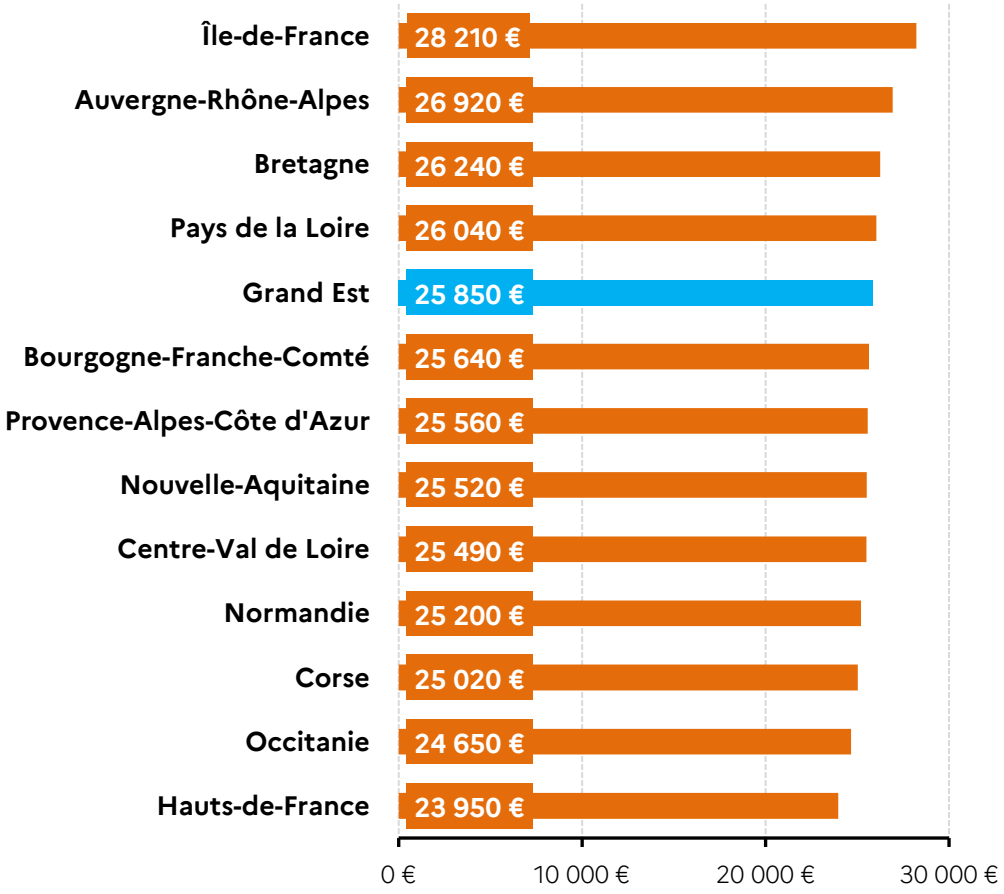
Des niveaux de vie plus faibles dans les Ardennes , dans la Haute-Marne, dans l'Aube et dans les Vosges

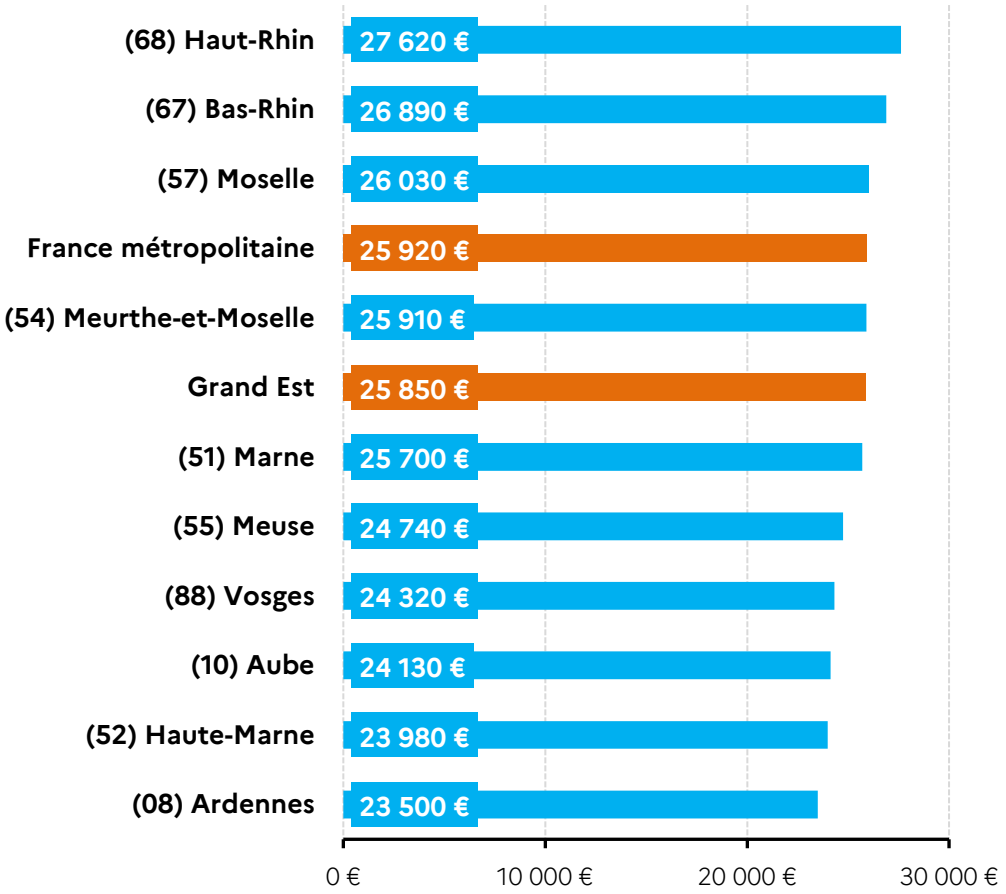
NIVEAU DE VIE

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le niveau de vie correspond à ce qu'Eurostat nomme « revenu disponible équivalent ».

Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

NIVEAU DE VIE MÉDIAN (EN EUROS)



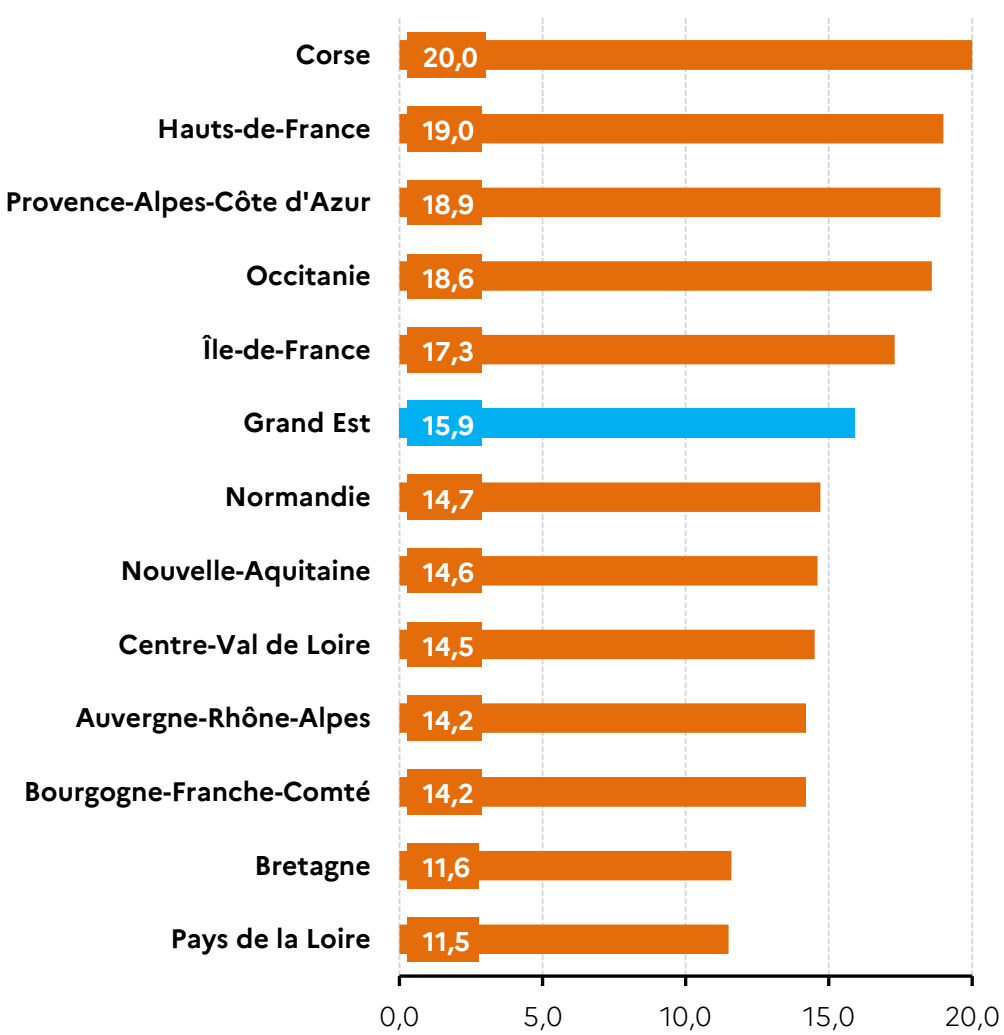


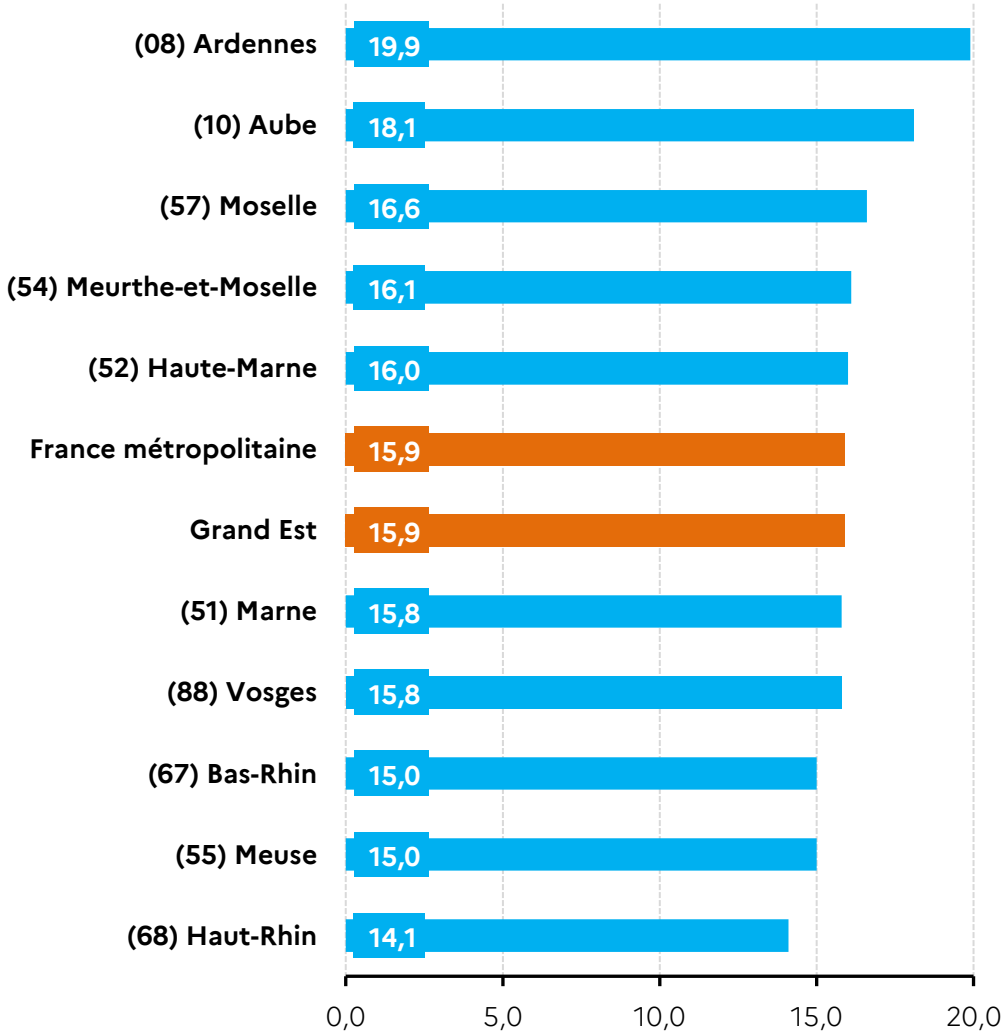
Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2023 / Millésime géographique 2025

Près de 20% des ardennais vivent sous le seuil de pauvreté contre 14,1% des Haut-Rhinois

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 %

Le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il correspond à un revenu disponible de 1 288 euros par mois pour une personne vivant seule et de 2 705 euros pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans.





Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2023 / Millésime géographique 2025

Les locataires et les 18-30 ans sont plus en difficulté dans le Grand Est que dans le reste de la France

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE

	Ensemble des ménages	Parmi le 18-30 ans	Parmi les plus de 75 ans	Parmi les locataires
Île-de-France	17,3	18,7	10,3	28,9
Centre-Val de Loire	14,5	18,2	7,7	31,4
Bourgogne-Franche-Comté	14,2	17,4	8,5	30,2
Normandie	14,7	18,4	8,6	30,1
Hauts-de-France	19,0	22,3	11,2	36,8
Grand Est	**15,9**	**19,4**	**9,2**	**32,1**
Pays de la Loire	11,5	14,9	7,0	26,8
Bretagne	11,6	15,6	7,4	26,2
Nouvelle-Aquitaine	14,6	18,9	10,0	28,5
Occitanie	18,6	23,7	12,1	34,4
Auvergne-Rhône-Alpes	14,2	17,7	8,5	28,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,9	21,8	12,8	32,7
Corse	20,0	21,9	19,9	31,0

	Ensemble des ménages	Parmi le 18-30 ans	Parmi les plus de 75 ans	Parmi les locataires
Ardennes	19,9	23,2	12,6	38,0
Aube	18,1	22,7	8,8	36,2
Marne	15,8	20,5	8,2	30,5
Haute-Marne	16,0	18,0	9,9	32,6
Meurthe-et-Moselle	16,1	21,0	9,4	33,9
Meuse	15,0	17,0	11,0	32,5
Moselle	16,6	19,3	11,0	33,2
Bas-Rhin	15,0	19,0	8,0	29,9
Haut-Rhin	14,1	16,3	7,6	29,6
Vosges	15,8	18,4	9,3	33,7
Grand Est	**15,9**	**19,4**	**9,2**	**32,1**
France métropolitaine	**15,9**	**19,2**	**9,8**	**30,6**

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2023 / Millésime géographique 2025

Des indicateurs de pauvreté dans la moyenne nationale

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

Le premier décile de niveau de vie. Si on ordonne une distribution de niveau de vie, les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties d'effectifs égaux : le premier décile (noté généralement D1) est le niveau de vie au-dessous duquel se situent 10 % des individus ; le neuvième décile (noté généralement D9) est le niveau de vie au-dessous duquel se situent 90 % des individus.
Le premier décile est, de manière équivalente, le niveau de vie au-dessus duquel se situent 90 % des individus ; le neuvième décile est le niveau de vie au-dessus duquel se situent 10 % des individus.

Les rapports interdéciles des revenus sont utilisés pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Il s'agit ici de comparer les revenus des 10 % des ménages les plus riches aux 10 % des ménages les plus pauvres.

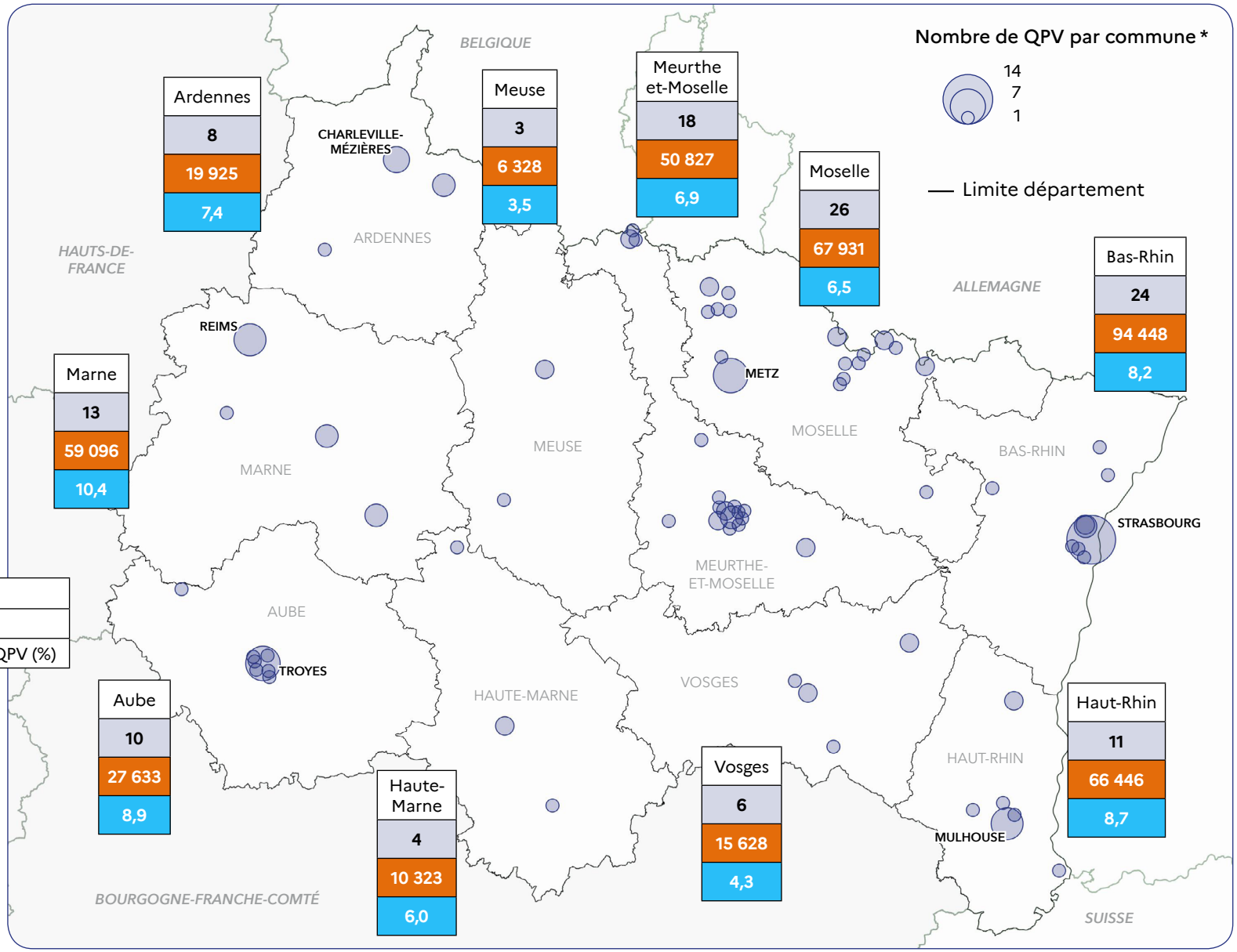
	1er décile du niveau de vie (en euros)	Rapport interdécile 9e décile / 1er decile
Île-de-France	12 400 €	4,6
Centre-Val de Loire	13 740 €	3,1
Bourgogne-Franche-Comté	13 940 €	3,1
Normandie	13 770 €	3,0
Hauts-de-France	12 650 €	3,2
Grand Est	**13 230 €**	**3,4**
Pays de la Loire	14 880 €	2,8
Bretagne	14 830 €	2,9
Nouvelle-Aquitaine	13 740 €	3,1
Occitanie	12 460 €	3,4
Auvergne-Rhône-Alpes	13 760 €	3,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 210 €	3,8
Corse	12 050 €	3,8

	1er décile du niveau de vie (en euros)	Rapport interdécile 9e décile / 1er decile
Ardennes	12 460 €	3,1
Aube	12 820 €	3,2
Marne	13 360 €	3,4
Haute-Marne	13 540 €	2,8
Meurthe-et-Moselle	13 080 €	3,4
Meuse	13 710 €	2,9
Moselle	12 880 €	3,6
Bas-Rhin	13 410 €	3,5
Haut-Rhin	13 760 €	3,8
Vosges	13 420 €	2,9
Grand Est	**13 230 €**	**3,4**
France métropolitaine	**13 200 €**	**3,5**

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2023 / Millésime géographique 2025

Près de 418 600 personnes habitent dans les 123 QPV de la région soit 7,5% de la population

LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

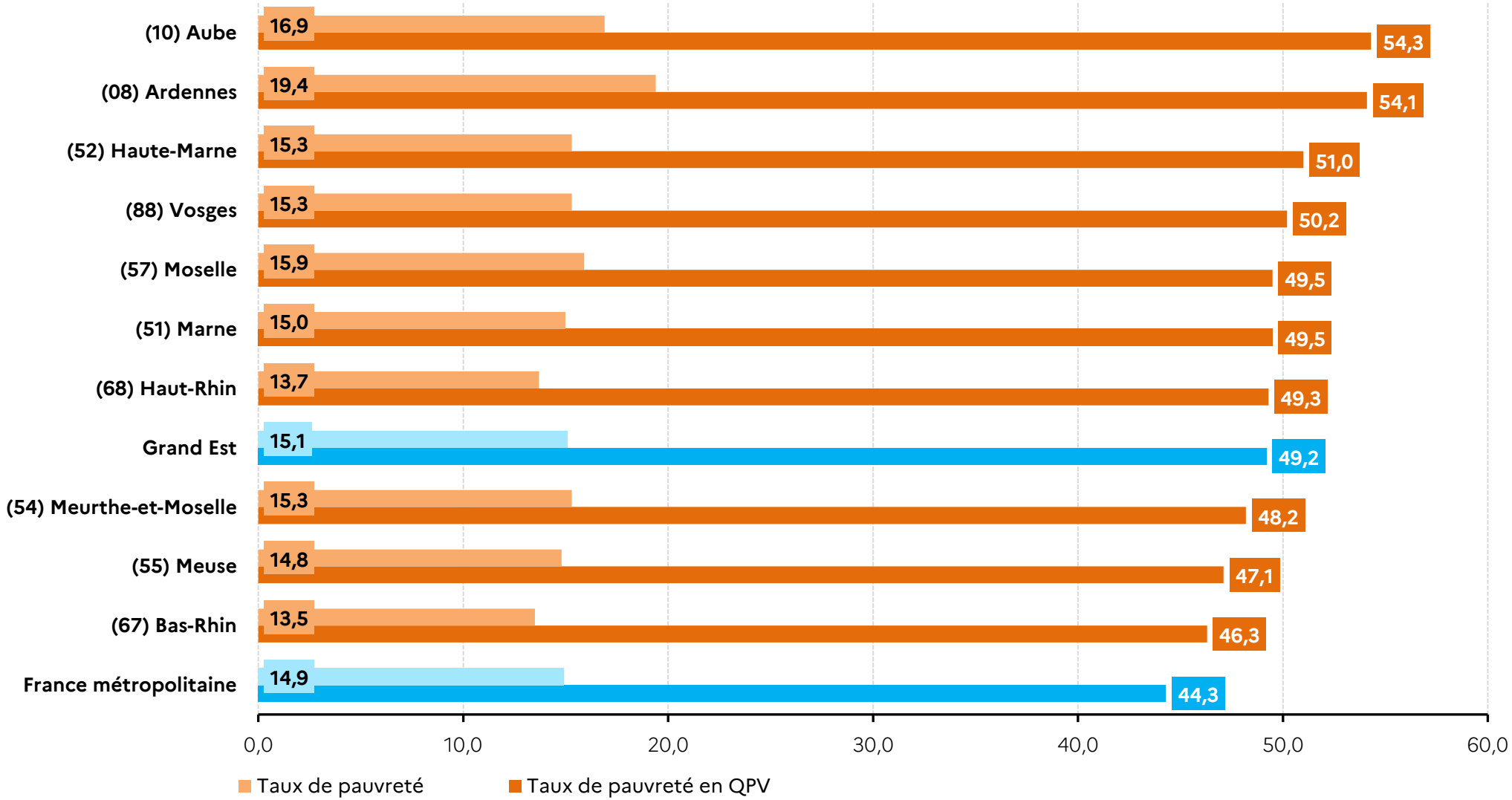


Source : Insee - Recensement de la population 2022, exploitation principale (idem édition 2024)

*1 QPV peut se situer sur plusieurs communes.

Des taux de pauvreté en QPV qui représentent parfois plus du triple du taux de pauvreté de l'ensemble de la population

TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DELA POLITIQUE DE LA VILLE

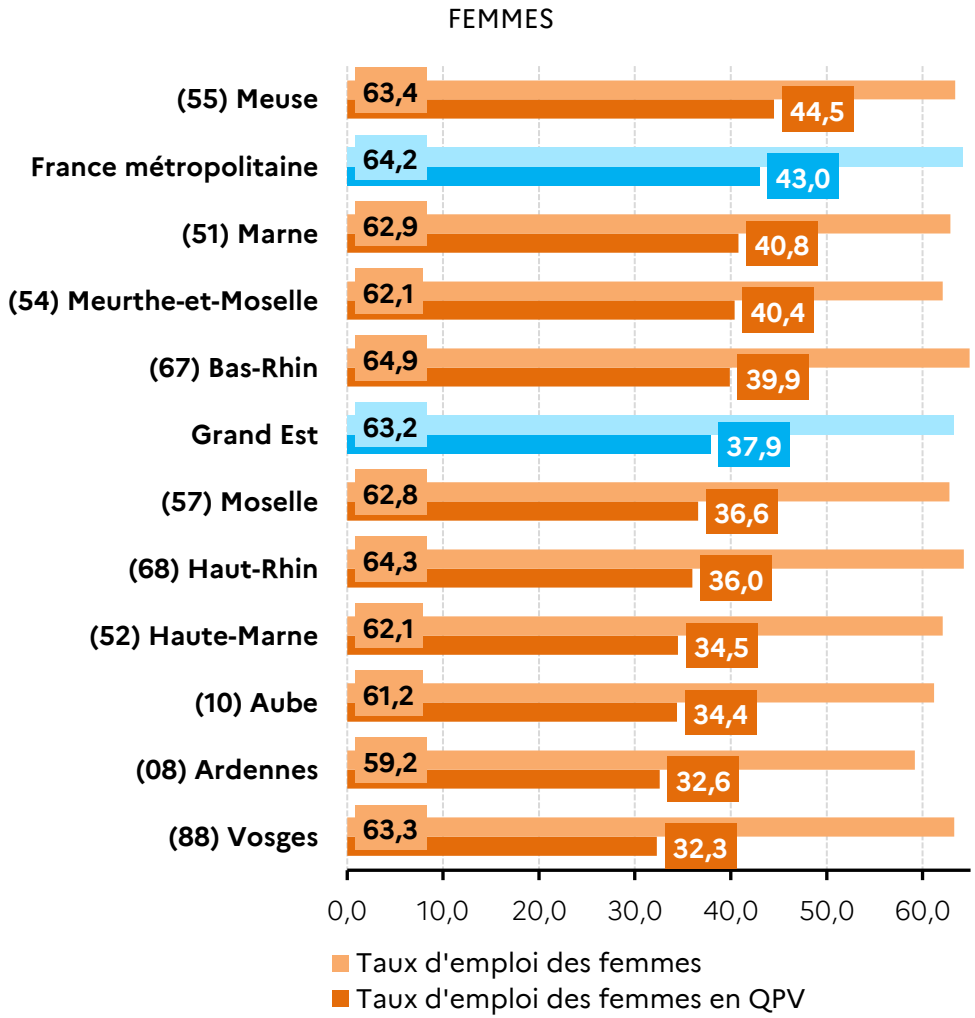


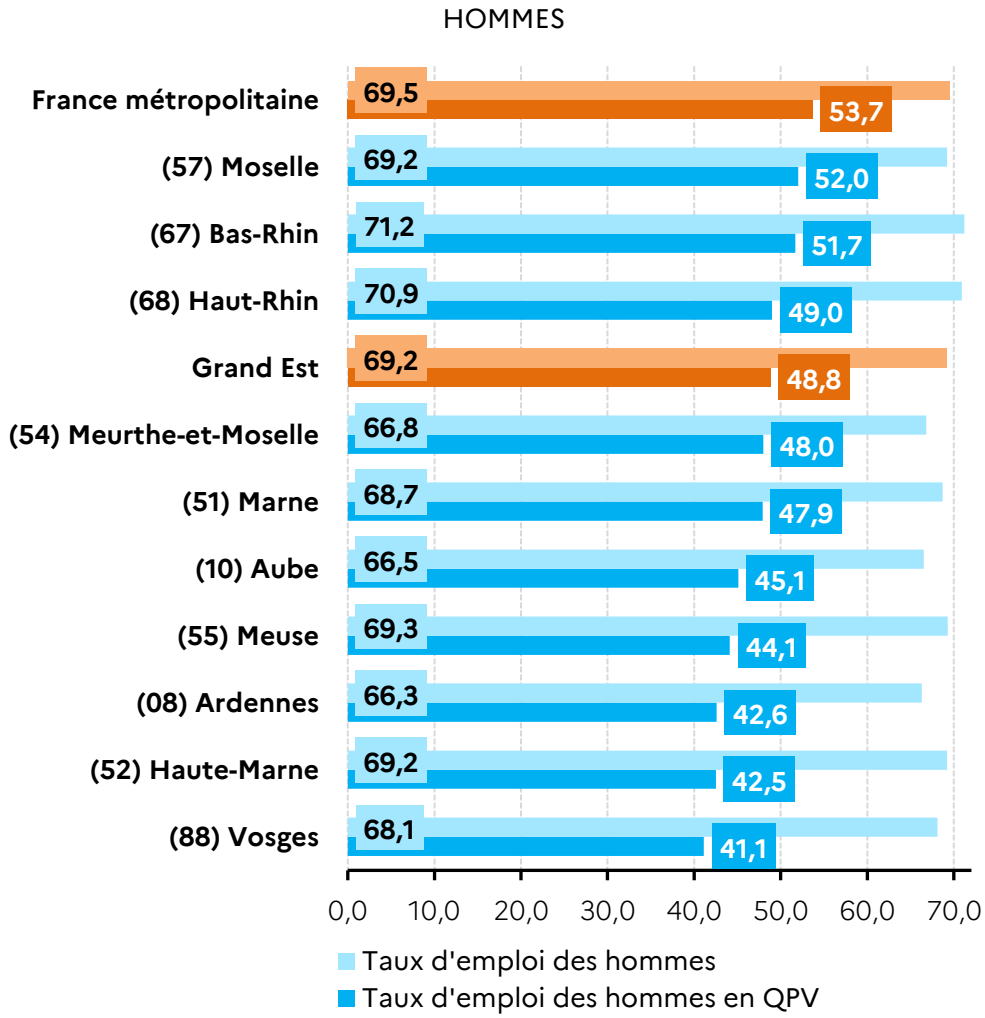
Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2021

Un taux d'emploi plus faible en QPV

TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le taux d'emploi des femmes est la part des femmes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des femmes âgées de 15 à 64 ans.
Le taux d'emploi des hommes est la part des hommes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des hommes âgées de 15 à 64 ans.





Source : Insee, Recensement de la population 2022, exploitation principale

Début 2025, le Grand Est compte près de 179 000 établissements employeurs, dont près des trois quarts emploient moins de 10 salariés. Environ 2 700 établissements comptent plus de 100 salariés.

Le commerce, les transports et les services divers dominent dans tous les départements (45 à 64 % des établissements), avec un poids particulièrement élevé dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. L'agriculture est davantage représentée dans la Marne et l'Aube, tandis que l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale occupent une place plus importante dans la Meuse et la Haute-Marne.

Les établissements de 10 à 19 salariés sont les plus nombreux dans la majorité des secteurs. Ceux de 50 salariés et plus restent minoritaires, mais sont davantage présents dans l'industrie et l'administration publique. Entre 2016 et 2025, le nombre d'établissements employeurs progresse dans tous les départements, avec une concentration des volumes dans le Bas-Rhin et la Moselle. En 2025, les créations repartent à la hausse, mais à un rythme moins soutenu, tandis que la construction poursuit son recul.

Le Grand Est compte environ 4 400 défaillances d'établissements en 2025, en nette hausse depuis 2021 dans l'ensemble des départements. Le Bas-Rhin est le plus touché, tandis que le commerce et la construction concentrent le plus de défaillances par secteur d'activité.

Le Grand Est conserve une forte spécialisation agricole et industrielle, notamment dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques et de machines. Les grands établissements privés de plus de 1 000 salariés sont principalement industriels et concentrés dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle. Enfin, les services marchands représentent 69,5 % des emplois salariés du secteur privé marchand, contre 20,7 % pour l'industrie. Cette dernière conserve néanmoins un poids important dans les EPCI du Nord et de l'Est de la Région.

Un tissu productif composé majoritairement de petits établissements

ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38...

AU 31 DÉCEMBRE 2024		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	2 033	11 067	244	76	21	3	1	-	-	**13 445**
BZ	Industries extractives	6	136	40	24	5	-	-	-	-	**211**
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	297	2 659	750	277	79	72	25	7	1	**4 167**
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	33	156	41	44	22	19	5	-	-	**320**
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	63	575	133	120	48	36	11	3	-	**989**
CD	Cokéfaction et raffinage	-	2	-	-	-	-	-	-	-	**2**
CE	Industrie chimique	11	76	19	40	18	27	11	1	-	**203**
CF	Industrie pharmaceutique	1	13	4	6	5	5	5	3	1	**43**
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	40	430	114	132	56	48	11	2	1	**834**
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	92	743	301	264	82	61	19	4	3	**1 569**
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	3	59	18	24	16	14	4	2	-	**140**
CJ	Fabrication d'équipements électriques	6	62	23	32	11	17	12	2	3	**168**
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	18	212	65	69	39	41	19	3	3	**469**
CL	Fabrication de matériels de transport	9	75	25	40	16	30	7	7	6	**215**
CM	Aut. ind. manuf.; répa. & inst. de mach.	142	1 463	254	156	57	27	3	3	-	**2 105**
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	34	286	72	72	36	21	8	2	1	**532**
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	67	695	181	134	48	16	2	1	-	**1 144**
FZ	Construction	2 542	13 657	1 570	926	211	77	2	-	1	**18 986**

Source : Insee, Flores 2024 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

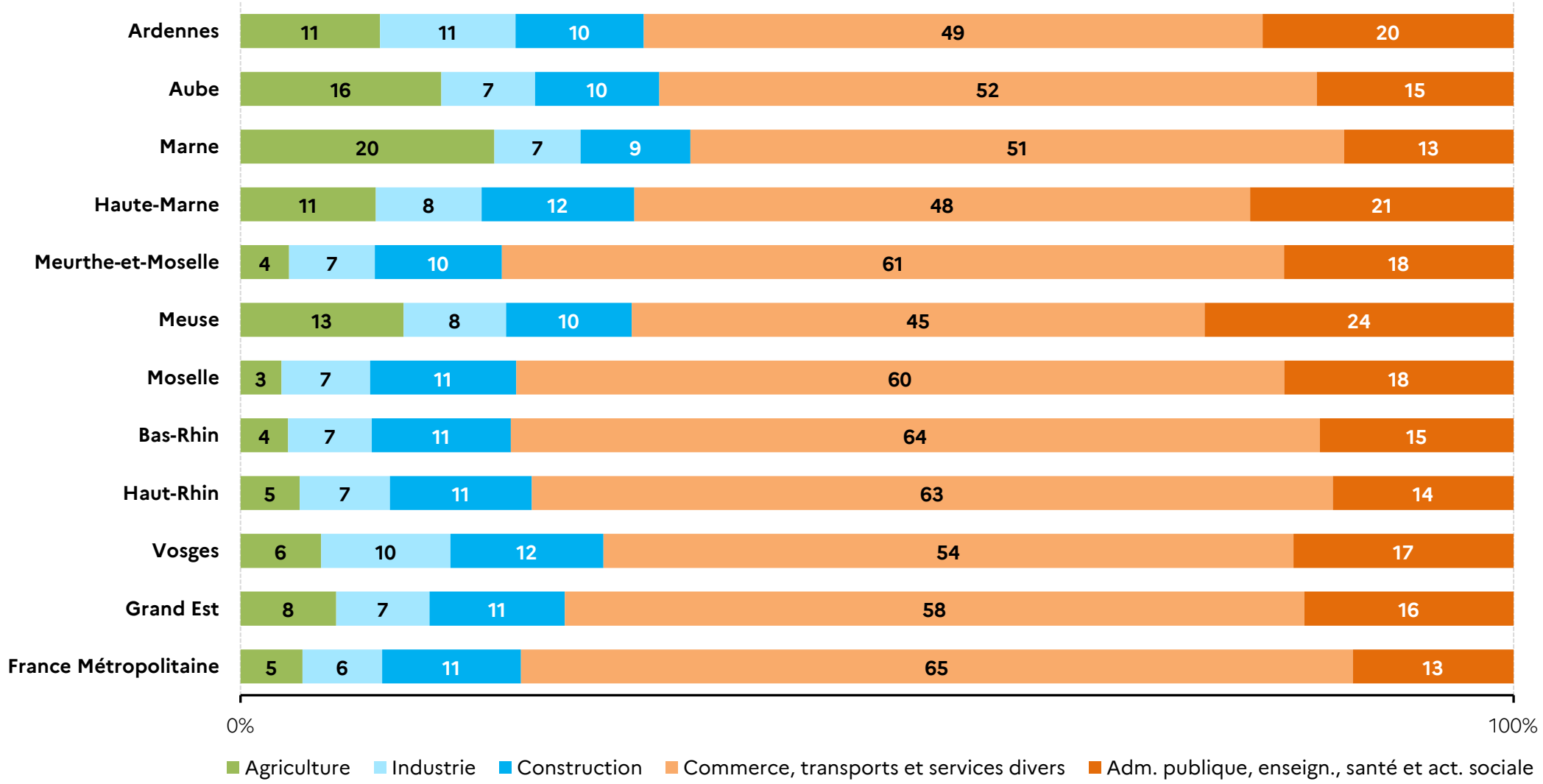
...ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38 (SUITE)

AU 31 DÉCEMBRE 2024		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
GZ	Commerce ; répar. automobile & motocycle	2 374	25 410	3 434	1 638	429	191	59	3	1	**33 539**
HZ	Transports et entreposage	379	2 631	771	809	275	144	27	9	4	**5 049**
IZ	Hébergement et restauration	1 638	10 367	1 644	860	100	21	2	1	-	**14 633**
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	157	536	78	61	16	6	1	1	-	**856**
JB	Télécommunications	20	136	22	18	11	9	1	-	-	**217**
JC	Act. informatique & svices d'information	170	1 172	176	132	29	21	3	1	-	**1 704**
KZ	Activités financières et d'assurance	423	6 051	703	200	59	46	13	8	1	**7 504**
LZ	Activités immobilières	473	2 763	142	88	14	13	5	-	-	**3 498**
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	909	7 594	906	460	109	42	4	-	-	**10 024**
MB	Recherche-développement scientifique	22	150	33	29	9	12	3	2	1	**261**
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	179	1 357	144	47	13	5	1	-	-	**1 746**
NZ	Act. de svices administratifs & soutien	746	6 872	706	544	188	149	52	10	2	**9 269**
OZ	Administration publique	95	4 970	781	675	370	227	65	28	27	**7 238**
PZ	Enseignement	387	5 587	1 221	761	488	190	20	8	6	**8 668**
QA	Activités pour la santé humaine	444	6 339	504	322	108	89	38	30	28	**7 902**
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	160	2 377	948	1 084	750	236	19	3	1	**5 578**
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	1 188	3 214	257	143	32	14	3	1	-	**4 852**
SZ	Autres activités de services	1 091	8 771	501	218	63	19	3	-	-	**10 666**
Ensemble		**16 252**	**128 663**	**16 825**	**10 525**	**3 833**	**1 948**	**464**	**145**	**91**	**178 746**

Source : Insee, Flores 2024 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

Le commerce, les transports et les services divers dominent le tissu des établissements employeurs

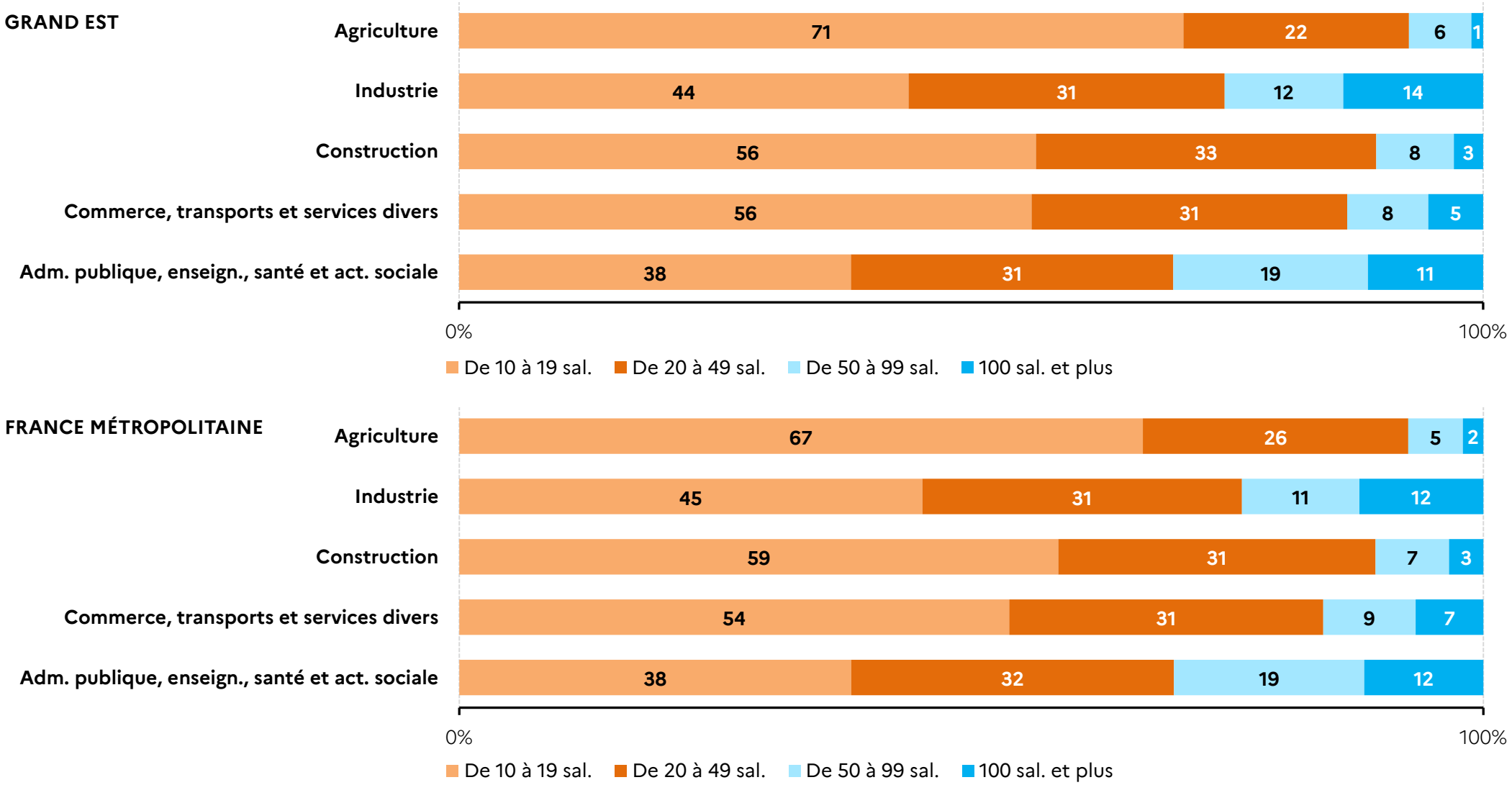
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS EN 5 GRANDS SECTEURS (EN %)



Source : Insee, Flores 2024 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

Les établissements de 10 à 19 salariés constituent la catégorie la plus représentée dans la majorité des secteurs d'activité

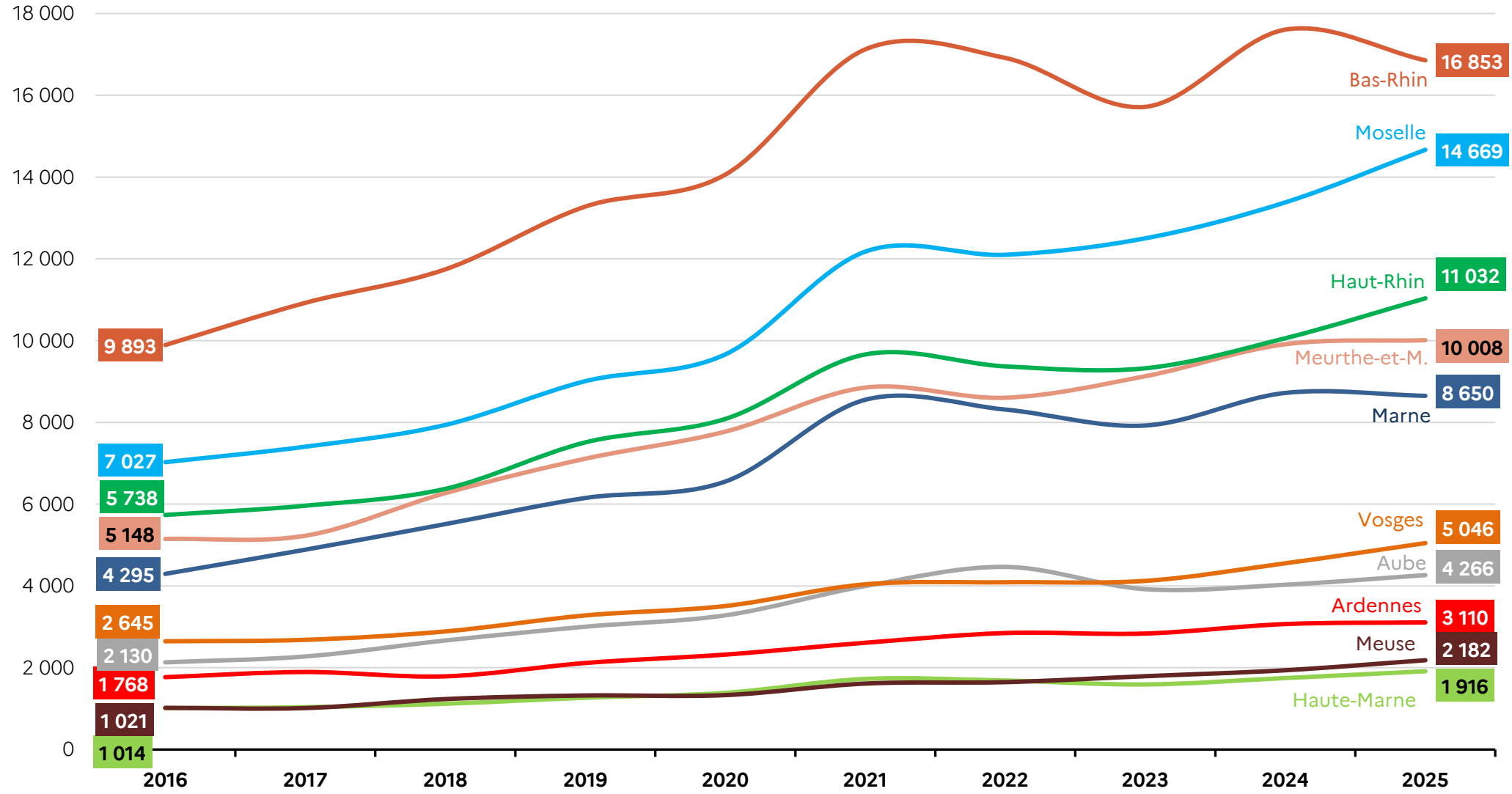
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE (EN %)



Source : Insee, Flores 2024 / Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense, hors activités extra-territoriales et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.

Le nombre d'établissements employeurs progresse dans tous les départements entre 2016 et 2025, avec des volumes particulièrement élevés dans le Bas-Rhin et la Moselle

CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2016-2025

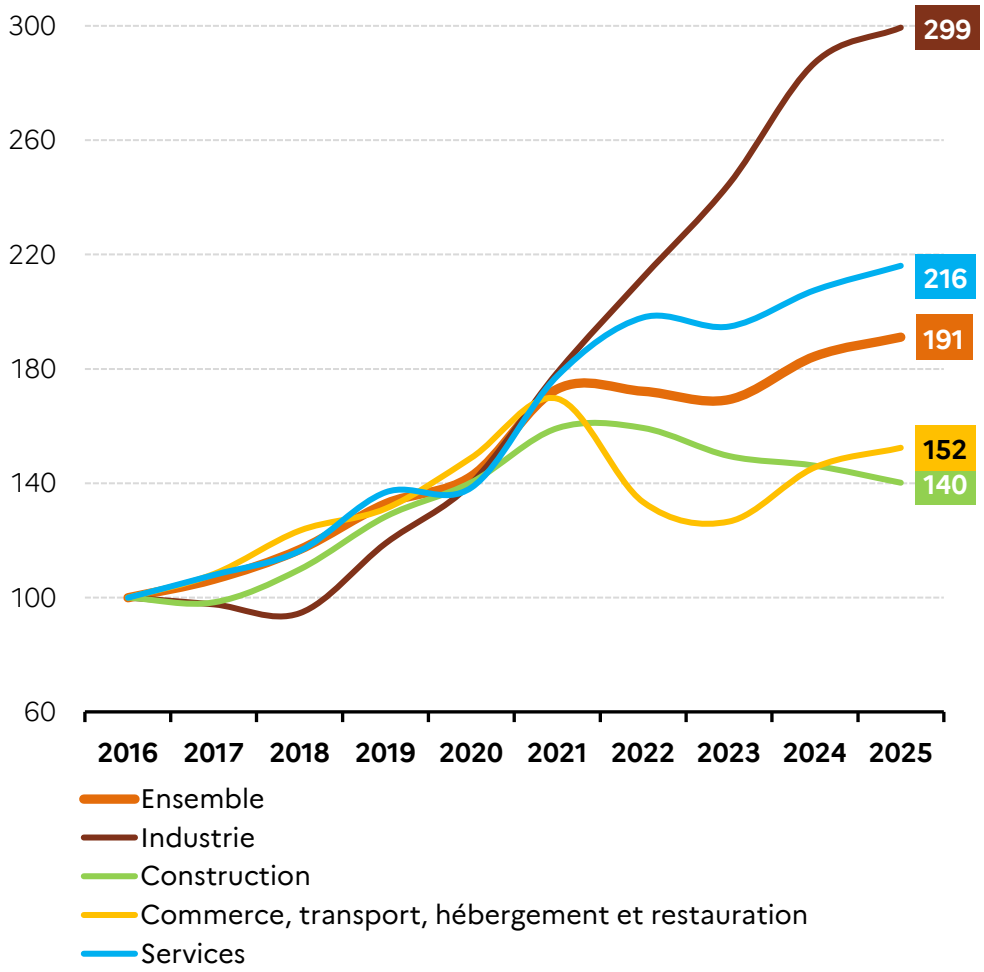


Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2026 / Champ : activités marchandes hors agriculture

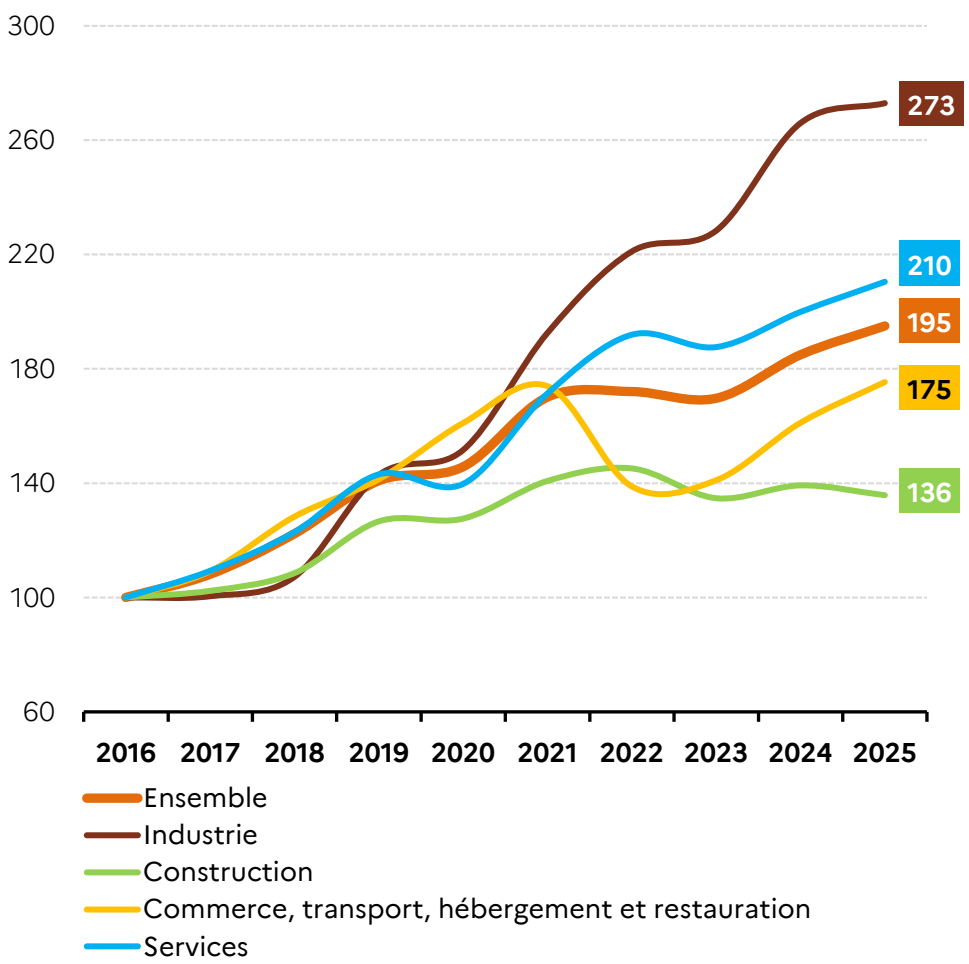
Les créations d'établissements repartent à la hausse en 2025, mais à un rythme moins soutenu

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2016-2025

INDICE BASE 100 EN 2016 - **GRAND EST**



INDICE BASE 100 EN 2016 - **FRANCE MÉTROPOLITAINE**



Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2026

Une reprise marquée des défaillances d'entreprises depuis 2021, avec une prédominance du Bas-Rhin, de la Moselle et du Haut-Rhin

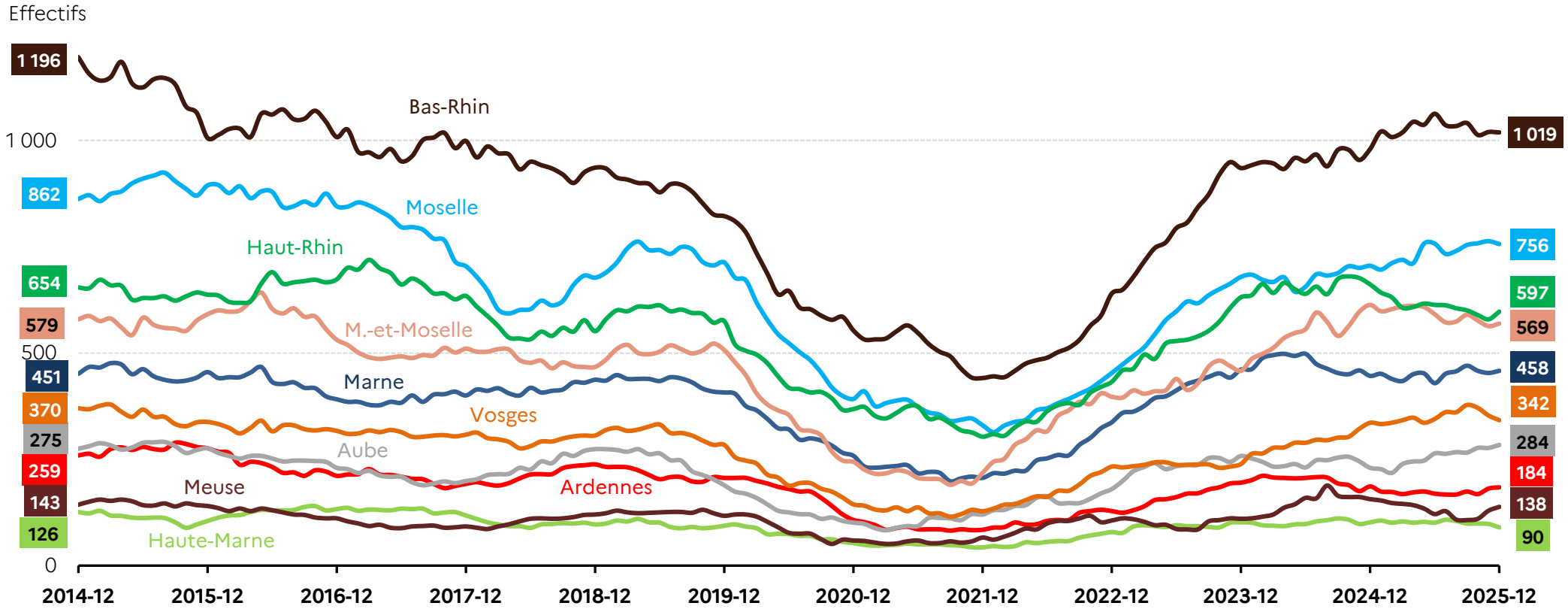
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2014-2025 SELON LES DÉPARTEMENTS

Défaillances d'entreprises : dans les statistiques de l'Insee, la défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire, dans un tribunal de commerce ou dans un tribunal de grande instance, à l'encontre d'une entreprise. Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements, c'est-à-dire lorsqu'elle ne peut plus faire face à ses dettes. Elle ne se traduit pas toujours par une liquidation. La défaillance d'entreprise ne doit pas être confondue avec la notion plus large de cessation d'activité qui correspond à l'arrêt total de son activité. Les liquidations qui font suite à une défaillance d'entreprises ne représentent qu'une petite partie des cessations d'entreprises.

Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : redressement par continuation ou reprise, ou liquidation.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire fait toujours l'objet d'une inscription au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC). Pour un même événement on enregistre donc deux dates :

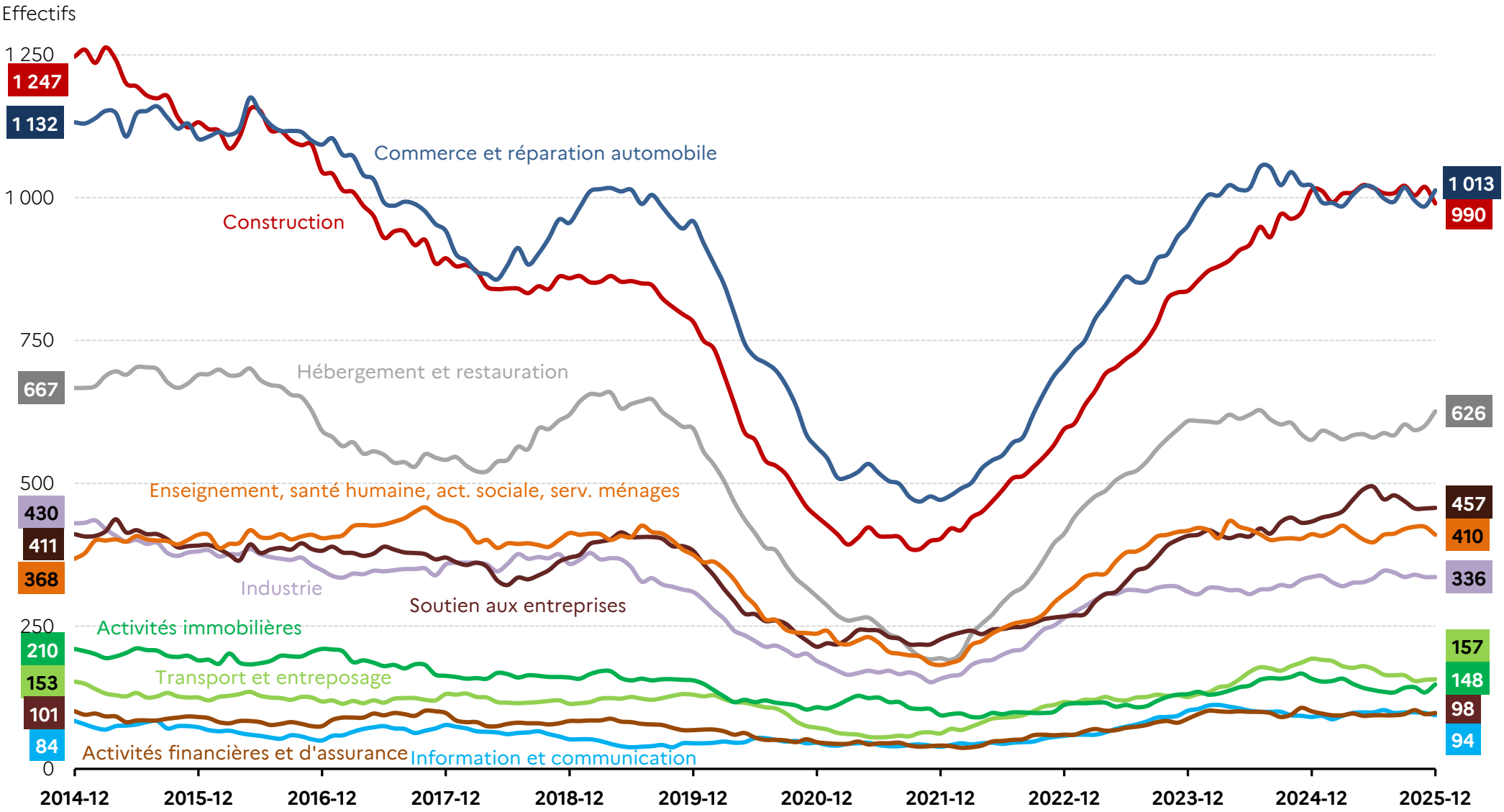
- la date de jugement (retenue ici) est la date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance ;
- la date de publication, est la date à laquelle l'information légale a été publiée dans le BODACC.



Source : Banque de France, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois

Une forte reprise des défaillances dans la construction et le commerce, qui concentrent l'essentiel des difficultés en 2025

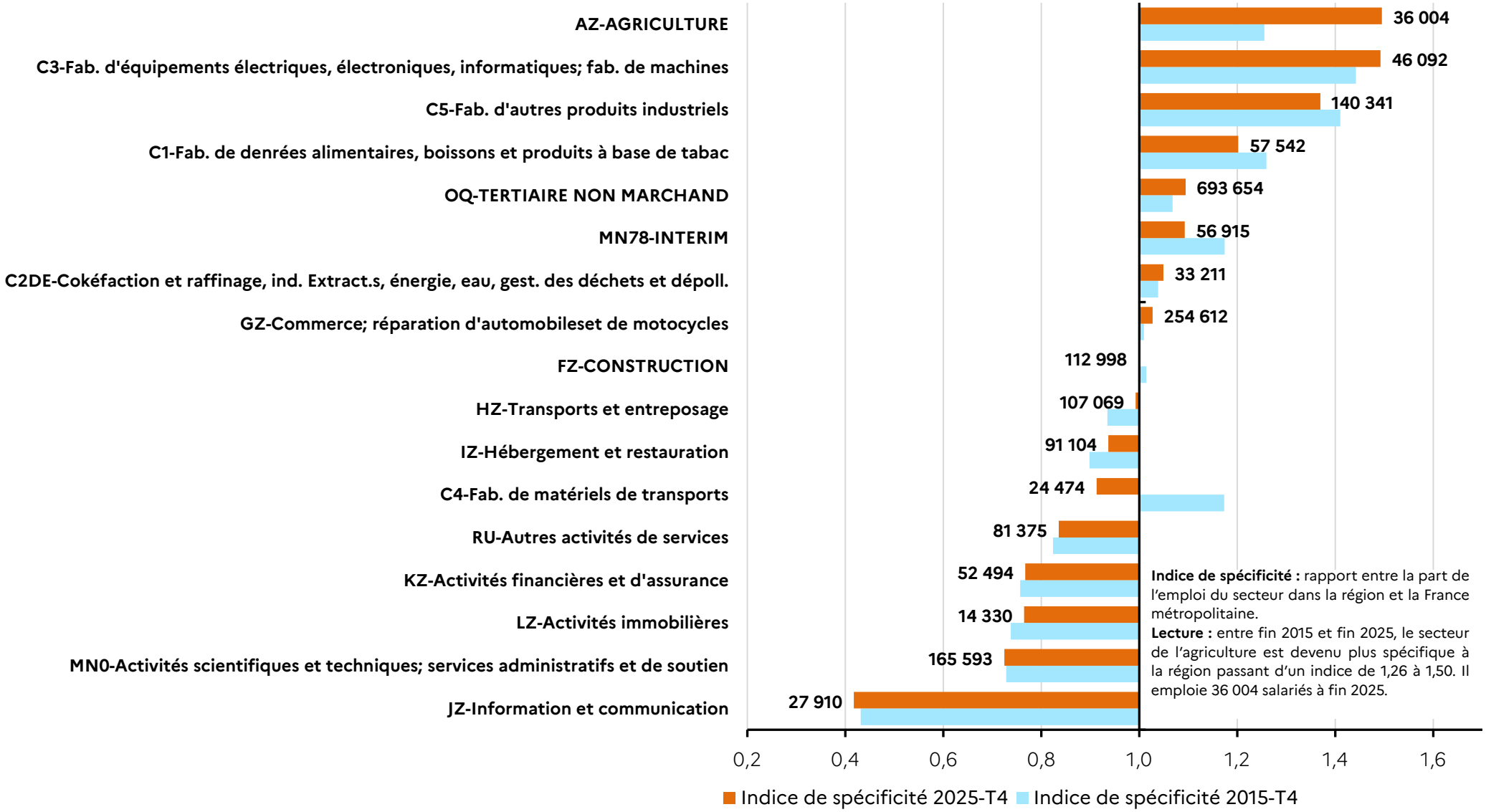
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2014-2025 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ



Source : Banque de France, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois / Champ : hors agriculture

Le Grand Est conserve une forte spécialisation agricole et industrielle

SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR



Sources : Insee - estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Les grands établissements employeurs du Grand Est sont principalement concentrés dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, avec une prédominance industrielle

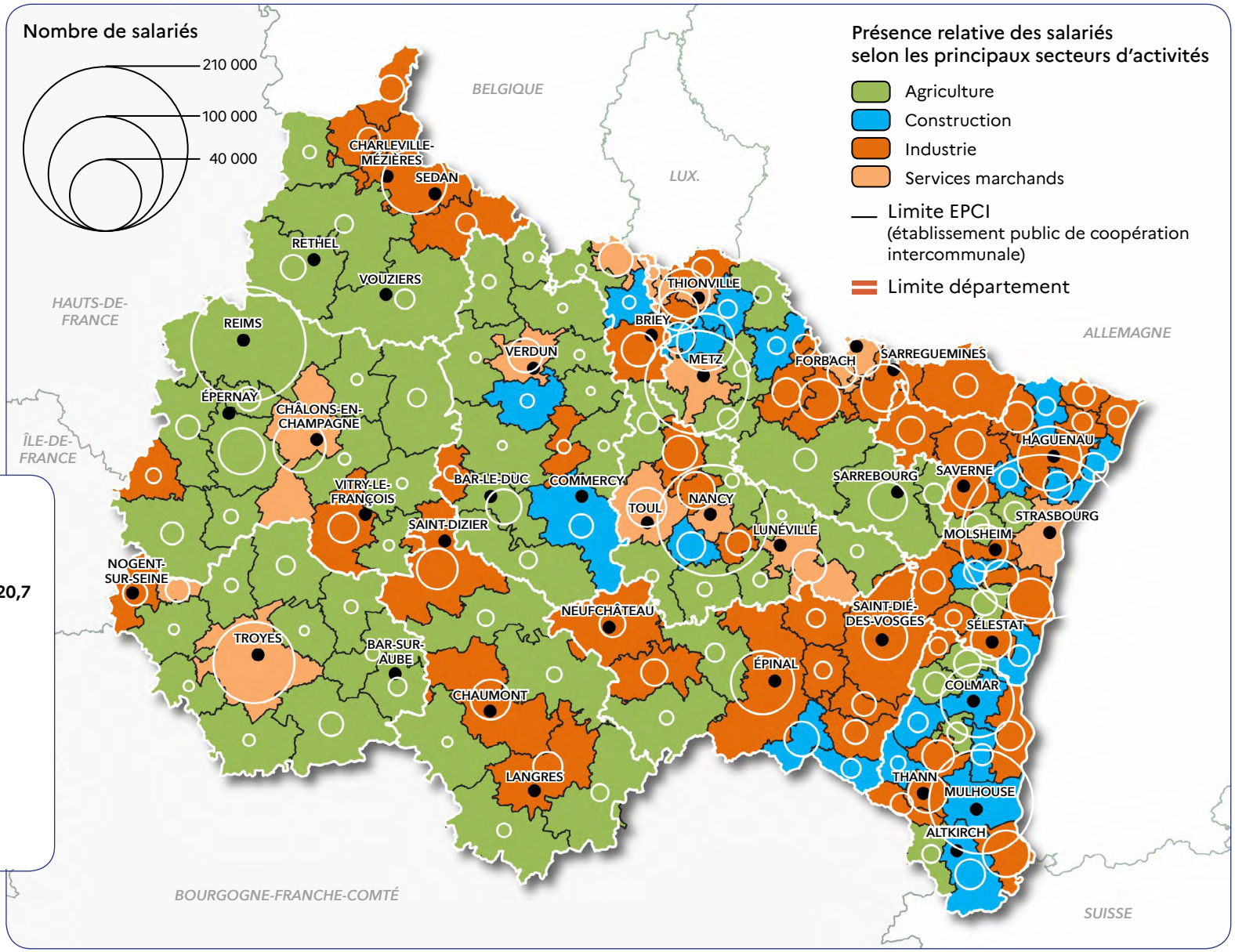
TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

Dép.	Commune	Dénomination	Secteur d'activité	Effectif
68	Sausheim	STELLANTIS AUTO SAS	Industrie automobile	De 3 000 à 4 999 salariés
57	Augny	AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS	Entreposage et services auxiliaires des transports	
67	Erstein	WURTH FRANCE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	
67	Molsheim	MILLIPORE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	De 2 000 à 2 999 salariés
67	Obernai	HAGER ELECTRO SAS	Fabrication d'équipements électriques	
57	Florange	ARCELORMITTAL FRANCE	Métallurgie	
54	Batilly	SOCIETE VEHICULES AUTOMOBILES BATILLY	Industrie automobile	
67	Strasbourg	COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOI	Transports terrestres et transport par conduites	De 1 000 à 1 999 salariés
68	Biesheim	CONSTELLIUM NEUF BRISACH	Métallurgie	
57	Cattenom	ELECTRICITE DE FRANCE	Production et distribution d'électr., de gaz, de vapeur et d'air conditionné	
51	Épernay	M H C S	Fabrication de boissons	
67	Saverne	KUHN SAS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
57	Vantoux	HOPITAUX PRIVES DE METZ	Activités pour la santé humaine	
57	Sarreguemines	CONTINENTAL FRANCE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	
57	Trémery	STELLANTIS AUTO SAS	Industrie automobile	
67	Haguenau	SCHAEFFLER FRANCE	Industrie automobile	
67	Strasbourg	L'ALSACIENNE DE PORTAGE DNA	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	
67	Fegersheim	LILLY FRANCE	Industrie pharmaceutique	
68	Colmar	LIEBHERR-FRANCE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
08	Villers-Semeuse	STELLANTIS AUTO SAS	Métallurgie	
67	Strasbourg	ALSACE CROISIERES - CROISIEUROPE	Transports par eau	
68	Mulhouse	ASS POUR ACCOMPAG MAINTIEN A DOMICILE	Action sociale sans hébergement	
57	Hambach	INEOS AUTOMOTIVE SAS	Industrie automobile	
68	Mulhouse	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEMESSY	Travaux de construction spécialisés	
54	Maxéville	ISS FACILITY SERVICES	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	

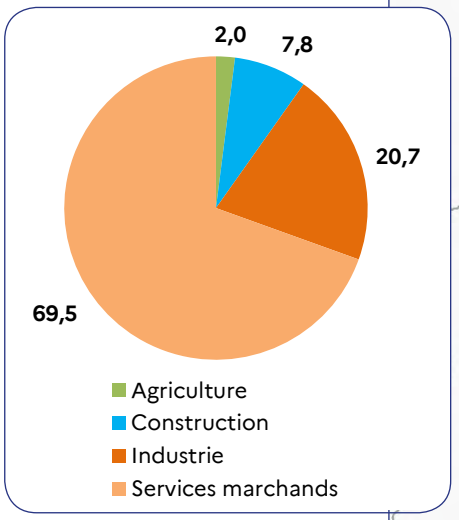
Source : Insee - Flores - établissements 2024 / Champ : effectif salarié du secteur privé marchand (hors intérim)

Les services marchands concentrent la majorité des emplois salariés

PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI



Grand Est : part de salariés selon le secteur d'activité (en %)



Source : Insee - Flores-établissements 2024
Champ : effectif salarié du secteur privé marchand (hors intérim)

Les politiques d'emploi ont pour objectif de soutenir l'emploi, de faciliter le retour à l'emploi des personnes au chômage et de réduire les tensions sur le marché du travail. Le contrat d'apprentissage reste la mesure la plus encouragée pour favoriser l'insertion ou le retour rapide des jeunes vers l'emploi. Il permet à tout jeune de 16 à 29 ans révolus de suivre une formation en alternance entre l'entreprise et le centre de formation des apprentis (CFA), sur une durée de 6 mois à 3 ans. Le nombre de contrats d'apprentissage a fortement progressé à partir de 2020, porté par la mise en place d'un dispositif d'aide exceptionnel à l'embauche particulièrement attractif pour les employeurs (5 000 € pour le recrutement d'un apprenti mineur et 8 000 € pour un majeur entre 2020 et 2022). Dans le Grand Est, le nombre de contrats a doublé entre 2019 et 2022, passant de 29 300 à 59 400. Cette progression, bien que très soutenue, demeure inférieure à celle observée au niveau national (+125 %). Après cette phase de forte expansion, la croissance du nombre de contrats s'est nettement ralentie. Les effectifs continuent d'augmenter légèrement entre 2023 et 2024, avant de reculer en 2025, tant dans le Grand Est qu'au niveau national.

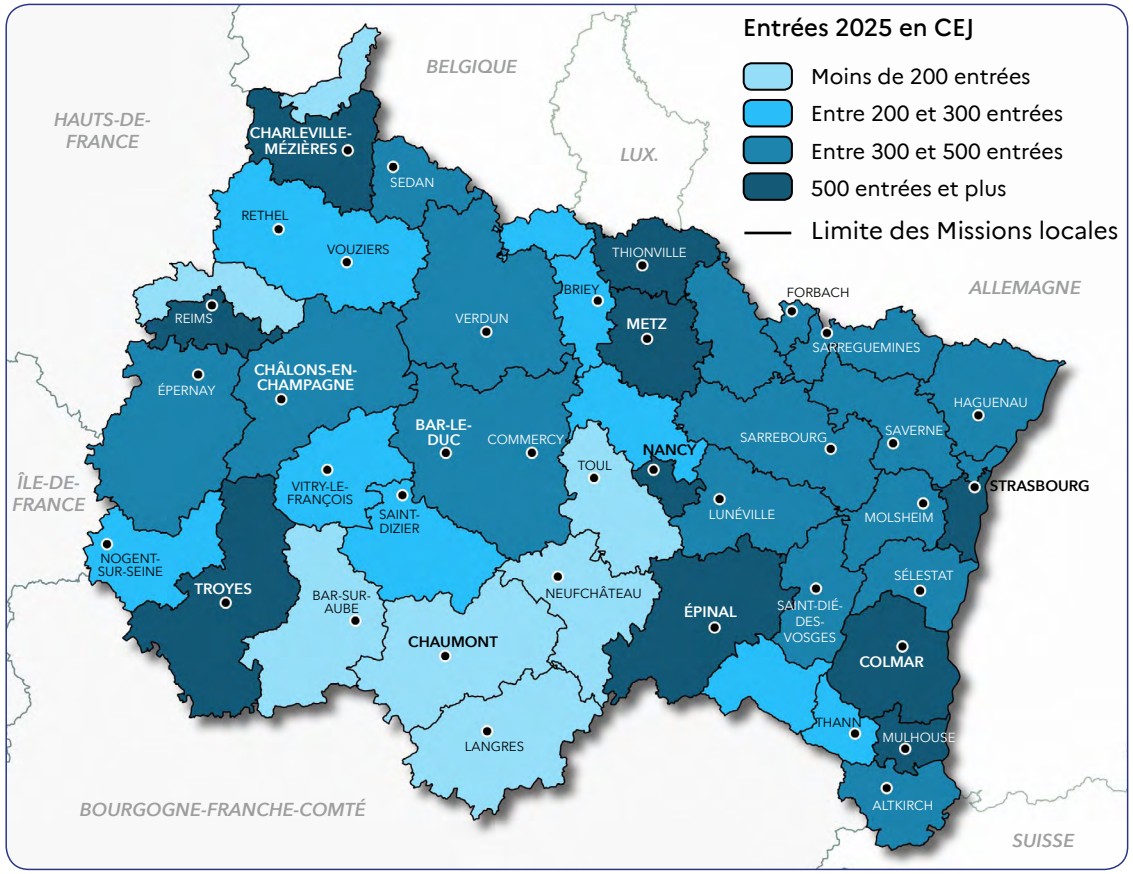
Le contrat d'engagement jeune (CEJ) a pris en 2022 le relais de l'ex-garantie jeunes et est le principal dispositif d'accompagnement renforcé vers l'emploi à destination des jeunes. Le CEJ s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Près de 21 110 entrées en CEJ ont été réalisées dans le Grand Est en 2025, ce nombre enregistrant une légère baisse par rapport à 2024 (-0,5 %). Le CEJ demeure étroitement lié au PACEA (parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie), celui-ci pouvant être proposé aux jeunes en amont ou en sortie d'un CEJ.

Le contrat PEC (parcours emploi compétences) est un contrat aidé destiné à faciliter l'insertion professionnelle durable des personnes les plus éloignées de l'emploi. Près de 1 980 PEC ont été conclus dans la région en 2025 (soit -50,2 % par rapport à 2024).

L'insertion par l'activité économique (IAE) a bénéficié d'un effort soutenu de financement de l'État en 2023 et 2024. L'IAE s'adresse à des personnes un peu plus éloignées de l'emploi que celles pouvant bénéficier d'un contrat aidé. Elle mobilise en son sein les entreprises d'insertion (EI), les associations intermédiaires (AI), les entreprises de travail temporaires d'insertion (ETTI), les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) et les entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI). Près de 38 900 personnes sont entrées dans les structures de l'IAE du Grand Est en 2025. Ce nombre est en baisse de 4,6 % sur un an.

ENTRÉES EN PACEA ET CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE

ANNÉE 2025	PACEA	CEJ
Ardennes	2 423	1 324
Aube	1 915	1 475
Marne	2 806	2 312
Haute-Marne	941	584
Meurthe-et-Moselle	2 856	2 679
Meuse	644	748
Moselle	4 257	3 764
Bas-Rhin	4 148	3 980
Haut-Rhin	2 427	2 842
Vosges	1 796	1 401
Grand Est	**24 213**	**21 109**
Habitant en QPV	*17,5 %*	*18,6 %*
France métropolitaine	273 654	269 624
Poids Grand Est / France métropolitaine	*8,8 %*	*7,8 %*



PACEA : le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) est le cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, unique et adaptable aux besoins du jeune.

Contrat d'engagement jeune (CEJ) : remplaçant la Garantie jeunes au 1er mars 2022, le CEJ apporte un accompagnement intensif et individuel, aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en vue de favoriser leur entrée rapide et durable dans l'emploi. Il s'adresse aux jeunes qui ne sont pas déjà en emploi, ni en formation, ni étudiants. Selon sa situation, le bénéficiaire peut disposer d'une aide financière pour faciliter son insertion sur le marché du travail.

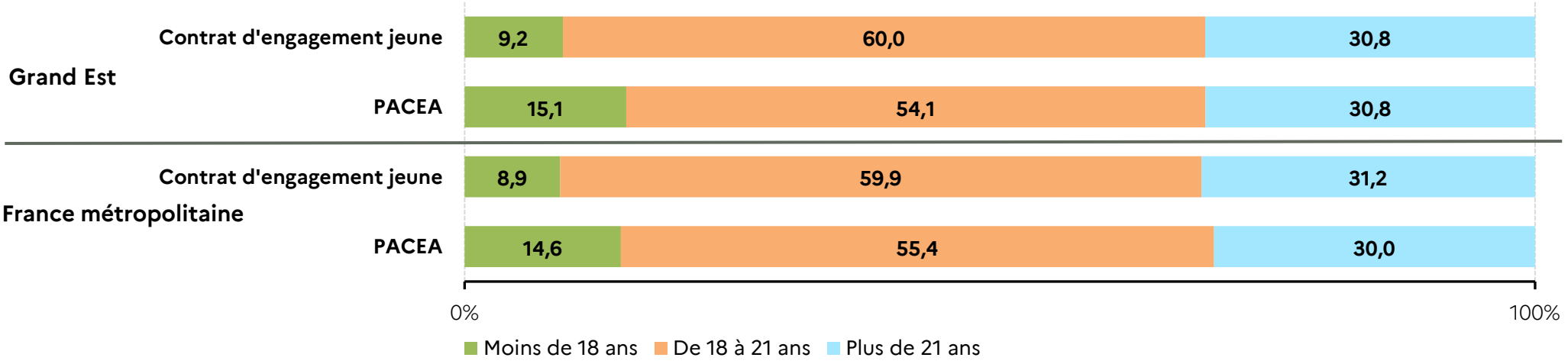
Source : DGEFP - Pop - extraction du 31 juillet 2026 / Champ : PACEA contrats y compris reconductions, CEJ contrats hors reconductions

RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET EN CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE

RÉPARTITION PAR **SEXE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF



RÉPARTITION PAR **TRANCHE D'ÂGE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF

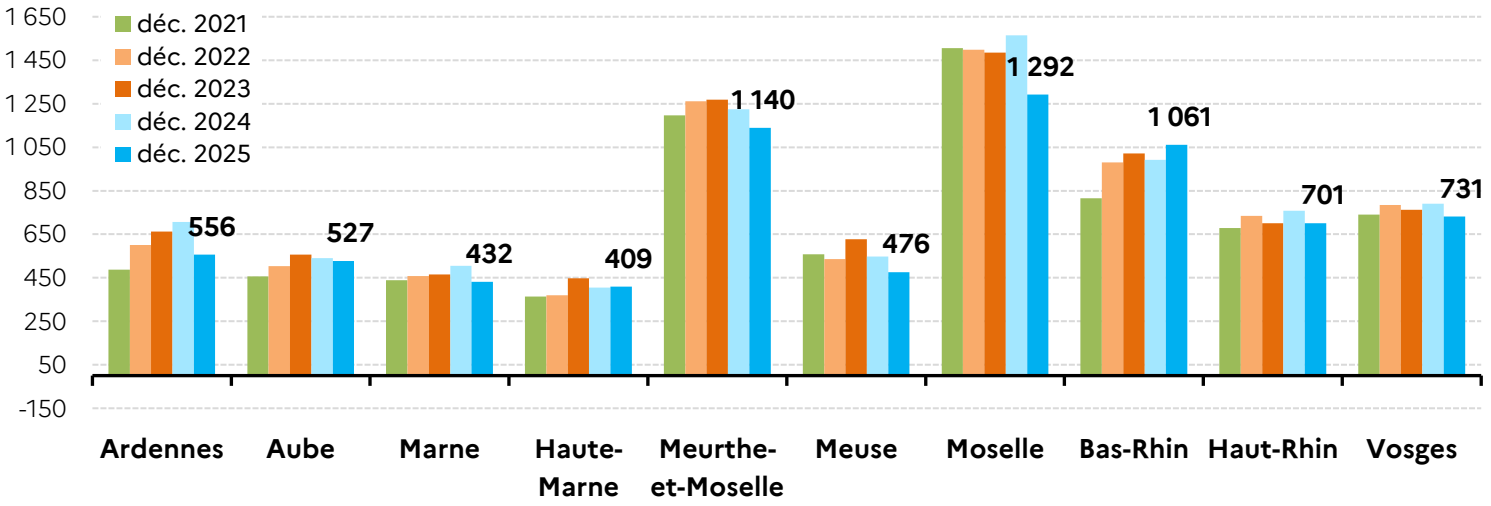


Source : DGEFP - Pop - extraction du 31 juillet 2026 / Champ : PACEA contrats y compris reconductions, CEJ contrats hors reconductions

NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)

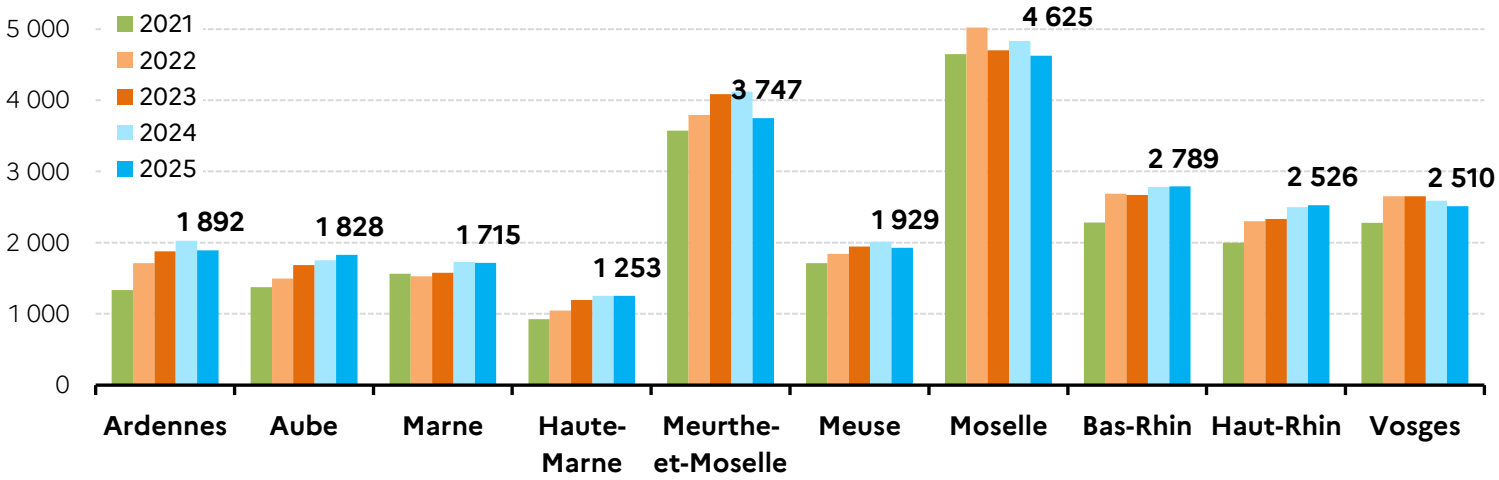
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2021	7 243	57 186
déc. 2022	7 727	60 852
déc. 2023	7 999	61 249
déc. 2024	8 034	61 159
déc. 2025	7 325	56 880

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



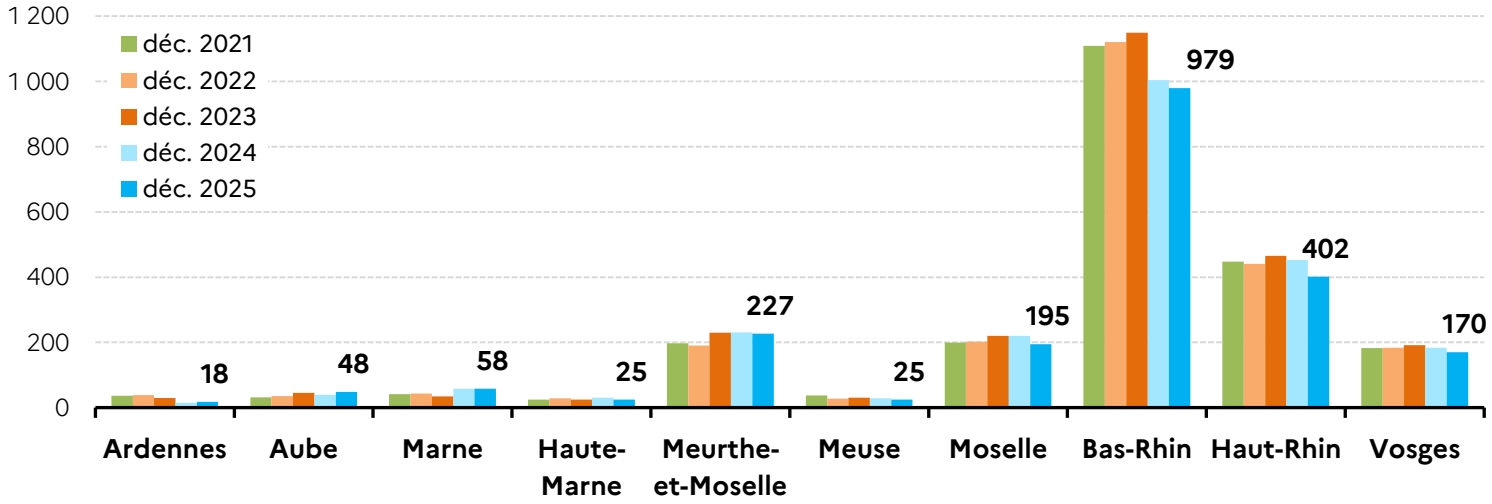
	Grand Est	France métro.
2021	21 685	159 624
2022	24 081	172 238
2023	24 718	176 541
2024	25 592	178 296
2025	24 814	173 865

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juillet 2026

NOMBRE DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)

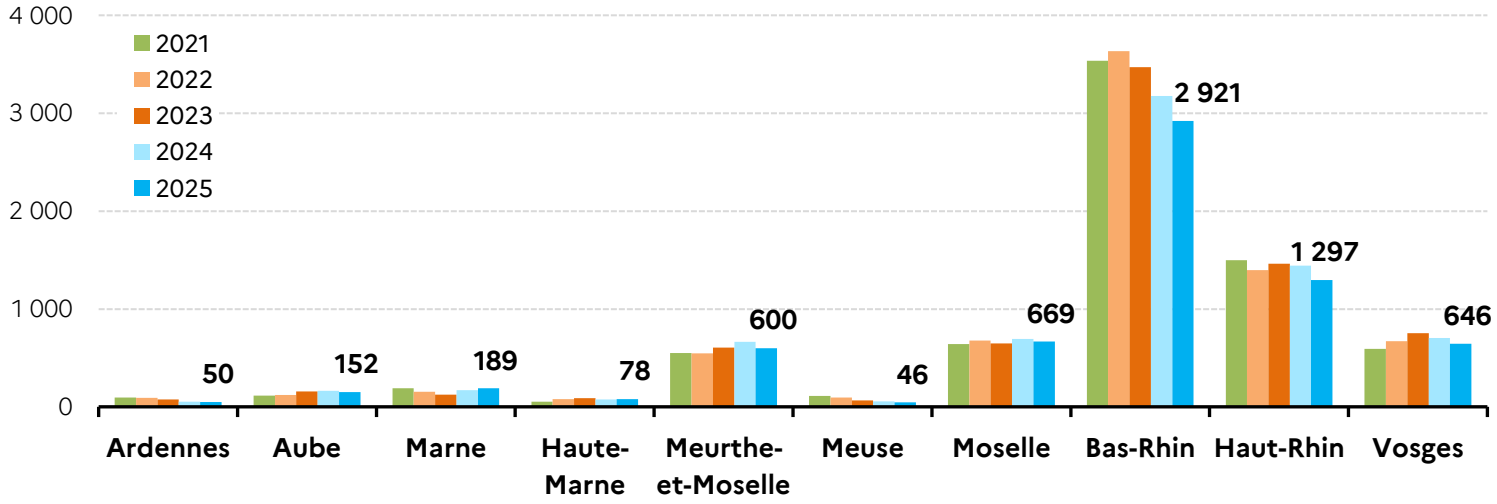
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2021	2 309	17 340
déc. 2022	2 314	18 354
déc. 2023	2 422	18 621
déc. 2024	2 265	18 835
déc. 2025	2 147	18 357

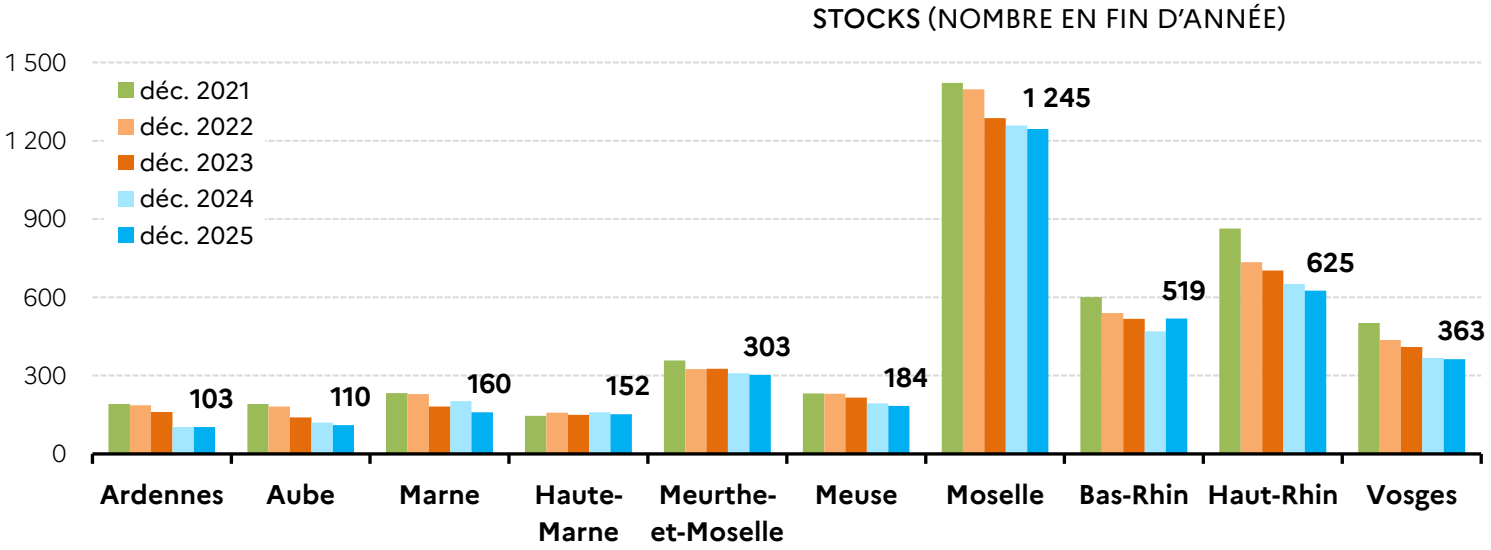
ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



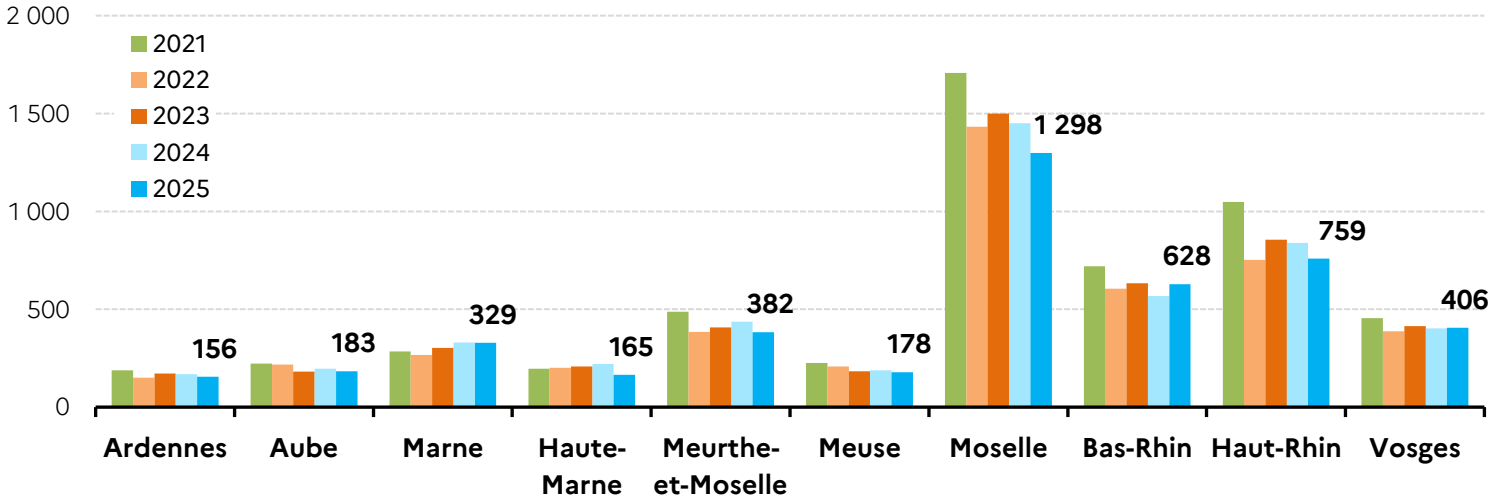
	Grand Est	France métro.
2021	7 385	47 079
2022	7 472	50 315
2023	7 455	51 115
2024	7 200	51 801
2025	6 648	51 333

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juillet 2026

NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)



	Grand Est	France métro.
déc. 2021	4 738	45 947
déc. 2022	4 420	42 158
déc. 2023	4 091	38 895
déc. 2024	3 834	35 614
déc. 2025	3 764	33 821

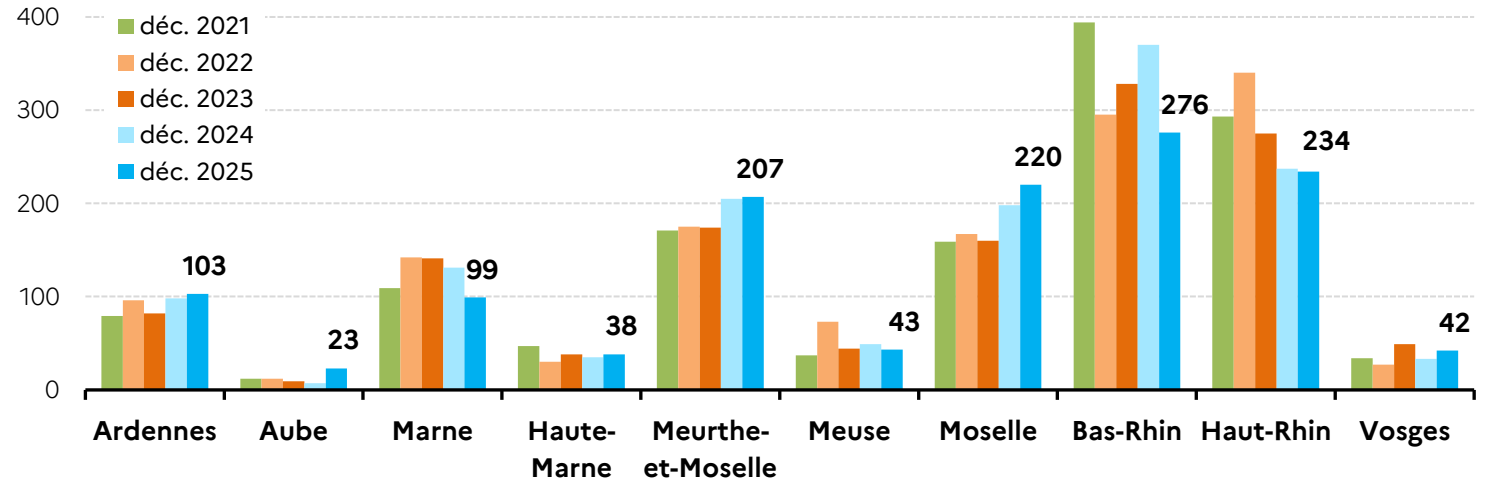


	Grand Est	France métro.
2021	5 534	60 979
2022	4 607	47 819
2023	4 852	47 745
2024	4 800	46 154
2025	4 484	42 546

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juillet 2026

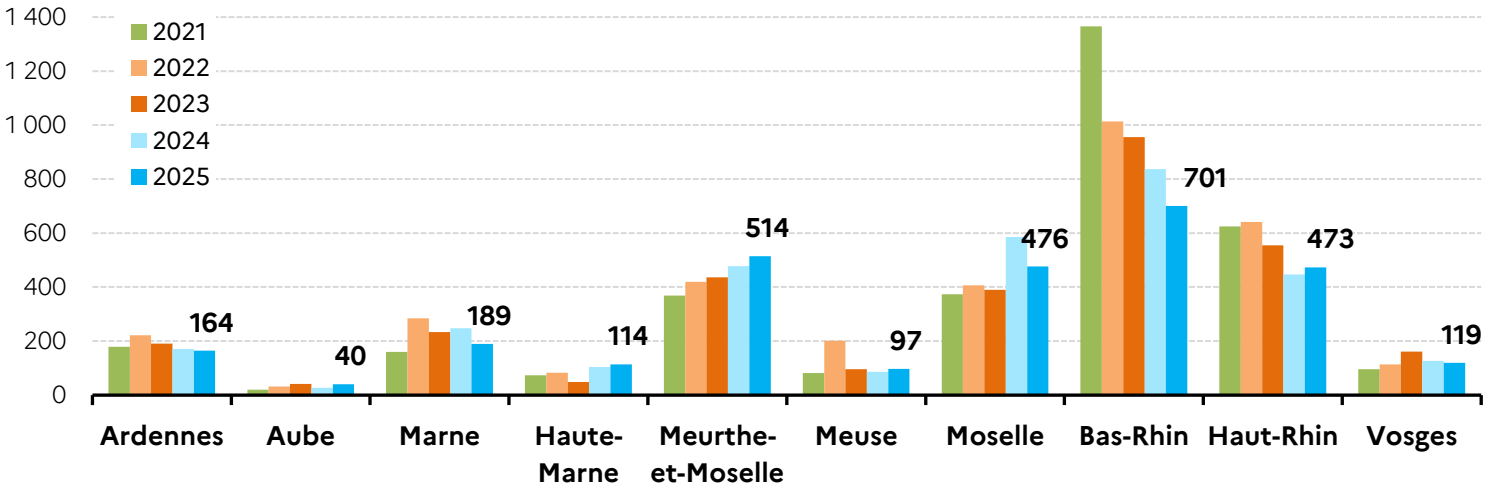
NOMBRE DE MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2021	1 335	15 744
déc. 2022	1 357	16 579
déc. 2023	1 300	16 454
déc. 2024	1 363	16 155
déc. 2025	1 285	16 519

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



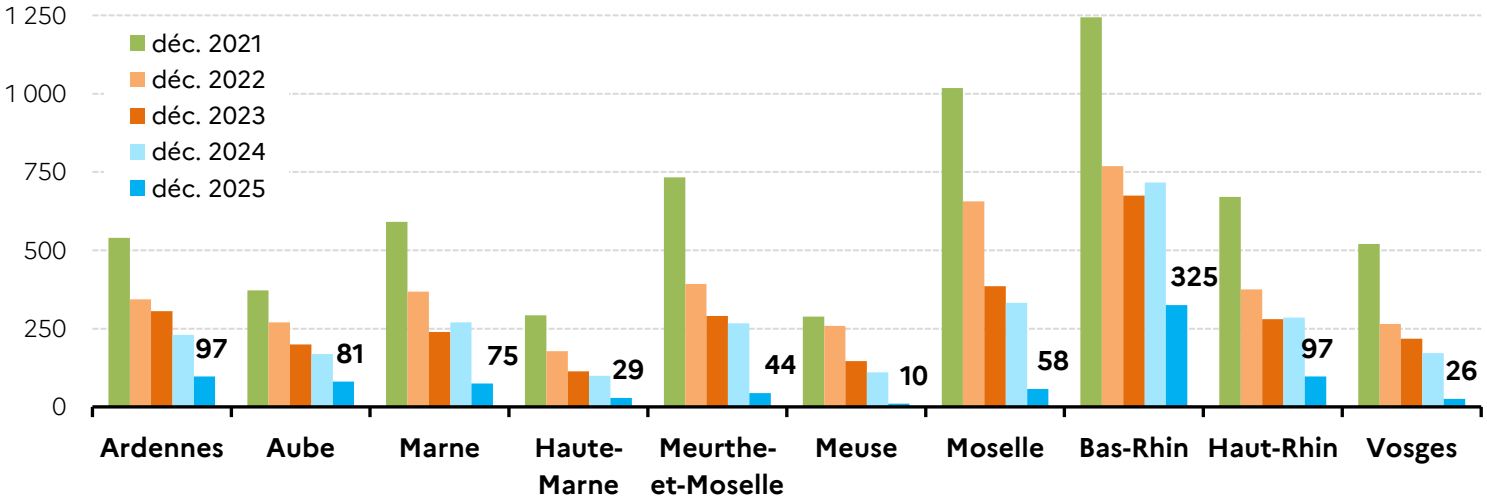
	Grand Est	France métro.
2021	3 342	32 860
2022	3 414	34 918
2023	3 106	34 679
2024	3 109	33 130
2025	2 887	31 885

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juillet 2026

NOMBRE DE CONTRATS PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)

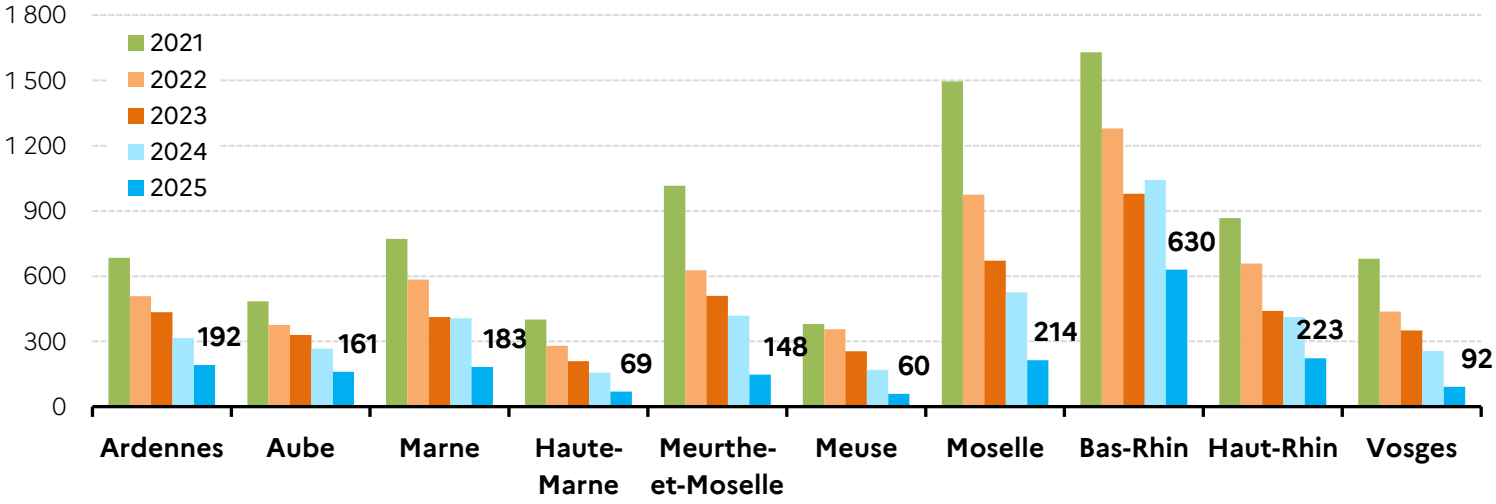
Depuis janvier 2018, les parcours emploi compétences (PEC) remplacent les CUI-CAE. Ces contrats sont recentrés sur l'accès à la formation et à l'acquisition des compétences en parallèle de la mise en situation professionnelle. Le cadre juridique est inchangé (prescription sous la forme d'un CUI-CAE), avec un taux de prise en charge moyen par l'Etat abaissé à 50 %. Seuls les employeurs respectant le triptyque emploi-formation-accompagnement pourront désormais embaucher des publics éloignés de l'emploi en PEC

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2021	6 271	65 028
déc. 2022	3 877	36 582
déc. 2023	2 855	32 252
déc. 2024	2 652	28 366
déc. 2025	842	8 436

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

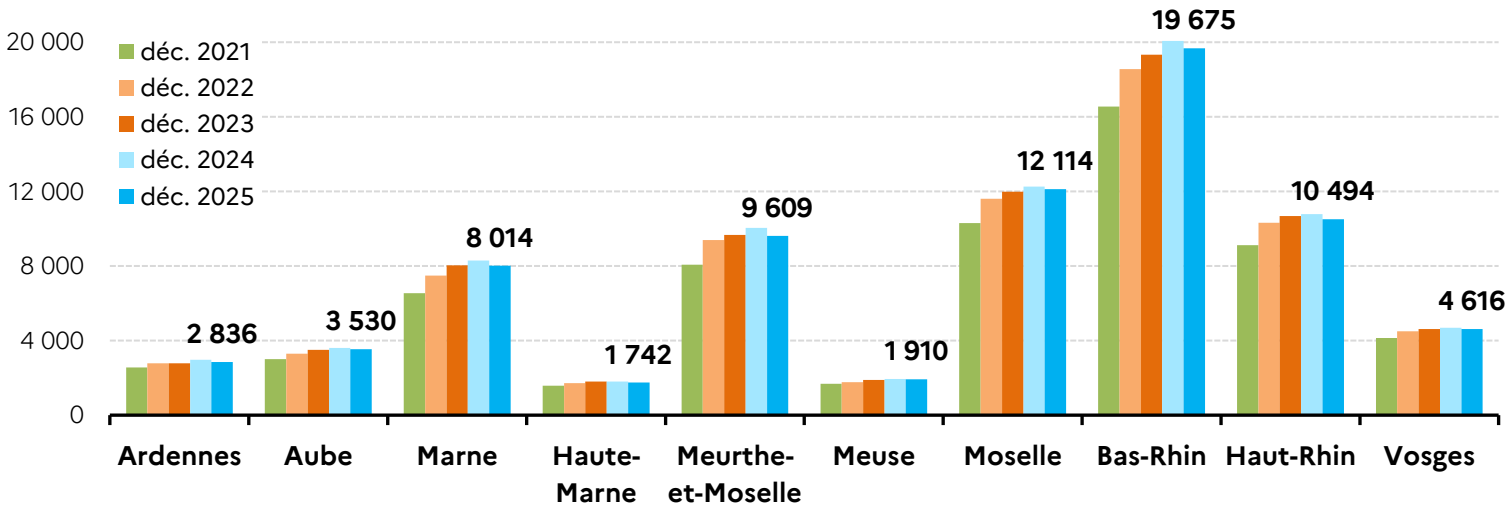


	Grand Est	France métro.
2021	8 410	83 494
2022	6 082	58 583
2023	4 593	45 468
2024	3 968	39 685
2025	1 972	14 182

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juillet 2026

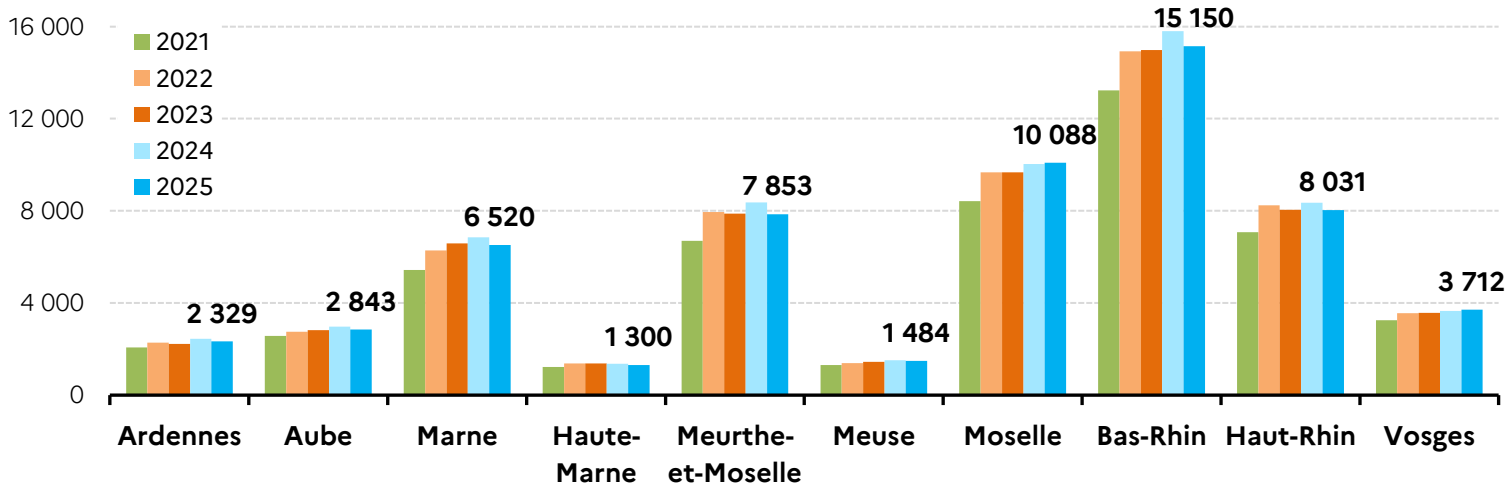
NOMBRE DE CONTRATS D'APPRENTISSAGE

STOCKS (NOMBRE EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2021	63 444	837 504
déc. 2022	71 339	949 397
déc. 2023	74 217	993 814
déc. 2024	76 375	1 027 171
déc. 2025	74 540	993 786

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
2021	51 244	714 644
2022	58 402	812 480
2023	58 596	830 255
2024	61 345	867 167
2025	59 310	825 447

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juillet 2026

Pour accompagner les ménages les plus en difficultés, diverses allocations sociales existent comme le revenu de solidarité active (RSA) : il compte 136 800 allocataires dans le Grand Est. Comme au national, 4,9% de la population régionale est couverte par le RSA (allocataire, conjoint et personne à charge). La disparité territoriale est importante : dans les Ardennes, ce taux s'élève à 6,6 % contre 4,2 % dans le Haut-Rhin. L'allocation de solidarité spécifique (ASS), à destination des demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits ou aux demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sous certaines conditions d'activité, bénéficie à 0,7 % de la population de 15 à 64, à peine plus qu'en France métropolitaine (0,6 %). Cette part atteint 1,0 % dans les Vosges. Les allocations de minimum vieillesse (ASPA et AVS) concernent, elles, 2,9 % des 60 ans et plus (contre 3,5 % au national). La prime d'activité est versée à 378 800 personnes en emploi dans le Grand Est, soit une personne en emploi sur six.

L'aide sociale à l'enfance regroupe de nombreux dispositifs d'accueil. En termes de nombre de places (hors familles d'accueil), les maisons d'enfance à caractère social sont le principal dispositif. Les politiques publiques en faveur des personnes en situation de handicap ou à destination des personnes âgées sont diverses, soit via de l'aide sociale (aide à domicile, aide à l'accueil), soit via des établissements d'hébergement. Par exemple, le Grand Est comptabilise plus de 52 000 places en EHPAD.

Le droit au logement opposable (DALO) a permis à 584 ménages de trouver une solution de logement en 2024. Le surendettement, lui, touche 14 400 personnes dans le Grand Est. 64 % des ménages surendettés vivent sous le seuil de pauvreté.

La part de la population régionale couverte par le RSA est identique au niveau national, avec des disparités suivant les départements du Grand Est

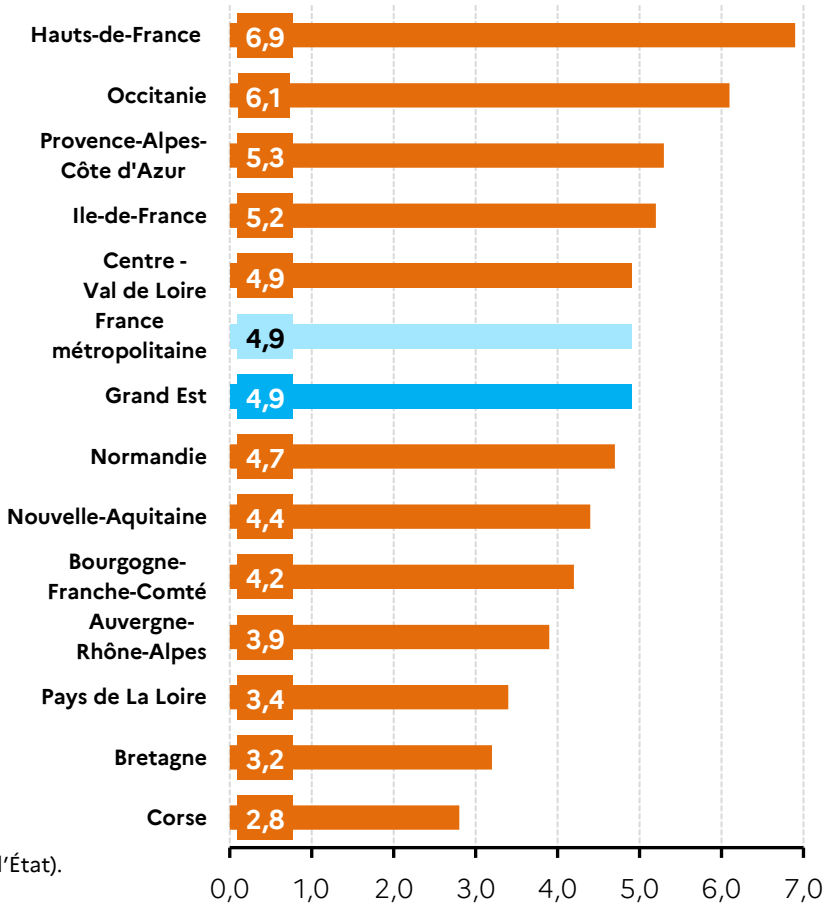
ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Le revenu de solidarité active (RSA) : le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (RSA jeune).
Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.Le montant de l'allocation sera égal à la différence entre le montant maximal de RSA et la moyenne mensuelle des ressources du ménage, y compris les prestations familiales (sauf exceptions). Pour une personne seule, ce montant a été fixé à 651,69 € (au 1er avril 2026).

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Allocataires du RSA	Dont :		Taux de population couverte par le RSA en % (2)
		RSA majoré	RSA non majoré (1)	
Ardennes	8 882	983	7 899	6,6
Aube	9 231	1 238	7 993	6,2
Marne	14 450	1 933	12 517	5,3
Haute-Marne	4 097	531	3 566	5,1
Meurthe-et-Moselle	20 954	2 008	18 946	5,6
Meuse	4 259	460	3 799	4,6
Moselle	24 063	2 410	21 653	4,6
Bas-Rhin	25 190	2 681	22 509	4,3
Haut-Rhin	15 735	1 720	14 015	4,2
Vosges	9 966	1 015	8 951	5,4
Grand Est	**136 827**	**14 979**	**121 848**	**4,9**
France métropolitaine	1 648 624	182 458	1 466 166	4,9

(1) Les bénéficiaires du RSA jeunes sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré
(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge. Hors « RSA jeunes » (à la charge de l'État).

TAUX DE POPULATION COUVERTE PAR LE RSA (EN %)



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2025 ; ISD : Insee, Drees, Cnaf, MSA, Estimations de population 2025

Une part des allocataires de l'ASS plus importante dans les Vosges, moindre dans le Bas-Rhin

ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE

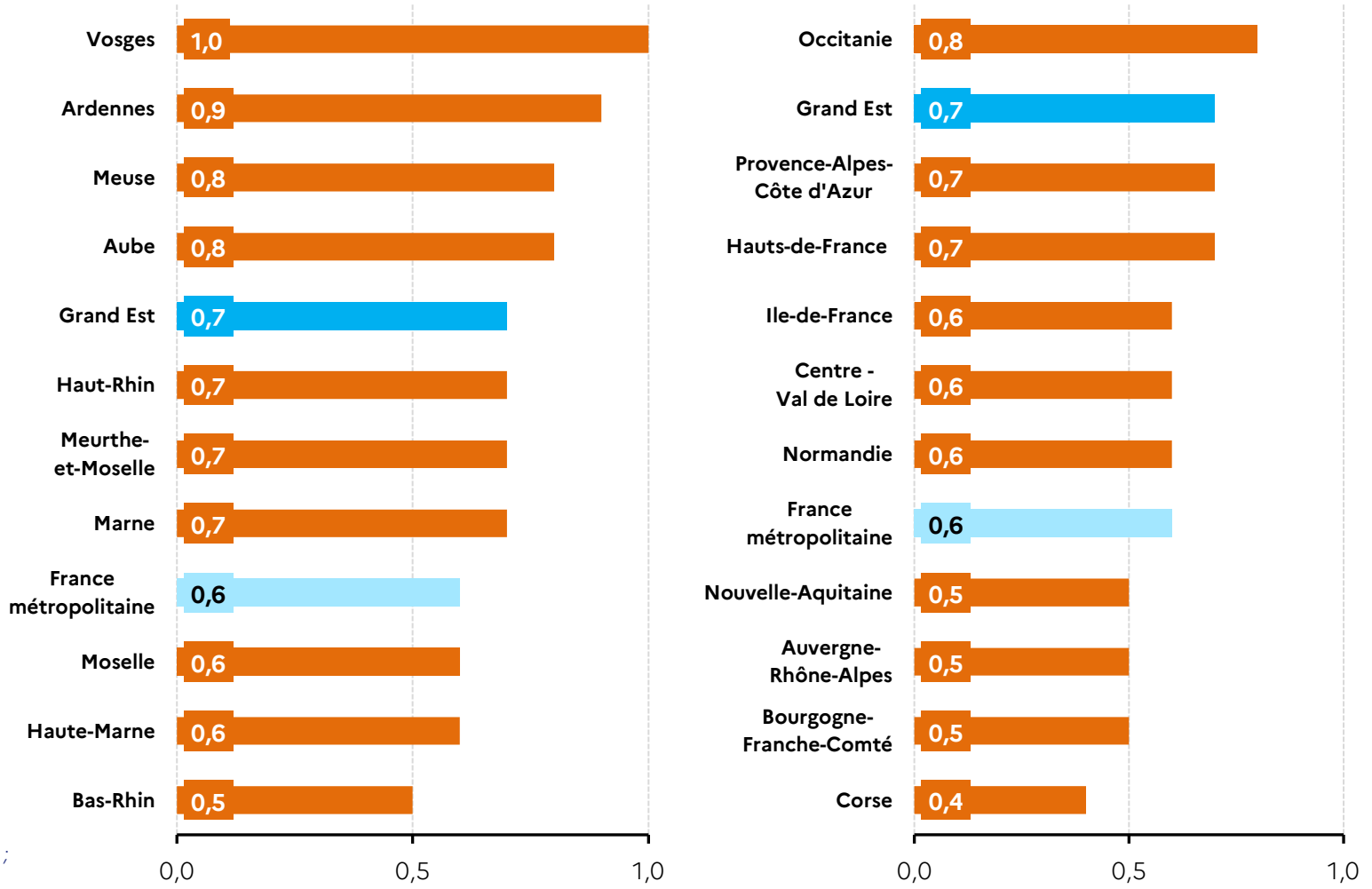
L'allocation de solidarité spécifique (ASS) : Instituée en 1984, l'ASS est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Pour une personne seule sans emploi, le montant mensuel de l'ASS peut s'élever jusqu'à 584,40 € (condition : ressources inférieure à 1 363,60 €).

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Nombre d'allocataires de l'ASS
Ardennes	1 472
Aube	1 550
Marne	2 267
Haute-Marne	585
Meurthe-et-Moselle	3 149
Meuse	783
Moselle	3 668
Bas-Rhin	3 604
Haut-Rhin	3 279
Vosges	2 036
Grand Est	22 393
France métropolitaine	240 519

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2025 ; ISD : Insee, Drees, France Travail

ALLOCATAIRES DE L'ASS POUR 100 PERSONNES DE 15 À 64 ANS



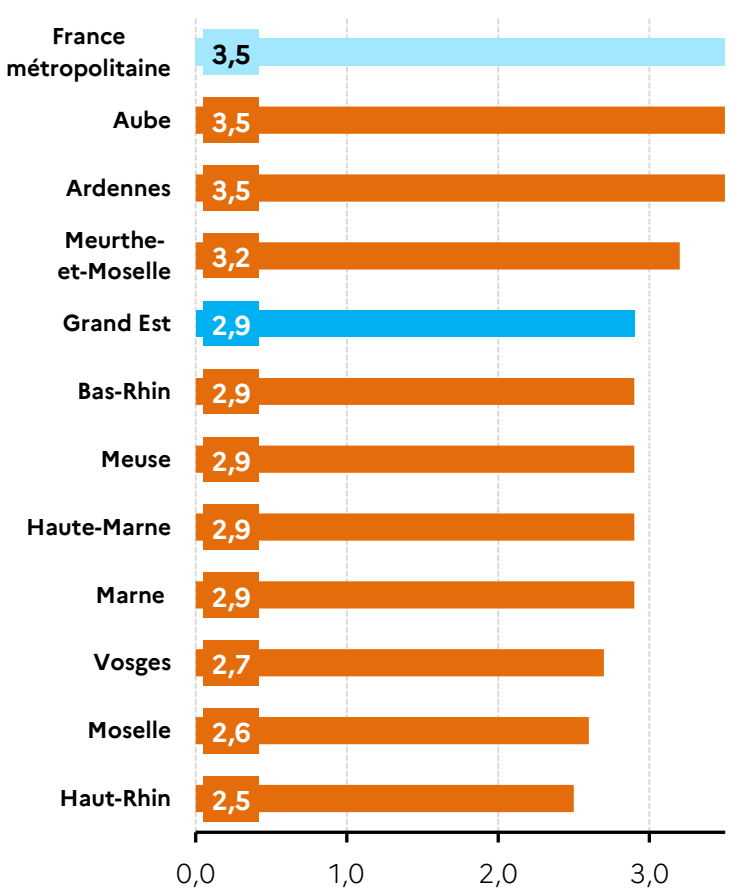
Une part moindre des allocataires de minimum vieillesse dans le Grand Est

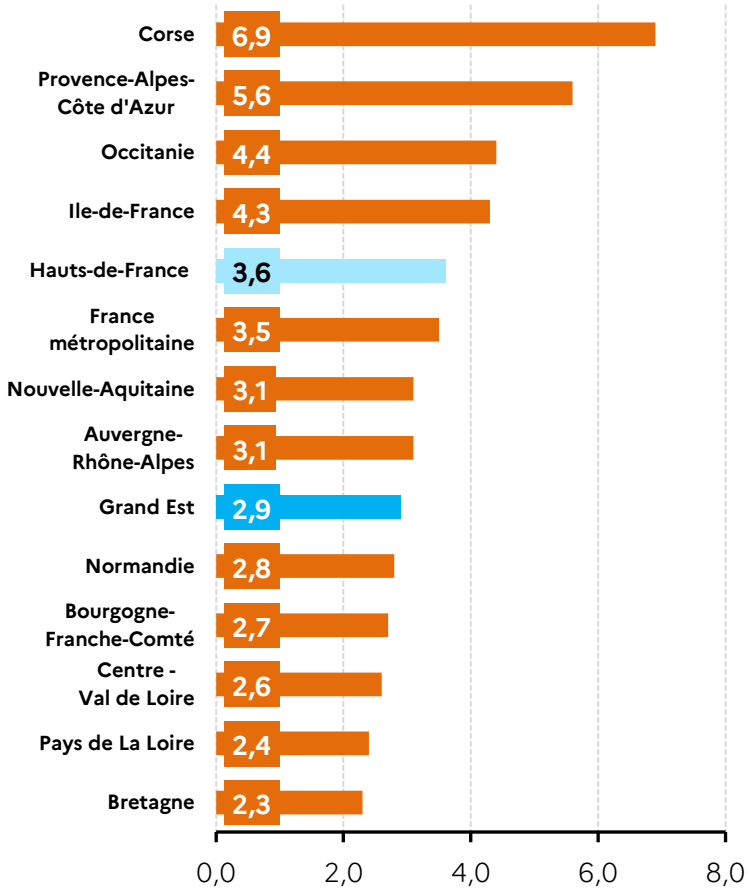
ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et **l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)** est entrée en vigueur en 2007 suite à la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse. Pour une personne seule, le montant maximum attribué par mois est de 1 043,59 € (soit 12 523,14 € maximum par an). Le montant qui est attribué est égal à la différence entre le montant maximum par mois de l'Aspa (1 043,59 €) et le montant des revenus.

AU 31 DÉCEMBRE 2023	Nombre d'allocataires ASV et ASPA
Ardennes	2 880
Aube	3 198
Marne	4 534
Haute-Marne	1 660
Meurthe-et-Moselle	6 300
Meuse	1 705
Moselle	7 828
Bas-Rhin	9 130
Haut-Rhin	5 403
Vosges	3 290
Grand Est	**45 928**
France métropolitaine	656 273

ALLOCATAIRES DE L'ASV ET DE L'ASPA POUR 100 PERSONNES DE 60 ANS ET PLUS





Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 : estimation Drees, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête Drees auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA , de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France

1 personne en emploi sur 6 touche la prime d'activité dans le Grand Est

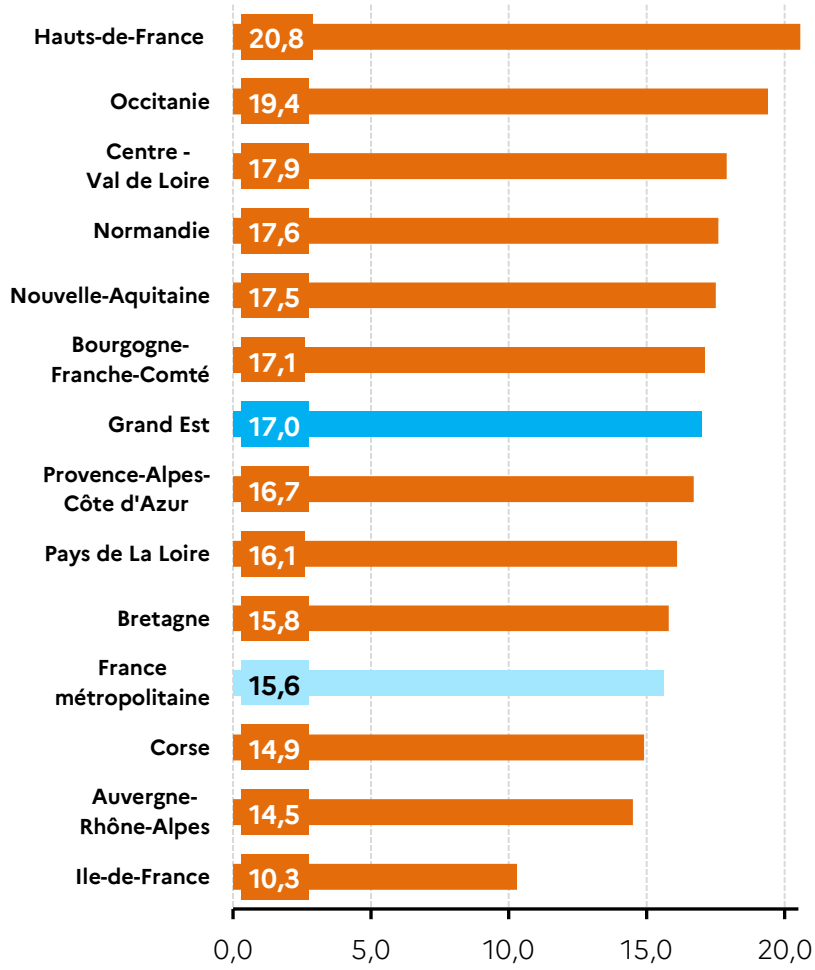
PRIME D'ACTIVITÉ

La prime d'activité a pour objet d'inciter les travailleurs (salariés ou non salariés) aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et à soutenir leur pouvoir d'achat. Il faut avoir plus de 18 ans pour prétendre à cette aide sociale.

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Allocataires de la prime d'activité au 31/12/2023 (1)	Dont :		Nombre d'allocataires rapportés sur la population en emploi (%)
		Prime d'activité majorée	Prime d'activité non majorée	
Ardennes	20 602	948	19 654	22,4
Aube	23 497	1 220	22 277	20,1
Marne	44 314	2 150	42 164	17,4
Haute-Marne	12 269	567	11 702	17,9
Meurthe-et-Moselle	52 232	2 148	50 084	18,8
Meuse	11 793	593	11 200	18,5
Moselle	61 771	2 411	59 360	16,6
Bas-Rhin	79 133	3 031	76 102	14,7
Haut-Rhin	45 904	1 874	44 030	15,4
Vosges	27 299	1 266	26 033	19,4
Grand Est	**378 814**	**16 208**	**362 606**	**17,0**
France métropolitaine	4 636 548	208 371	4 428 177	15,6

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence

NOMBRE D'ALLOCATAIRES RAPPORTÉS SUR LA POPULATION EN EMPLOI (%)



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2025 ; ISD : Insee, Drees, Cnaf, MSA, Emploi en 2024

Comme en France métropolitaine, les maisons d'enfants à caractère social sont le principal dispositif d'accueil de protection de l'enfance en termes de nombre de places

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
PROTECTION DE L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2024												
Nombre de places d'accueil mère-enfant	36	39	18	6	69	30	111	66	118	18	511	5 581
Nombre de places en pouponnières à caractère social	0	0	0	0	72	33	0	0	51	0	156	915
Nombre de places en foyers de l'enfance	161	426	132	0	384	61	430	217	81	78	1 970	15 174
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	659	242	648	311	769	282	1 386	1 535	910	731	7 473	83 606
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	491
Nombre de places en lieux de vie et d'accueil	0	0	10	20	62	20	23	45	52	97	329	4 137
Nombre de places en villages d'enfants	0	50	0	0	51	75	66	42	0	0	284	2 335
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	14,0	11,4	6,0	9,6	8,6	12,8	9,0	7,5	7,1	12,3	8,8	7,9
Nombre de places en centres de placement familial socio éducatif	0	100	0	0	99	0	113	107	25	0	444	12 059
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2024												
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	1 172	1 171	1 997	871	2 189	872	2 628	3 129	2 477	1 465	17 971	199 610
Dont mesures judiciaires de placements	*961*	*891*	*1 746*	*712*	*1 676*	*649*	*1 978*	*2 541*	*2 038*	*1 027*	*14 219*	*153 959*
Nombre de placements directs par un juge	90	119	191	64	358	92	289	252	220	133	1 808	16 294
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	216	324	173	111	397	232	270	897	398	344	3 362	52 502
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	623	641	1 129	354	1 824	538	1 919	1 486	1 369	909	10 792	120 242
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans *(Indicateurs sociaux départementaux)*	3,4	3,0	2,6	4,0	2,7	4,4	2,2	2,1	2,5	3,8	2,7	2,5

Sources : Drees, Finess, enquête Aide sociale ; Dreets ; Insee, Estimation de population 2025

Un taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés variable suivant les départements et les catégories d'établissement

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes handicapées (1)	3 329	3 260	5 017	2 278	7 209	1 711	7 891	10 444	7 676	4 155	**52 970**	**638 757**
Dont aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, aides ménagères)	*2 583*	*2 309*	*3 394*	*1 498*	*5 937*	*1 252*	*5 995*	*7 232*	*5 191*	*3 102*	***38 493***	***472 849***
Dont aide à l'accueil (ACTP en établissement, aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	*746*	*951*	*1 623*	*780*	*1 272*	*459*	*1 896*	*3 212*	*2 485*	*1 053*	***14 477***	***165 908***

(1) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide

TAUX D'ÉQUIPEMENT EN ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPÉS PAR CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE 20 À 59 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	1,5	0,9	1,1	1,8	1,4	2,0	1,4	0,8	1,2	1,6	**1,2**	**1,1**
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,4	0,9	1,1	1,3	1,1	1,2	0,9	1,2	1,0	1,0	**1,1**	**1,2**
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	1,2	2,6	2,0	2,6	2,2	4,0	0,9	1,2	2,9	2,8	**1,9**	**2,8**
Taux d'équipement en places dans les établissements et service d'aide par le travail (ESAT)	5,2	4,3	4,3	5,9	4,4	5,4	4,5	3,2	3,9	5,3	**4,2**	**3,6**

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS HANDICAPÉS SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE MOINS DE 20 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SESSAD, CMPP, CAMSP, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) (1)	13,7	8,7	8,3	15,5	12,3	10,9	9,4	8,5	11,8	10,3	**10,3**	**7,8**
Taux d'équipement en places dans les SESSAD	5,4	2,9	3,3	5,0	3,4	4,3	3,2	2,2	1,2	2,9	**2,9**	**3,4**

(1) Y compris accueil temporaire

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2024 : Drees, enquête aide sociale 2023, Finess ; Insee, estimation de population 2024 (résultats provisoires arrêtés début 2025)

La capacité d'accueil pour 1 000 personnes de 75 ans et plus est légèrement supérieure dans le Grand Est par rapport à la France métropolitaine

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes âgées (nb. de bénéficiaires)	9 824	7 468	9 709	4 260	14 018	4 639	23 021	21 232	14 925	8 802	117 898	1 484 443
Dont aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)	*6 719*	*3 741*	*3 486*	*2 167*	*6 569*	*2 169*	*13 001*	*10 876*	*7 473*	*3 494*	*59 695*	*814 095*
Dont aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)	*3 105*	*3 727*	*6 223*	*2 093*	*7 449*	*2 470*	*10 020*	*10 356*	*7 452*	*5 308*	*58 203*	*670 348*

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR LES PERSONNES ÂGÉES SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Nombre de places en EHPAD	2 444	3 546	5 339	2 114	6 465	2 116	8 730	9 320	6 817	5 449	52 340	609 730
Nombre de places en résidence autonomie	326	383	2 144	233	2 230	387	2 233	1 025	1 634	365	10 960	119 284
Nombre de lits en USDL	128	130	240	107	389	140	511	631	412	169	2 857	28 646
Nombre de places en centre de jour pour personnes âgées	10	16	0	0	37	12	0	73	182	0	330	3 903
Nombre de places dans les autres établissements pour personnes âgées	24	0	24	0	10	24	50	122	150	34	438	5 387
Nombre de places en SSIAD et SPASAD	639	671	998	469	1 388	557	1 769	1 355	1 337	837	10 020	127 381

TAUX D'ÉQUIPEMENT EN NOMBRE DE PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE 75 ANS ET PLUS

AU 31 DÉCEMBRE 2024	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places dans les EHPAD	81,8	98,2	89,0	95,1	85,9	98,5	82,3	83,3	84,7	118,9	88,8	83,9
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD	16,0	14,2	40,2	15,3	34,9	25,7	26,3	15,9	27,3	12,4	24,2	21,1
Taux d'équip. en places dans les centres de jour pour personnes âgées	0,3	0,4	0,0	0,0	0,5	0,6	0,0	0,7	2,3	0,0	0,6	0,5
Taux d'équip. en places dans les services de soins infirmiers à domicile	21,4	18,6	16,6	21,1	18,4	25,9	16,7	12,1	16,6	18,3	17,0	17,5

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - **USDL :** unité de soins de longue durée - **SSIAD :** services de soins infirmiers à domicile - **SPASSAD :** services polyvalents d'aide et de soins à domicile

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2025 : Drees, enquête aide sociale 2024, Finess , SAE, ISD

Plus de situations de surendettement dans la Haute-Marne et les Vosges

SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

ANNÉE 2025	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Dépôts de dossiers de surendettement	631	722	1 533	526	1 686	495	1 897	1 992	1 759	985	12 226	148 013
Personnes surendettées	758	840	1 798	619	1 962	592	2 266	2 309	2 093	1 160	14 397	171 264
Dépôts de dossiers pour 100 000 habitants	287	280	327	370	274	331	215	202	273	328	262	267
Endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés (en €)	14 978	17 322	15 447	14 205	16 937	15 233	19 423	18 072	16 460	14 247	16 782	17 951
Ménages surendettés sont sous le seuil de pauvreté (%)	63,4	62,4	63,1	66,2	65,5	63,8	62,0	63,4	66,1	68,8	64,3	62,4

PRÉCARITÉ DE LOGEMENT

Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2025	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	228	246	559	215	665	172	647	704	684	396	4 516	47 842
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	2,6	1,9	1,9	2,5	2,2	2,4	2,0	1,9	2,5	2,8	2,2	nd

nd : non disponible

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2025 : Banque de France, enquête typologique 2025

Le nombre de recours sur le droit au logement opposable réduit dans le Grand Est

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

ANNÉE 2024	Grand Est	France métropolitaine
Nombre de recours "logement" reçus	2 046	120 725
Nombre de décisions "logement" prises (1)	1 959	110 691
Dont nombre de décisions favorables logement (prioritaires et urgents)	*584*	*35 751*
Nombre de bénéficiaires relogés suite offre	346	22 809
Nombre de refus d'offre adaptée	70	842
Total de bénéficiaires logés ou ayant refusé ou n'étant plus à reloger	509	24 961
Nombre de recours "hébergement" reçus	77	9 890
Nombre de décisions "hébergement" prises (1)	72	9 531
Dont nombre de décisions favorables (prioritaires et devant être accueillis + recours ''logement'' réorientés ''hébergement'')	*112*	*7 620*
Nombre de bénéficiaires accueillis suite proposition	9	568
Nombre de refus de proposition adaptée	0	0
Total de bénéficiaires accueillis ou ayant refusé ou n'étant plus à accueillir	26	1 095
Nombre de recours reçus	2 123	130 615
Nombre de décisions prises (1)	2 031	120 222
Dont nombre de décisions favorables	*696*	*43 371*
Nombre de bénéficiaires logés / accueillis suite offre / proposition	355	23 377
Nombre de refus d'offre / proposition adaptée	70	842
Total de bénéficiaires logés / accueillis ou ayant refusé ou n'étant plus à loger / accueillir	535	24 807

(1) Le nombre de décisions prises peut excéder le nombre de demande reçues en raison du traitement des demandes de l'année précédente.

Source : Panorama statistique de la Drees - édition 2025: Infocentre Dalo (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

En 2025, les exportations du Grand Est atteignent 70,8 milliards d'euros, en hausse de 4,7 % par rapport à 2024, et les importations progressent de 5,7 %, à 67,2 milliards d'euros. Malgré une croissance des importations plus rapide que celle des exportations, la région conserve un excédent commercial de 3,6 milliards d'euros. À l'échelle nationale, la France enregistre un déficit commercial de 94,2 milliards d'euros, ce qui place le Grand Est parmi les rares régions présentant une balance commerciale excédentaire. Avec ce résultat, le Grand Est occupe le deuxième rang des régions françaises en termes de solde commercial, derrière l'Occitanie.

Le commerce extérieur régional demeure fortement concentré dans quelques départements. Le Bas-Rhin reste le premier département exportateur, avec plus de 27 milliards d'euros d'exportations, mais c'est la Marne qui affiche le meilleur excédent commercial (près de 3 milliards d'euros), portée notamment par les exportations de boissons. La Moselle complète ce trio avec un excédent supérieur à 1,4 milliard d'euros.

L'Allemagne demeure de loin le premier partenaire commercial du Grand Est, représentant un quart des exportations comme des importations régionales. Fait marquant de 2025, les échanges avec ce pays redeviennent excédentaires, après un déficit observé en 2024.

Les échanges avec les pays voisins – Suisse, Belgique – et proches – Pays-Bas, Italie et Pologne – occupent également une place prépondérante, illustrant la forte intégration transfrontalière de l'économie régionale.

La structure des échanges du Grand Est se distingue de celle de l'ensemble de la France. Les exportations sont particulièrement spécialisées dans les boissons, les produits pharmaceutiques, les équipements automobiles et les machines et équipements d'usage général. Les produits pharmaceutiques deviennent en 2025 le premier poste d'exportation de la région, avec près de 9,7 milliards d'euros, devant les machines et les boissons. Ces filières constituent également les principaux postes d'importation, traduisant l'insertion du Grand Est dans des chaînes de valeur industrielles européennes, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'automobile, de la chimie et de la mécanique.

Au total, le commerce extérieur du Grand Est confirme en 2025 sa solidité et son ouverture internationale. La région bénéficie d'un tissu industriel exportateur diversifié, d'une forte orientation vers les marchés européens, notamment frontaliers, et d'une capacité à maintenir un excédent commercial dans un contexte où la balance commerciale française reste largement déficitaire.

Le Grand Est affiche le deuxième meilleur solde commercial régional en 2025

POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMI LES RÉGIONS FRANÇAISES

ANNÉE 2025 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Occitanie	53 348	9,0	38 958	5,7	14 390
Grand Est	**70 830**	**11,9**	**67 223**	**9,8**	**3 607**
Bourgogne - Franche-Comté	23 128	3,9	20 174	2,9	2 954
Corse	95	0,0	498	0,1	-403
Centre-Val de Loire	28 520	4,8	29 025	4,2	-505
Bretagne	12 043	2,0	14 001	2,0	-1 958
Nouvelle-Aquitaine	25 891	4,4	29 077	4,2	-3 187
DOM	805	0,1	6 617	1,0	-5 812
Auvergne - Rhône-Alpes	70 121	11,8	76 900	11,2	-6 779
Pays de la Loire	26 920	4,5	35 249	5,1	-8 328
Normandie	38 298	6,5	47 395	6,9	-9 097
Hauts-de-France	69 155	11,6	89 211	13,0	-20 057
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 913	4,7	49 171	7,1	-21 257
Ile-de-France	146 662	24,7	184 376	26,8	-37 714
France entière	**593 729**	**100,0**	**687 892**	**100,0**	**-94 163**

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis

La nature des opérations comptabilisées :

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale.
Les importations comptabilisent :

- les marchandises entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe ou pour ouvraison) ;
- les marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;
- les marchandises originaires d'un pays hors Union européenne mises en libre pratique (acquittement des droits de douane et respect des normes) sur le territoire national.

Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvraison en France ou après mise en libre pratique.

Les opérations exclues :

Sont exclus des statistiques notamment :

- les réparations, l'admission temporaire, l'avitaillement, le placement en entrepôt sous douane de marchandises autres que le pétrole, le transit ... ;
- les flux relatifs à certaines marchandises telles que le matériel militaire, l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal, les véhicules lanceurs de véhicules spatiaux ;
- les exportations (resp. importations) intracommunautaires d'opérateurs non soumis à l'obligation déclarative statistique pour ces échanges (opérateurs dont le cumul annuel des expéditions-ventes (resp. acquisitions-achats) aux partenaires de l'UE - est inférieur au seuil de 460 000 euros).

Valeur :

Pour la détermination de la valeur statistique de chaque marchandise, la notion retenue est celle de valeur marchande du bien plutôt que la valeur transactionnelle (le prix effectivement payé ou à payer). Cette valeur n'intègre pas le montant des impositions éventuelles liées aux échanges extérieurs (droits de douanes, TVA, restitutions, taxes à l'exportation, accises, ...).

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à notre frontière. La valeur des échanges est exprimée en euros.

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2025
Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La Marne affiche le meilleur solde commercial et le Bas-Rhin reste le premier département exportateur du Grand Est

LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS

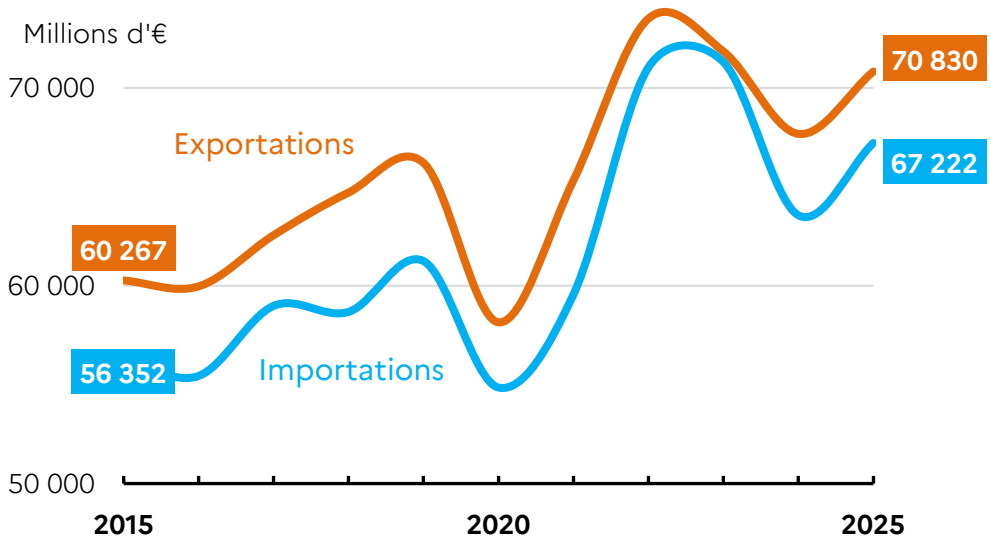
ANNÉE 2025 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Marne	7 921	11,2	4 961	7,4	2 960
Moselle	11 432	16,1	10 007	14,9	1 425
Ardennes	2 150	3,0	1 424	2,1	726
Vosges	2 936	4,1	2 245	3,3	691
Meuse	1 467	2,1	1 145	1,7	322
Haute-Marne	1 247	1,8	1 131	1,7	116
Aube	1 833	2,6	1 828	2,7	5
Bas-Rhin	27 024	38,2	27 465	40,9	-441
Meurthe-et-Moselle	2 682	3,8	3 158	4,7	-476
Haut-Rhin	12 138	17,1	13 858	20,6	-1 720
Grand Est	**70 830**	**100,0**	**67 222**	**100,0**	**3 608**

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2025
Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militiaire

COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2025, le commerce extérieur du Grand Est retrouve une dynamique plus favorable que celle observée au niveau national

ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR





EN MILLIONS D'€		2015	2024	2025	Taux de croissance annuel moyen, période 2015-2025 (en %)	Évolution 2024-2025 (en %)
Grand Est	Exportations	60 267	67 678	70 830	1,6	4,7
	Importations	56 352	63 569	67 222	1,8	5,7
	Solde	3 915	4 109	3 608		
France entière	Exportations	446 493	582 613	593 729	2,9	1,9
	Importations	507 524	686 076	687 892	3,1	0,3
	Solde	-61 031	-103 463	-94 163		

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2025
Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militiaire

Le déficit commercial avec la Chine se creuse en 2025 et les échanges avec l'Allemagne redeviennent excédentaires

LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU MONTANT DES EXPORTATIONS) EN MILLIONS D'€		2024			2025			Rang 2025 du pays sur l'ensemble de la France *
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
1	Allemagne	15 852	16 982	-1 130	18 006	16 831	1 175	1
2	Etats-Unis d'Amérique	5 051	3 272	1 779	4 978	3 595	1 383	3
3	Belgique	4 705	4 559	146	4 844	4 452	391	5
4	Royaume-Uni	3 680	1 851	1 829	4 655	1 266	3 388	6
5	Italie	4 841	4 388	453	4 652	7 510	-2 858	2
6	Espagne	4 514	2 934	1 580	4 622	2 831	1 790	4
7	Pays-Bas	3 449	2 642	808	3 545	2 454	1 092	8
8	Suisse	3 391	3 470	-79	3 533	3 411	122	9
9	Pologne	2 203	1 914	288	2 306	2 263	43	10
10	Autriche	1 503	1 183	320	1 241	906	335	NC
11	Chine	1 367	4 138	-2 772	1 097	4 746	-3 649	7
12	République tchèque	867	1 139	-272	895	1 127	-232	17
13	Turquie	733	796	-64	839	902	-63	11
14	Portugal	885	472	414	836	470	366	15
15	Luxembourg	828	349	479	833	336	497	NC
	Ensemble des 15 premiers pays	**53 867**	**50 089**	**3 778**	**56 879**	**53 100**	**3 779**	
	Autres pays	13 811	13 480	330	13 951	14 123	-172	
	Ensemble	**67 678**	**63 569**	**4 109**	**70 830**	**67 223**	**3 607**	

* Palmarès cumul de juin 2024 à mai 2025 ; la somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis ; nc : non communiqué

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2025
Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

Les produits pharmaceutiques deviennent le premier produit exporté du Grand Est en 2025

LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU MONTANT DES EXPORTATIONS)

EN MILLIONS D'€

		2024			2025			Rang 2025 du produit sur l'ensemble de la France *
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
1	Produits pharmaceutiques	5 949	5 755	194	9 718	9 759	-41	2
2	Machines et équipements d'usage général	6 094	4 751	1 343	6 327	5 567	760	4
3	Boissons	5 684	576	5 108	5 566	503	5 063	11
4	Produits de la construction automobile	5 127	5 693	-566	4 409	5 326	-916	3
5	Prod. chimiques de base, prod. azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	4 053	4 221	-168	3 694	3 997	-303	6
6	Matériel électrique	3 476	3 392	84	3 607	3 361	246	5
7	Équipements pour automobiles	3 443	3 437	6	3 519	3 441	78	14
8	Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	2 401	2 464	-63	2 231	2 163	68	17
9	Produits chimiques divers	2 178	2 391	-213	2 143	2 365	-222	8
10	Appareils de mesure, d'essai et de navigation ; articles d'horlogerie	2 031	1 627	403	2 063	1 600	463	19
11	Métaux non ferreux	1 853	1 989	-136	1 920	1 872	48	12
12	Produits en plastique	1 804	1 998	-194	1 871	1 962	-91	16
13	Produits de la culture et de l'élevage	1 797	481	1 316	1 837	544	1 293	9
14	Machines diverses d'usage spécifique	1 810	1 193	618	1 680	1 102	578	NC
15	Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	1 365	2 193	-828	1 370	2 219	-849	18
16	Articles de joaillerie et bijouterie, instruments de musique	1 250	576	675	1 247	581	665	NC
17	Produits de la construction aéronautique et spatiale	1 104	344	760	1 198	392	806	1
18	Produits laitiers et glaces	1 084	392	692	1 162	467	695	NC
19	Produits alimentaires divers	1 027	1 139	-111	1 124	1 369	-244	15
20	Pâte à papier, papier et carton	990	1 066	-76	1 029	926	102	NC
	Ensemble des 20 premiers produits	**54 521**	**45 677**	**8 843**	**57 715**	**49 516**	**8 199**	
	Autres produits	13 157	17 892	-4 735	13 115	17 707	-4 592	
	Ensemble	**67 678**	**63 569**	**4 109**	**70 830**	**67 223**	**3 607**	

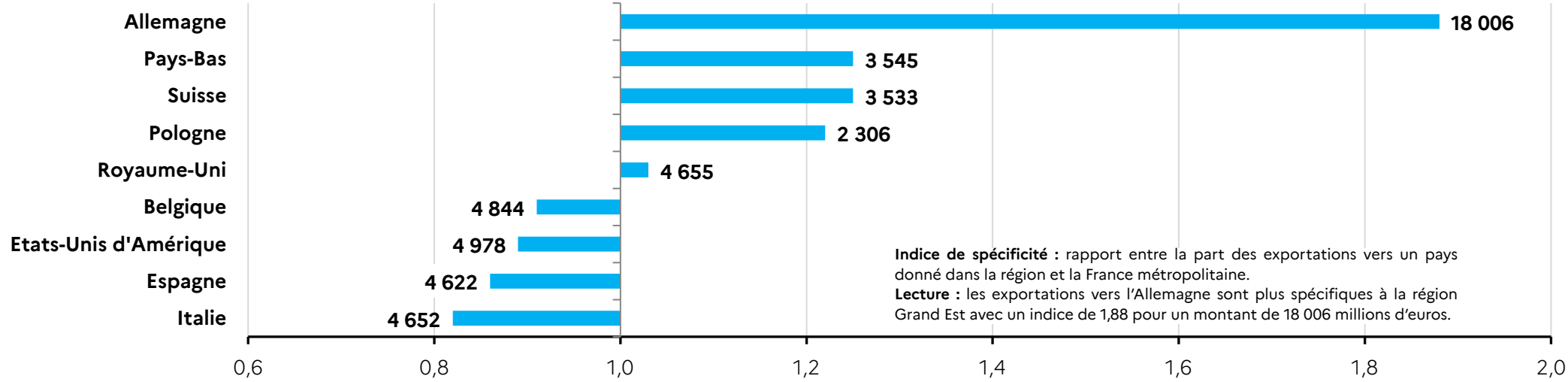
* Palmarès cumul de juin 2024 à mai 2025 ; la somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis ; nc : non communiqué

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2025
Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

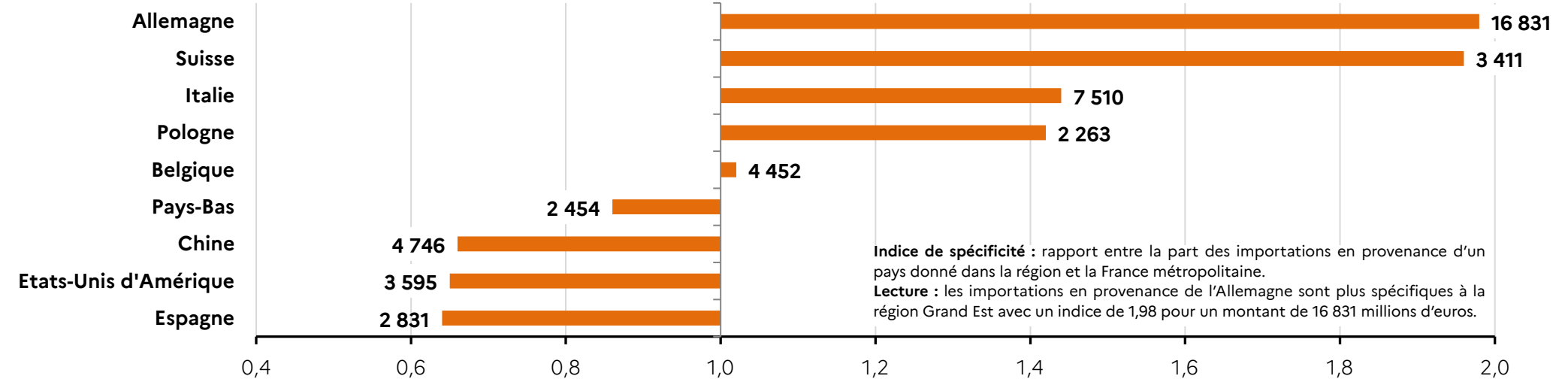
Le commerce extérieur du Grand Est se distingue par une forte orientation vers les pays frontaliers

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS

EXPORTATIONS



IMPORTATIONS

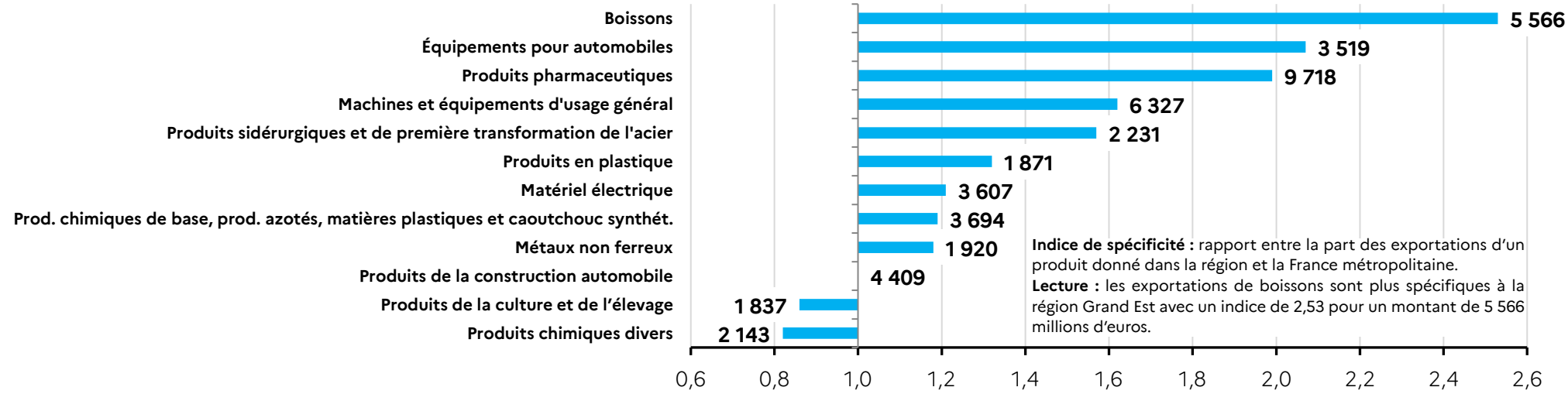


Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2025 / Champ : Pays ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France

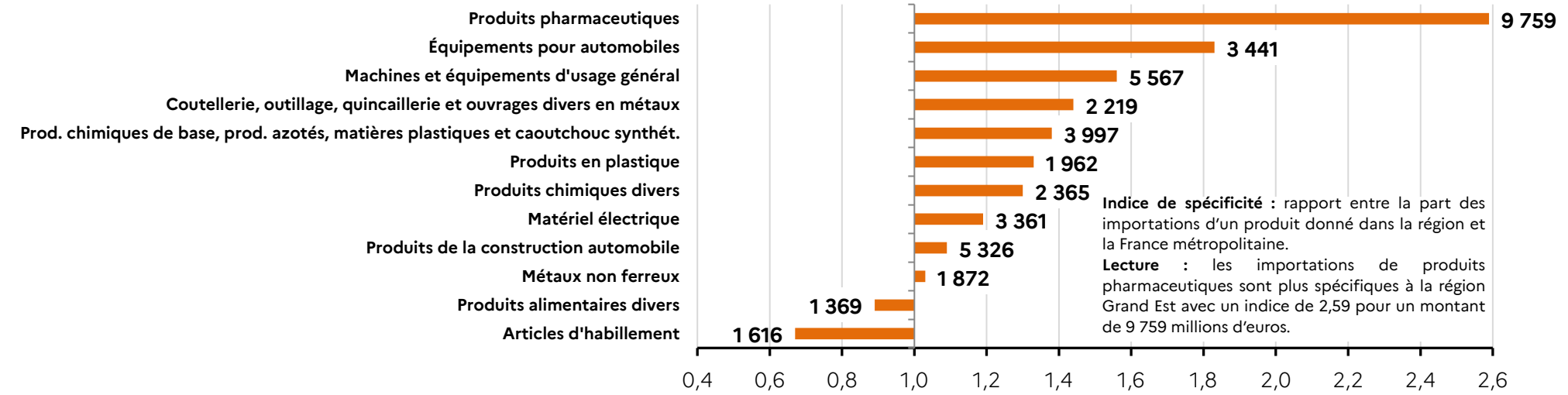
Le Grand Est présente des spécialisations marquées dans les filières pharmaceutique, automobile et des boissons

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS

EXPORTATIONS



IMPORTATIONS



Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2025 / Champ : Produits ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France

PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese

PORTRAIT DE TERRITOIRES



Portrait de territoires 2026 - Grand Est

Directrice de la publication : **Delphine JOLY**

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

6 rue Hirn - 67 000 STRASBOURG

Service études statistiques et évaluation - Indicateurs novembre 2026 - ISSN 2556-6199

Réalisation Dreets Grand Est